

**RAPPORT DE L'ÉTUDE PRÉPARATOIRE
POUR
LE PROJET DE CONSTRUCTION DE SALLES DE
CLASSE POUR
L'ENSEIGNEMENT MOYEN DANS LES
RÉGIONS DE LOUGA ET DE KAOLACK
EN REPUBLIQUE DU SENEGAL**

Mai 2012

Agence Japonaise de Coopération Internationale

Mohri, Architect & Associates, Inc.

| |
|---------------|
| HDD |
| JR |
| 12-030 |

**RAPPORT DE L'ÉTUDE PRÉPARATOIRE
POUR
LE PROJET DE CONSTRUCTION DE SALLES DE
CLASSE POUR
L'ENSEIGNEMENT MOYEN DANS LES
RÉGIONS DE LOUGA ET DE KAOLACK
EN REPUBLIQUE DU SENEGAL**

Mai 2012

Agence Japonaise de Coopération Internationale

Mohri, Architect & Associates, Inc.

AVANT-PROPOS

L'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) a décidé de mener une étude préparatoire pour le projet de construction de salles de classe pour l'enseignement moyen dans les régions de Louga et de Kaolack en République du Sénégal et l'a confiée à Mohri, Architect & Associates, Inc.

La mission d'étude a tenu une série de discussions avec les autorités concernées du gouvernement du Sénégal et a effectué des études de terrain sur les sites objet du Projet pendant la période de juin 2011 à mai 2012. Le présent rapport a été finalisé à travers les travaux au Japon après le retour de la mission au Japon.

Je suis heureuse de remettre ce rapport et je souhaite qu'il contribue à la promotion du Projet et au renforcement des relations amicales entre nos deux pays.

En terminant, je tiens à exprimer mes remerciements sincères aux autorités concernées du gouvernement de la République du Sénégal pour leur coopération avec les membres de la mission.

Mai 2012

Nobuko KAYASHIMA
Directrice Générale,
Département du développement humain
Agence Japonaise de Coopération Internationale

Résumé

1. Description générale du pays

La République du Sénégal (désignée ci-après par le « Sénégal ») forme la partie la plus occidentale du continent africain bordant l'océan Atlantique. Ses frontières la séparent de la Mauritanie au nord, du Mali à l'est et de la Guinée et Guinée-Bissau au sud. La Gambie forme une quasi-enclave à l'intérieure du territoire sénégalais. La ville de Dakar, capitale du pays est l'un des principaux organisme portuaires de l'Afrique occidentale, ainsi que l'un des deux grands pôles commerciaux des pays francophones d'Afrique de l'ouest, avec Abidjan, capitale portuaire de la Côte d'Ivoire.

La superficie du territoire est environ de 197 000 km² avec une population de près de 12,8 millions d'habitants (2011, UNFPA)

Les régions de Louga et de Kaolack faisant l'objet du présent Projet ont respectivement les caractères propres aux milieux de sahel et de savane avec une saison des pluies et une saison sèche nettement distinctes. La saison des pluies dure pendant 5 mois de début juin au mois d'octobre environ. Les précipitations, plus abondantes au mois d'août dans la région de Kaolack atteignent environ 200 mm/annuels. En revanche, pendant la saison sèche d'avril à mai, la température maximale dépasse parfois les 40°C, peu avant l'arrivée des pluies.

L'économie dépend essentiellement de l'agriculture. Les principales importations concernent les produits alimentaires, les hydrocarbures et les biens d'équipement. Les exportations concernent pour leur part, les produits halieutiques, les huiles raffinés, les phosphates et les dérivés d'arachide. Les secteurs primaire, secondaire et tertiaire contribuent respectivement à 17%, 22%, 61% du PIB en 2010. Le RNB/hab. (Revenu National Brut par habitant) est de 1090 dollars/an (chiffres de la Banque Mondiale).

2. Arrière-plan, historiques et description générale du Projet

Le gouvernement de la République du Sénégal a élaboré en 2000 le Programme Décennal de l'Éducation et de la Formation (PDEF) qui est le plan de base du développement de l'éducation et de la formation. Suivant la Phase 1 (2001-2004) et la Phase 2 (2005-2007), le Plan National de Développement de l'Éducation et de la Formation Phase 3 (PNDEF) a été élaboré en juin 2009. Par ce PNDEF Phase 3, le gouvernement vise à réaliser à l'horizon 2011 le taux brut de scolarisation de 96% dans l'enseignement élémentaire, 47% dans l'enseignement moyen, et le taux de passage de l'enseignement élémentaire à celui moyen de 68% avec pour stratégie l'amélioration de l'accès, de la qualité et de la gestion. Le PNDEF Phase 3 est mis en œuvre sur la période de 2009 à 2011 et il est actuellement en étape d'évaluation des activités réalisées et d'élaboration d'un nouveau plan décennal se fondant sur cette évaluation.

Grâce aux efforts du gouvernement sénégalais pour atteindre les objectifs fixés par le PNDEF Phase 3, les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement élémentaire et moyen sont améliorés respectivement de 82,5% (en 2004/05) et de 31,9% (en 2004/05) à 94,4% (en 2009/10) et à 45,0% (en 2009/10)¹. Ainsi et pour répondre aux besoins croissants en matière d'enseignement moyen visant à atteindre les objectifs de l'enseignement obligatoire², les besoins en construction de salles de classe notamment au niveau des collèges augmentent.

Quant aux salles de classe réellement utilisées pour l'année scolaire 2009/2010, environ 16% des locaux pour l'enseignement élémentaire et 15% pour l'enseignement moyen sont soumis à des sévères conditions i.e. sous les abris provisoires, en location ou souffrent de la vétusté.

Le gouvernement sénégalais déploie les activités d'aménagement des installations scolaires pour améliorer cette situation. Dans ce sens, le Japon a construit environ 1.800 salles de classe (dont environ 95% sont des écoles élémentaires et environ 5% des collèges) à travers ses 5 projets d'aide financière non remboursable depuis 1991. De plus, le 6ème projet dans le cadre de l'aide financière non remboursable est planifié pour la construction des 269 salles de classe dans les 31 établissements scolaires (dont 12 sont des écoles élémentaires et 19 des collèges)³. Bien que le nombre d'élèves souhaitant entrer au collège soit élevé dans quelques régions comprenant Louga et Kaolack, il est difficile d'en accueillir totalement à cause du manque d'installations scolaires. Le manque de collèges et de salles de classe reste encore grave.

En ce qui concerne la situation d'aménagement des toilettes scolaires dans les deux régions, le taux d'aménagement reste environ 79% dans les 41 écoles sur 52 dans la région de Louga et dans les 61 écoles sur 77 dans la région de Kaolack en 2009/10 (collèges publics et lycées publics confondus). De même, dans les écoles équipées de toilettes, il y a de nombreux cas où les toilettes sont hors service par la détérioration ou par le manque de nettoyage et de gestion adéquats.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement de la République du Sénégal a adressé en août 2009 une requête relative à la construction des écoles élémentaire et collèges dans les régions de Louga et de Kaolack au gouvernement japonais pour solliciter une aide financière non remboursable.

Le gouvernement sénégalais a présenté la requête initiale consistant en la construction de 200 salles de classe (écoles élémentaires) et 100 salles de classe (collèges). Par la suite, la partie sénégalaise a soumis une liste comprenant 49 écoles/collèges dans la région de Louga et 34

¹ Les chiffres proviennent des Statistiques Scolaires 2004/2005 et du Rapport National sur la Situation de l'Education 2010.

² Au cours du dernier plan décennal, en 2002, la période d'enseignement obligatoire a été révisée de 6 ans d'enseignement primaire adopté à l'époque en 10 ans comprenant 4 ans d'enseignement moyen.

³ Projet de construction de salles de classe aux écoles élémentaires et collèges dans les régions de Dakar et Thiès (ci-après désigné le « Projet de Dakar/Thiès »)

écoles/collèges dans la région de Kaolack. Or, la construction d'autant d'écoles/collèges étant difficile dans le cadre d'un seul projet, la sélection d'environ 25 écoles/collèges par région a été demandée à l'intermédiaire de la JICA Sénégal avant l'envoi de la mission d'étude préparatoire. Au cours de l'étude sur le terrain, les discussions ont été tenues avec les deux régions cibles pour limiter encore les candidats des écoles/collèges à l'issue desquelles 25 écoles (dont 7 écoles et 18 collèges) dans la région de Louga et 25 écoles (dont 1 école et 24 collèges) ont été retenues comme écoles/collèges définitifs de la requête.

Les composants définitifs de la requête sont l'aménagement des salles de classe (salle spéciale comprises pour collèges), des blocs administratifs, des blocs d'hygiène, des puits, des mobiliers pédagogiques et la composante soft.

Détail des 50 écoles/collèges définitifs de la requête

| Régions | Ecoles élémentaire | Collège | Total |
|------------------------|--------------------|---------------------------------------------------|-------|
| Louga | 7 | 18 | 25 |
| Kaolack | 1 | 24 (Y compris un nouveau collège à construire) | 25 |
| Total des deux régions | 8 | 42 | 50 |

3 Description sommaire du résultat d'études et contenu du Projet

En réponse à la requête présentée par le gouvernement sénégalais, le Japon a envoyé une équipe d'étude sur le terrain du 25 juin au 3 août 2011, une autre pour explication du concept de base du 10 au 23 décembre 2011 et une dernière pour explication des documents de référence pour élaboration du dossier d'appel d'offres du 14 au 27 avril 2012.

Sur la base de la requête et des résultats de discussions durant les études sur le terrain, le Projet est planifié selon les principes suivants.

3-1 Sélection des écoles faisant l'objet du Projet

Lors de la vérification par la partie sénégalaise de l'ordre de priorité des 50 écoles/collèges de la requête en tenant compte de l'efficacité des travaux et de la supervision du Projet et du point de vue éducatif, la nécessité de construction des collèges s'est confirmée plus forte que les écoles élémentaires et la priorité est également donnée aux collèges dans les régions de Louga et de Kaolack.

Parmi les collèges dont la construction par le présent Projet est demandée dans la région de Louga, le CEM Sagatta Djoloff faisant déjà l'objet du projet du budget consolidé d'investissement (BCI) du Ministère de l'Education Nationale a été remplacé par le CEM Dodji.

A l'issue des discussions, les IDEN ont déterminé l'ordre de priorité des écoles/collèges tel que le montre le tableau suivant et les 20 écoles/collèges ont été finalement retenus comme faisant l'objet du Projet.

Ecoles/collèges définitifs de la requête (écoles/collèges faisant l'objet de l'étude)

| Région | Ecole élémentaire | Collège | Total |
|------------------------|-------------------|---------------------------------------------------|-------|
| Louga | 0 | 9 | 9 |
| Kaolack | 0 | 11 (Y compris un nouveau collège à construire) | 11 |
| Total des deux régions | 0 | 20 | 20 |

3-2 Composants du Projet

Le contenu d'aménagement des infrastructures consiste en la construction de nouveaux collèges et en l'extension des salles de classe des collèges existants. Les composants du Projet consistent en l'aménagement des salles de classe, des blocs administratifs, des blocs d'hygiène, des mobiliers pédagogiques et des équipements électriques. De plus, la composante soft sera mise en œuvre en matière de gestion et de maintenance des infrastructures.

3-3 Détermination de la taille des écoles faisant l'objet du Projet

Les salles de classe dont le nombre est déterminé par les besoins de chaque école concernée et en fonction de la disponibilité du terrain seront à aménager à chaque école faisant l'objet du Projet. Le nombre de salles de classe nécessaire sera calculé avec la formule suivante : « Nombre de salles de classe nécessaire = nombre de salles de classe à adopter – nombre de salles de classe encore utilisables ». Le nombre d'élèves par salle de classe sera de 45 élèves par classe (standard du collège au Sénégal).

3-4 Contenu d'aménagement des installations du Projet

Le nombre d'écoles/collèges à aménager et le contenu du Projet par région sont les suivants.

Contenu d'aménagement d'installations du Projet

| Région | Nbr. de sites | | Nbr. de SDC du Projet | Bloc administratif | Box de bloc d'hygiène |
|---------|---------------|---------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
| | Ecole | Collège | | | |
| Louga | 0 | 9 | 107 | 9 | 114 |
| Kaolack | 0 | 11 | 131 | 11 | 138 |
| Total | 0 | 20 | 238 | 20 | 252 |

3-5 Composante soft

Au cours de l'étude sur le terrain, la mise en place du Comité de Gestion d'Ecole (ci-après le « CGE »), l'assurance du budget destiné à l'achat des matériels de nettoyage et à la réparation simple et la conscience de base en matière de gestion et de maintenance y compris le nettoyage périodique des installations ont été confirmés. Cependant, les travaux plus complexes tels que la réparation des fenêtres cassées et la repeinture des murs ne sont pas suffisamment réalisés. De plus, la plupart des collèges étant nouveaux, ils n'ont pas d'expérience de la gestion et de la maintenance de l'établissement scolaire par le CGE. Par conséquent, pour que les installations à aménager par le présent Projet soient utilisées pendant longtemps grâce à la gestion et la maintenance adéquates, il faut promouvoir les 3 points suivants :

- i) Promouvoir les connaissances en matière de gestion et de maintenance quotidiennes des installations y compris les toilettes pour les utiliser d'une façon hygiénique.
- ii) Chercher à enrichir les financements pour la gestion et la maintenance.
- iii) Renforcer le système de suivi périodique en matière de gestion d'hygiène des installations et de gestion et de maintenance y compris les mesures préventives.

De plus, la composante soft sera mise en œuvre de sorte que les installations à aménager par le présent Projet soient gérées et maintenues durablement.

Au Sénégal, 5 projets de construction d'écoles élémentaires et/ou des collèges ont été réalisés jusqu'à présent. Le 6ème projet (le projet de Dakar/Thiès) est en cours de réalisation (à l'exception de la composante soft dont le démarrage est prévu pour avril 2012). Pour les 4ème et 5ème projets, la composante soft a été mise en œuvre pour la gestion et la maintenance des installations scolaires. De plus, le projet de coopération technique en la matière est en cours de réalisation et qui se déroulera ultérieurement à l'échelon national avec l'implication des IDEN de chaque région. A travers la participation positive des IDEN concernées à la mise en œuvre de la composante soft du présent Projet, on vise à mettre en valeur les expériences et connaissances

acquises par le projet de coopération technique. Par ailleurs, les manuels sur la gestion et la maintenance des installations scolaires élaborés et révisés au cours des projets du passé de la coopération financière non remboursable du Japon et du « Projet de Dakar/Thiès » précédent peuvent servir des documents de référence. Il sera donc possible que le présent Projet crée des effets conjugués par la collaboration organique avec d'autres projets de la coopération du Japon d'une part, et qu'il contribue à améliorer globalement l'éducation du Sénégal, d'autre part.

4. Délai d'exécution et coût estimatif du Projet

Après la conclusion de l'Accord d'Agent d'approvisionnement et de l'Accord du service de consultant pour la soumission/supervision des travaux, établir le dossier d'appel d'offres pour la sélection des entreprises de construction. Et les contrats avec les entreprises seront signés après les étapes de la soumission, de l'évaluation, de la négociation du contrat et de l'approbation par les organismes concernés. La période nécessaire pour ces étapes est estimée à 5,0 mois.

Sur la base des expériences des travaux de l'aide non remboursable au développement communautaire précédent, le délai des travaux pour le présent Projet sera fixé à 10 mois en prenant en compte la possibilité de le raccourcir par l'amélioration des conditions de paiement et la réduction de la réfection et de la retouche des travaux des sites modèles pour les bâtiments de salles de classe sans étage (R+0) en principe. À cela s'ajoutent 1 mois pour les travaux préparatoires, 1,5 mois pour les travaux de sites modèles, 1 mois pour l'inspection et 1 mois pour le transport et la livraison des mobiliers.

Les travaux de construction seront divisés en 2 groupes qui seront décalés avec une période de chevauchement.

Par ailleurs, le calendrier d'exécution de l'ensemble du Projet devra tenir compte de la saison des pluies de juin à octobre étant donné que la qualité et l'efficacité des travaux sont influencées par la pluie.

- i) Le nombre de salles de classe utilisables au niveau des collèges faisant l'objet du Projet augmentera de 8 à 246.
- ii) Le nombre d'élèves pouvant suivre les cours dans de bonnes conditions augmentera de 360 personnes à 11 070 personnes.

De plus, les effets qualitatifs suivants sont à espérer.

- i) La conscience envers l'hygiène chez les élèves sera améliorée en aménageant les toilettes.
- ii) La motivation des élèves féminins pour fréquenter les écoles sera haussée en aménageant les toilettes séparées selon les sexes.
- iii) La mise en œuvre du Projet contribuera à l'amélioration des taux de scolarisation, de redoublement ou d'abandon des écoles faisant l'objet du Projet par l'augmentation du nombre de salles de classe et l'amélioration de l'environnement scolaire.
- iv) La composante soft une fois réalisée contribuera à améliorer la conscience des acteurs concernés des écoles faisant l'objet du Projet concernant en matière de gestion et de maintenance des installations aménagées par le Projet.

Table des Matières

Avant-Propos

Résumé

Table des Matières

Carte de localisation des écoles

Perspective

Liste des Figures et Tableaux

Abréviations

Chapitre 1 Arrière-plan du Projet

| | |
|--------------------------------------------|-----|
| 1-1 Arrière plan et historique de don..... | 1-1 |
| 1-2 Conditions Naturelles | 1-2 |
| 1-3 Soins à l'environnement social | 1-3 |

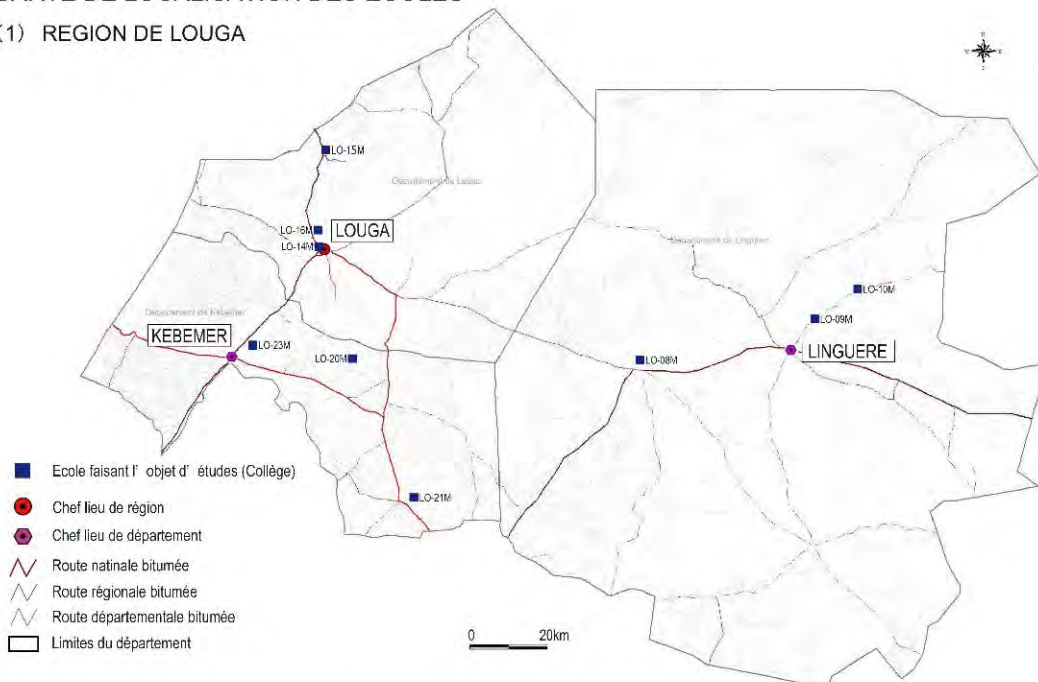
Chapitre 2 Contenu du Projet

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| 2-1 Description sommaire du Projet..... | 2-1 |
| 2-1-1 Objectif global et objectif du Projet..... | 2-1 |
| 2-1-2 Aperçu du Projet | 2-2 |
| 2-2 Conception sommaire du Projet faisant l'objet de l'aide | 2-3 |
| 2-2-1 Principes de conception..... | 2-3 |
| 2-2-1-1 Principes de base..... | 2-3 |
| 2-2-1-2 Principes relatifs aux conditions de l'environnement naturel..... | 2-3 |
| 2-2-1-3 Principes par rapport aux conditions socioéconomiques..... | 2-4 |
| 2-2-1-4 Principes par rapport à la situation de la construction et de l'approvisionnement .. | 2-5 |
| 2-2-1-5 Principes relatifs à l'utilisation des entreprises de construction locales et des consultants locaux | 2-5 |
| 2-2-1-6 Principes relatifs à la détermination de la qualité des infrastructures..... | 2-6 |
| 2-2-1-7 Principes relatifs à la gestion de la qualité..... | 2-6 |
| 2-2-1-8 Principes relatifs à la capacité de gestion et de maintenance de l'organisme d'exécution | 2-7 |
| 2-2-1-9 Principes relatifs au calendrier d'exécution des travaux | 2-8 |
| 2-2-2 Plan de base (plan d'installation/équipements)..... | 2-8 |
| 2-2-2-1 Contenu de la requête..... | 2-8 |
| 2-2-2-2 Sélection des écoles faisant l'objet du Projet..... | 2-10 |
| 2-2-2-3 Composantes du Projet..... | 2-12 |
| 2-2-2-4 Taille du Projet..... | 2-13 |
| 2-2-2-5 Plan d'architecture | 2-19 |
| 2-2-3 Plans de concept de base | 2-24 |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| 2-2-4 Plan d'exécution des travaux/plan d'approvisionnement | 2-31 |
| 2-2-4-1 Plan d'exécution et d'approvisionnement par l'Agent d'approvisionnement | 2-31 |
| 2-2-4-2 Points à retenir relatifs à l'exécution des travaux et à l'approvisionnement | 2-36 |
| 2-2-4-3 Tâches à prendre en charge pour les travaux/approvisionnement/installation | 2-36 |
| 2-2-4-4 Plan de supervision des travaux/plan de supervision d'approvisionnement | 2-37 |
| 2-2-4-5 Plan de gestion de la qualité | 2-38 |
| 2-2-4-6 Plan d'approvisionnement des matériels, matériaux, et autres | 2-39 |
| 2-4-7 Plan de la composante soft | 2-40 |
| 2-2-4-8 Calendrier d'exécution | 2-42 |
| 2-3 Tâches à la charge du pays bénéficiaire | 2-46 |
| 2-4 Plan de gestion/maintenance du Projet | 2-48 |
| 2-4-1 Plan de gestion | 2-48 |
| 2-4-2 Plan de gestion et de maintenance | 2-49 |
| 2-5 Coût approximatif du Projet | 2-51 |
| 2-5-1 Coût approximatif du Projet de coopération | 2-51 |
| 2-5-2 Frais de gestion et de maintenance | 2-52 |
| 2-5-2-1 Frais de gestion | 2-52 |
| 2-5-2-2 Frais de gestion et de maintenance | 2-53 |
| Chapitre 3 Evaluation du Projet | 3-1 |
| 3-1 Conditions préalables pour la mise en œuvre de la coopération | 3-1 |
| 3-2 Charges nécessaires de la partie sénégalaise pour l'accomplissement de l'ensemble du Projet | 3-1 |
| 3-3 Conditions extérieures | 3-1 |
| 3-4 Evaluation du Projet | 3-2 |
| 3-4-1 Pertinence | 3-2 |
| 3-4-2 Efficacité | 3-3 |
| Annexe 1 Liste des Membres de l'Equipe | |
| Annexe 2 Calendrier de la mission | |
| Annexe 3 Liste des Parties Concernées | |
| Annexe 4 Procès verbal des discussions | |
| Annexe 5 Plan de la composante soft | |
| Annexe 6 Documents Obtenus | |
| Annexe 7 Références | |
| (1) Aperçu de la situation actuelle des écoles faisant l'objet de l'étude | |
| (2) Plans de masse des écoles faisant l'objet du Projet | |
| (3) Résumé de l'Etude Géotechnique | |

CARTE DE LOCALISATION DES ECOLES

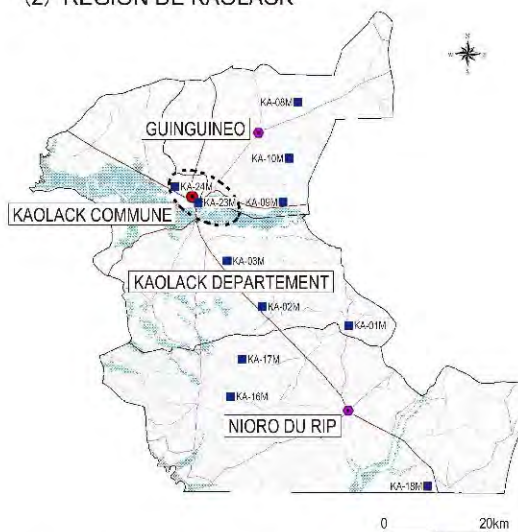
(1) REGION DE LOUGA



CARTE DE LOCALISATION DU PROJET



(2) REGION DE KAOLACK



| Région | IDEN | ID | Nom d' école |
|--------|----------|--------|----------------------|
| LOUGA | Linguère | LO-08M | CEM FA DE DAHRA |
| | | LO-09M | CEM KADJI MADIA |
| | | LO-10M | CEM DODJI |
| | Louga | LO-14M | CEM TOUBA SERAS |
| | | LO-15M | CEM BARALE |
| | | LO-16M | CEM LOUGA COMMUNE II |
| | | LO-20M | CEM KANENE NDIQB |
| | Kébémér | LO-21M | CEM DAROU MOUSTY 2 |
| | | LO-23M | CEM FA DE KEBEMER |

| Région | IDEN | ID | Nom d' école |
|---------|--------------------------|--------|------------------------------------------|
| KAOLACK | Kaolack - Département | KA-01M | CEM THIARE |
| | | KA-02M | CEM KEUR BAKA |
| | | KA-03M | CEM KOUMBAL |
| | | KA-08M | CEM NDIAGO |
| | Guinguinéo | KA-09M | CEM NGATHIE |
| | | KA-10M | CEM NGOLOUM |
| | | KA-16M | CEM MISSIRAH NIORO |
| | | KA-17M | CEM GAINTH KAYES |
| | Nioro du Rip | KA-18M | CEM KEUR AYIB POSTE |
| | | KA-18M | CEM KEUR AYIB POSTE |
| | Kaolack - Commune | KA-23M | CEM NDANGANE |
| | | KA-24M | CEM CAMP DE GARDE (Nouvelle création) |



Perspective (LO-15M CEM BARALE)

Liste des Figures et Tableaux

| | | |
|--------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Tableau 2-1 | Catégories des entreprises de construction | 2-6 |
| Tableau 2-2 | Ecoles/collèges définitifs de la requête..... | 2-9 |
| Tableau 2-3 | Résultats de sélection de la région de Louga | 2-11 |
| Tableau 2-4 | Résultats de sélection de la région de Kaolack | 2-12 |
| Tableau 2-5 | Composants des installations..... | 2-13 |
| Tableau 2-6 | Taille du Projet au niveau de collèges cibles dans la région de Louga | 2-14 |
| Tableau 2-7 | Taille du Projet au niveau de collèges cibles dans la région de Kaolack | 2-15 |
| Tableau 2-8 | Nombre total des installations à aménager par le Projet | 2-16 |
| Tableau 2-9 | Liste des mobiliers pédagogiques à installer par classe | 2-16 |
| Tableau 2-10 | Modes de calcul du nombre d'élèves de prévision..... | 2-17 |
| Tableau 2-11 | Collèges dont le nombre de salles de classe à construire par le Projet est réduit..... | 2-20 |
| Tableau 2-12 | Prototypes | 2-20 |
| Tableau 2-13 | Contenu, types et surfaces des installations des collèges de Louga faisant l'objet du Projet | 2-22 |
| Tableau 2-14 | Contenu, types et surfaces des installations des collèges de Kaolack faisant l'objet du Projet | 2-22 |
| Tableau 2-15 | Spécifications des installations du présent Projet | 2-22 |
| Tableau 2-16 | Disposition du personnel de l'Agent d'approvisionnement | 2-32 |
| Tableau 2-17 | Disposition du personnel du consultant | 2-34 |
| Tableau 2-18 | Projet des principaux points de gestion de la qualité à l'étape des travaux de gros-œuvre | 2-38 |
| Tableau 2-19 | Lieux d'approvisionnement des principaux matériels et matériaux | 2-39 |
| Tableau 2-20 | Nombre de lots..... | 2-42 |
| Tableau 2-21 | 1er groupe : lots du contrat des travaux de construction | 2-43 |
| Tableau 2-22 | 2ème groupe : lots du contrat des travaux de construction..... | 2-44 |
| Tableau 2-23 | Liste des travaux pris en charge par la partie sénégalaise par école | 2-47 |
| Tableau 2-24 | Nombre du personnel enseignant et non-enseignant à augmenter au niveau des collèges..... | 2-48 |
| Tableau 2-25 | Nombre de personnel enseignant et non-enseignant à affecter au collège de nouvelle création..... | 2-48 |
| Tableau 2-26 | Nombre total du personnel enseignant et non-enseignant nécessaire à augmenter | 2-49 |
| Tableau 2-27 | Détails du coût du Projet en charge de la partie sénégalaise | 2-51 |

| | | |
|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Tableau 2-28 | Frais annuels de gestion | 2-52 |
| Tableau 2-29 | Salaires moyens du personnel enseignant et non-enseignant (salaires annuels) | 2-53 |
| Tableau 2-30 | Calcul approximatif des frais de gestion et de maintenance (pour 20 collègues) | 2-53 |
| Figure 2-1 | Plans des prototypes..... | 2-21 |
| Figure 2-2 | Schéma d'exécution du Projet (avant-projet)..... | 2-31 |
| Figure 2-3 | Structure pour la supervision des travaux | 2-34 |
| Figure 2-4 | 1er groupe : carte des lots du contrat des travaux de construction | 2-43 |
| Figure 2-5 | 2ème groupe : carte des lots du contrat des travaux de construction | 2-44 |
| Figure 2-6 | Calendrier d'exécution du Projet..... | 2-45 |

Abréviations

| | |
|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A/D | Accord de Don |
| APE | Association des Parents d'Elèves |
| A/P | Autorisation de Paiement |
| BCI | Budget Consolidé d'Investissement |
| CB | Concrete Block |
| CEM | Collège d'Enseignement Moyen |
| CGE | Comité de Gestion d'Ecole (Elémentaire) |
| CGE | Conseil de Gestion d'établissement (Collège) |
| CSLP | Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté |
| DAGE | Direction de l'Administration générale et de l'Equipement (Ministère de l'Education Nationale) |
| DCS | Direction des Constructions Scolaires (Ministère de l'Education Nationale) |
| E/N | Exchange of Notes |
| IA | Inspections d'Académie |
| IDEN | Inspections Départementales de l'Education Nationale |
| JICS | Japan International Cooperation System |
| JOCV | Japan International Cooperation Volunteers |
| M/A | Modalités d'Application |
| NF | Norme Francaise |
| PAES | Projet pour l'amélioration de l'environnement scolaire (Projet d'assistance technique) |
| PAES2 | Projet pour l'amélioration de l'environnement scolaire Phase 2 (Projet d'assistance technique) |
| PDEF | Programme Décennal de l'Education et de la Formation |
| PNDEF | Plan national de développement de l'éducation et de la formation |
| SDC | Salles de classes |
| VAC | Vacataires (Collège) |

Chapitre 1 : Arrière-plan du Projet

Chapitre 1 ARRIERE PLAN DU PROJET

1-1 Arrière plan et historique de don

Le gouvernement de la République du Sénégal a élaboré en 2000 le Programme Décennal de l'Éducation et de la Formation (PDEF) qui est le plan de base du développement de l'éducation et de la formation. Suivant le Plan National de Développement de l'Éducation et de la Formation Phase 3 (PNDEF 2009-2011), le gouvernement vise à réaliser à l'horizon 2011 le taux brut de scolarisation de 96% dans l'enseignement élémentaire, 47% dans l'enseignement moyen, et le taux de passage de l'enseignement élémentaire à celui moyen de 68%. Il est actuellement en étape d'élaboration d'un nouveau plan dans lequel il attache également de l'importance à l'enseignement moyen en envisageant surtout les activités pour atteindre les objectifs en matière d'enseignement obligatoire¹.

Les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement élémentaire et moyen sont améliorés respectivement de 82,5% (en 2004/05) et de 31,9% (en 2004/05) à 94,4% (en 2009/10) et à 45,0% (en 2009/10)². Ainsi et pour répondre aux besoins croissants en matière d'enseignement moyen visant à atteindre les objectifs de l'enseignement obligatoire, les besoins en construction de salles de classe notamment au niveau des collèges augmentent.

Quant aux salles de classe réellement utilisées pour l'année scolaire 2009/2010, environ 16% des locaux pour l'enseignement élémentaire et 15% pour l'enseignement moyen sont soumis à des sévères conditions i.e. sous les abris provisoires, en location ou souffrent de la vétusté.

Le gouvernement sénégalais déploie les activités d'aménagement des installations scolaires pour améliorer cette situation. Dans ce sens, le Japon a construit environ 1.800 salles de classe (dont environ 95% sont des écoles élémentaires et environ 5% des collèges) à travers ses 5 projets d'aide financière non remboursable depuis 1991. De plus, le 6ème projet dans le cadre de l'aide financière non remboursable est planifié pour la construction des 269 salles de classe dans les 31 établissements scolaires (dont 12 sont des écoles élémentaires et 19 des collèges)³. Cependant, le manque d'écoles/collèges et de salles de classe reste encore grave.

Le nombre d'élèves souhaitant entrer à l'école, surtout au collège, est élevé dans quelques régions comprenant Louga et Kaolack. Or, il est difficile d'en accueillir totalement à cause du manque d'installations scolaires, ce qui fait que le besoin en construction de salles de classe du moyen se fait sentir. Le taux d'accroissement du nombre d'élèves de collèges de 2002/03 à 2009/10 est de 222,5% au niveau national, tandis que celui des régions de Louga et de Kaolack dépasse la moyenne nationale, soit respectivement de 238,1% et de 238,7%.

¹ Au cours du dernier plan décennal, en 2002, la période d'enseignement obligatoire a été révisée de 6 ans d'enseignement primaire adopté à l'époque en 10 ans comprenant 4 ans d'enseignement moyen.

² Les chiffres proviennent des Statistiques Scolaires 2004/2005 et du Rapport National sur la Situation de l'Éducation 2010.

³ Projet de construction de salles de classe aux écoles élémentaires et collèges dans les régions de Dakar et Thiès (ci-après désigné le « Projet de Dakar/Thiès »)

En ce qui concerne la situation d'aménagement des toilettes scolaires dans les deux régions, le taux d'aménagement reste environ 79% dans les 41 écoles sur 52 dans la région de Louga et dans les 61 écoles sur 77 dans la région de Kaolack en 2009/10 (collèges publics et lycées publics confondus). De même, dans les écoles équipées de toilettes, il y a de nombreux cas où les toilettes sont hors service par la détérioration ou par le manque de nettoyage et de gestion adéquats.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement de la République du Sénégal a adressé en août 2009 une requête relative à la construction des écoles élémentaire et collèges dans les régions de Louga et de Kaolack au gouvernement japonais pour solliciter une aide financière non remboursable.

1-2 Conditions Naturelles

(1) Conditions climatiques

Même si la partie nord du Sénégal a un climat sec du désert de Sahara, les climats de la partie centrale et sud sont respectivement ceux de savane et tropical. L'année est divisée en deux saisons, sèche (de novembre à mai) et des pluies (de juin à octobre) en raison des vents saisonniers du nord-est en hiver et du sud-ouest en été. Les courants chauds soufflant pendant la saison sèche à l'intérieur du pays sont appelés l'«harmattan».

Appartenant à la zone climatique sahélienne et de savane, les régions de Louga et de Kaolack, zones faisant l'objet du Projet, ont des saisons sèches et des pluies nettement distinctes. Les précipitations atteignent la pointe au mois d'août dans la région de Kaolack en particulier avec une pluviométrie d'environ 200 mm. Quant à la température maximale, elle monte jusqu'à plus de 40°C en avril et en mai (saison sèche) juste avant l'arrivée de la saison des pluies.

Les principes de la conception et de la détermination de délai d'exécution du présent Projet dans de telles conditions sont indiqués aux paragraphes 2-2-1-2 et 2-2-1-9.

(2) Sol, Caractéristiques géotechniques

Les caractéristiques du sol des écoles faisant l'objet du Projet sont à peu près bonnes. Le type de semelle proposée est la semelle isolée dont les dimensions seront définies en fonction de la portance du sol. Le sol est composé du sable, de la terre latéritique, du gravier et de l'argile. Du fait qu'il y ait eu observation du sol gonflant sur la surface du sol, dans la région de Kaolack, une étude géotechnique (pénétration dynamique) du sol a été effectuée dans les 11 sites des écoles cibles du Projet. Le résultat de l'étude confirme que le sol gonflant n'a pas été observé au niveau de profondeur planifiée des semelles. Cependant dans certains sites, le sol gonflant a été observé sur la surface du sol, d'où la nécessité de remplacer la terre sur toute la partie directement en dessous de la dalle. D'autre part, le rapport souligne une observation de la nappe hydraulique à un niveau relativement élevé. De plus, généralement, le sol de la région de Kaolack contient le sel à une densité élevée, d'où une précaution particulière et des remèdes

contre le sel seront nécessaires pour les travaux de béton sous-terrain. Par ailleurs, il n'y a pas d'historique de tremblement de terre au Sénégal.

1-3 Soins à l'environnement social

Le présent Projet, consistant à construire les installations dans les terrains des collèges et des écoles élémentaires existantes, n'exige pas l'aménagement de terrains à grande échelle à l'exception de l'abattage de quelques arbres prévu, et ne donne pas en principe d'impact négatif sur l'environnement. Du point de vue de l'impact social, aucune conséquence négative n'est à appréhender du fait que le déplacement des habitants n'est pas prévu pour la mise en œuvre du présent Projet.

Chapitre 2: Contenu du Projet

Chapitre 2 CONTENU DU PROJET

2-1 Description sommaire du Projet

2-1-1 Objectif global et objectif du Projet

Le gouvernement de la République du Sénégal a élaboré en 2000 le Programme Décennal de l'Éducation et de la Formation (PDEF) qui est le plan de base du développement de l'éducation et de la formation. Suivant le PNDEF, le gouvernement vise à réaliser à l'horizon 2011 le taux brut de scolarisation de 47% dans l'enseignement moyen et le taux de passage de l'enseignement élémentaire à celui moyen de 68%. Il est actuellement en étape d'élaboration d'un nouveau plan dans lequel il attache également de l'importance à l'enseignement moyen en envisageant surtout les activités pour atteindre les objectifs en matière de l'enseignement obligatoire¹.

Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement moyen est amélioré de 31,9% (en 2004/05) à 45,0% (en 2009/10). Avec l'amélioration du taux de scolarisation dans l'éducation de base, les besoins en construction de salles de classe augmentent. Selon les normes du pays, le nombre d'élèves par salle de classe est fixé à 45 dans l'enseignement moyen. Mais pour l'année scolaire 2009/2010, le nombre d'élèves (chiffre national moyen) par salle de classe (utilisable continuellement) s'élève à 105,7 dans les collèges et les lycées², et cela démontre le manque considérable de salles de classe. De plus, quant aux salles de classe actuellement utilisées, 15% des locaux pour l'enseignement moyen sont sous les abris provisoires, en location ou souffrent de la vétusté. Comme il est mentionné ci-dessus, les toilettes scolaires sont installées seulement dans les 618 écoles parmi les 806, collèges publics et lycées publics confondus au Sénégal en 2009/10, c'est-à-dire environ 23% des écoles ne sont pas encore équipées de toilettes.

Le gouvernement sénégalais déploie les activités d'aménagement des installations scolaires pour améliorer cette situation. Dans ce sens, le Japon a construit environ 1.800 salles de classe (dont environ 95% sont des écoles élémentaires et environ 5% des collèges) à travers ses 5 projets d'aide financière non remboursable depuis 1991 pour aider le gouvernement sénégalais s'efforçant à améliorer une telle situation par l'augmentation du nombre d'écoles/collèges et de salles de classe. De plus, le 6^{ème} projet dans le cadre de l'aide financière non remboursable est planifié pour la construction des 269 salles de classe dans les 31 établissements scolaires (dont 12 sont des écoles élémentaires et 19 sont des collèges)³. Cependant, comme il est mentionné plus haut, le manque d'écoles/collèges et de salles de classe reste encore grave.

Bien que ceux qui souhaitent entrer dans les écoles, surtout dans les collèges, dans quelques régions comprenant celles de Louga et de Kaolack soient nombreux, il est difficile d'en accueillir totalement à cause du manque d'installations scolaires et le besoin de construction de

¹ Au cours du dernier plan décennal, en 2002, la période d'enseignement obligatoire a été révisée de 6 ans d'enseignement primaire adopté à l'époque en 10 ans comprenant 4 ans d'enseignement moyen.

² Les nombres de salles de classe totaux des collèges et lycées figurent dans les statistiques scolaires 2009/10.

³ « Projet de Dakar/Thiès »

salles de classe du moyen se fait sentir. Le taux d'accroissement du nombre des écoliers de collèges de 2002/03 à 2009/10 est de 222,5% dans l'ensemble du pays, tandis que celui des régions de Louga et de Kaolack est plus grand que la moyenne du pays, soit respectivement de 238,1% et de 238,7%.

En ce qui concerne la situation d'aménagement des toilettes scolaires dans les deux régions, le taux d'aménagement reste environ 79% dans les 41 écoles parmi les 52 dans la région de Louga et dans les 61 écoles parmi les 77 dans la région de Kaolack en 2009/10 (collèges publics et lycées publics confondus). De même, dans les écoles équipées de toilettes, il y a de nombreux cas où les toilettes ne sont pas en état de service par la détérioration ou par le manque d'entretien et de gestion adéquat.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement de la République du Sénégal a adressé en août 2009 une requête relative à la construction des écoles de moyen dans les régions de Louga et de Kaolack au gouvernement japonais pour solliciter une aide financière non remboursable. Le présent Projet vise à améliorer le milieu éducatif de l'enseignement moyen dans les écoles faisant l'objet du Projet afin de réaliser l'objectif ci-dessus visé par le gouvernement sénégalais.

2-1-2 Aperçu du Projet

Le présent Projet consiste en la nouvelle construction et l'extension de 20 collèges et en la mise en œuvre des activités de la composante soft en matière de gestion et de maintenance des installations dans les régions de Louga et de Kaolack pour contribuer à l'amélioration du milieu scolaire dans l'enseignement moyen dont le besoin augmente rapidement pour atteindre les objectifs relatifs à l'enseignement obligatoire, en vue d'améliorer l'accès à l'éducation de base et le milieu scolaire dans les régions faisant l'objet du Projet.

2-2 Conception sommaire du Projet faisant l'objet de l'aide

2-2-1 Principes de conception

2-2-1-1 Principes de base

(1) Sites du Projet

Les écoles faisant l'objet du Projet sont à sélectionner par le résultat de l'étude et la priorité déterminée par l'étude parmi les 50 sites des écoles élémentaires et du moyen dont la requête est déposée par le gouvernement sénégalais.

(2) Contenu du Projet

Le contenu d'aménagement des infrastructures consiste en la nouvelle construction et en l'extension des salles de classe des écoles existantes et à la construction des infrastructures des nouvelles écoles. Les composantes du Projet à part la construction des salles de classe consistent en l'aménagement des blocs administratifs, des blocs d'hygiène, des mobiliers pédagogiques et des équipements électriques. En outre, suivant les résultats de délibérations, les deux parties se sont mises d'accord que les puits et les salles spéciales qui ont été initialement demandés seront exclus du projet de coopération.

(3) Détermination de la taille des écoles faisant l'objet du Projet

Les salles de classe dont le nombre est déterminé par les besoins de chaque école concernée et en fonction de la disponibilité du terrain seront à aménager à chaque école faisant l'objet du Projet. Les détails de fondement du calcul du nombre de salles de classe sont mentionnés au point 2-2-2-4 ci-après (« Taille du Projet »), le nombre d'élèves par salle de classe pour le présent Projet sera de 45 élèves par classe pour les collèges conformément au standard pratique au Sénégal.

2-2-1-2 Principes relatifs aux conditions de l'environnement naturel

(1) Conditions climatiques

Appartenant à la zone climatique sahélienne et de savane, les zones faisant l'objet du Projet ont des saisons sèches et des pluies bien distinctes. La saison des pluies s'étend sur environ 5 mois du début-juin à octobre, les précipitations atteignent la pointe au mois d'août dans la région de Kaolack en particulier avec une pluviométrie d'environ 200 mm. D'un autre côté, la température maximale monte jusqu'à plus de 40°C en avril et en mai (saison sèche) juste avant l'arrivée de la saison des pluies. De ce fait, il faut que le concept des bâtiments et les travaux du présent Projet tiennent compte des points suivants.

- ① Prévoir les ouvertures pour favoriser l'aération naturelle.
- ② Installer les persiennes mobiles pour les ouvertures afin d'empêcher la pénétration de la pluie et d'assurer l'ensoleillement et la prise d'air même pendant la pluie.

- ③ Concevoir les fenêtres en forme et position facilitant la distribution de la lumière de soleil jusqu'à l'intérieur des salles de classe.
- ④ Concevoir un plan des bâtiments utilisant minimum de matière en bois pour éviter les dégâts de termites.
- ⑤ Du fait qu'une partie de la région de Kaolack se situe dans la zone côtière, appliquer le traitement anticorrosion sur les parties en acier.
- ⑥ Prendre les mesures pour les travaux de béton vis-à-vis de la période de chaleur caniculaire.

(2) Conditions topographiques

Comme les topographies des écoles faisant l'objet du Projet sont des terrains plats ou légèrement inclinés, il n'y a pas de sites présentant les problèmes topographiques.

(3) Sol

Les caractéristiques du sol des écoles faisant l'objet du Projet sont à peu près bonnes. Le sol est composé du sable, de la terre latéritique, du gravier et de l'argile. Du fait qu'il y ait eu observation du sol gonflant sur la surface du sol, dans la région de Kaolack, bien que les semelles ne soient pas affectées, la terre sera remplacée par de bonnes terres sur toute la partie directement en dessous de la dalle. D'autre part, dans certains sites, il y ait une observation de la nappe hydraulique à un niveau relativement élevé. De plus, généralement, le sol de la région de Kaolack contient le sel a une densité élevée, d'où une précaution particulière et des remèdes contre le sel seront nécessaires pour les travaux de béton sous-terrain.

2-2-1-3 Principes par rapport aux conditions socioéconomiques

(1) Sécurité publique

Se sont produits la détérioration ou les vols des objets par les intrus pénétrant dans l'enceinte ou les bâtiments des certaines écoles faisant l'objet de la requête. De ce fait, la clôture provisoire et le gardien seront mis en place pendant les travaux de construction. Par ailleurs, en sollicitant la collaboration des personnes concernées des écoles faisant l'objet du Projet, il est nécessaire d'assurer la sécurité des sites et leurs alentours du Projet par la collaboration mutuelle.

(2) Religion et genre

Même si 95% de la population du pays sont les musulmans, la séparation stricte des hommes et des femmes n'est pas observée au Sénégal. Les infrastructures scolaires étant en principe laïques, il n'est pas nécessaire de prévoir un lieu pour la prière dans l'enceinte d'une école publique. Toutefois, les portes des blocs d'hygiène seront orientées en direction sud-nord dans la mesure du possible pour éviter la direction de l'est qui est la direction de la Mecque.

(3) Prise de mesures pour les personnes handicapées

Les toilettes polyvalentes que les personnes handicapées peuvent utiliser devront être prévues et les bâtiments de salles de classe auront la pente jusqu'au niveau du plancher du rez-de-chaussée.

2-2-1-4 Principes par rapport à la situation de la construction et de l'approvisionnement

(1) Normes/autorisation

Le Sénégal ne disposant pas de normes de construction ou de structure propres au pays, utilise celles basées sur les normes françaises (NF). La conception des infrastructures du présent Projet devra être réalisée en prenant en référence les normes utilisées sur place ou du Japon ainsi que la conception standard⁴. En général, l'obtention du permis de construire est nécessaire dans le pays à l'exception des cas de la construction des écoles dans le cadre du présent Projet et par d'autres donateurs.

(2) Matériels et matériaux de construction

Les zones concernées par le présent Projet sont : l'agglomération urbaine et la banlieue de la région de Louga et de Kaolack. L'approvisionnement des matériels et matériaux se fait principalement à Dakar. Le réseau de transport étant assuré entre Dakar et les régions de Louga et de Kaolack, l'approvisionnement est facile.

De plus, dans les chantiers de construction au Sénégal, le béton malaxé sur place sera utilisé pour fabriquer des blocs de béton (CB) pour les travaux. Du fait que le présent Projet adopte la méthode générale de construction du pays, il sera particulièrement important de contrôler la qualité des travaux de béton et de blocs de béton.

2-2-1-5 Principes relatifs à l'utilisation des entreprises de construction locales et des consultants locaux

Les plans et les spécifications conçus par les consultants locaux comprennent le minimum d'informations nécessaires pour les travaux. Or les articles nécessaires portant sur la qualité, la sécurité et la gestion des travaux sont souvent omis. Dans le cadre du « Projet de Dakar/Thiès », le dossier d'appel d'offres a été élaboré en complétant ces points manquants. Ce même dossier sera mis en valeur pour le présent Projet pour sophistication des plans de conception, préparer les plans nécessaires et mentionner sur les spécifications les conditions requises en matière de qualité, de sécurité, de délai ainsi que de gestion.

Les entreprises de construction au Sénégal sont en général de petite taille. Le présent Projet sera divisé en lots de taille convenable pour éliminer la possibilité de participation des petites entreprises dont la technicité n'est pas suffisante pour la soumission (si le Projet était divisé en petits lots, ces petites entreprises sont encouragées d'y participer). Il est également important de

⁴ Les dimensions de salle de classe, le nombre et les dimensions de fenêtres et de portes sont déterminés en tant que normes de la conception des installations.

limiter la participation des petites entreprises pour faciliter les grandes entreprises de soumissionner en déterminant des conditions de soumission plus sévères et difficiles. Les régions cibles de Louga et de Kaolack étant nettement divisées pour le présent Projet, on peut élaborer le plan des travaux pour les 2 groupes.

De plus, le niveau technique des entreprises de construction locales est en général plutôt faible, ce qui fait que le service de supervision par le Consultant japonais aura une importance capitale. Plus particulièrement, il faut veiller aux aspects de la gestion de calendrier, de la gestion d'approvisionnement, de la gestion de la qualité et de la gestion de la sécurité des entreprises locales de construction. Au Sénégal, les entreprises de construction sont catégorisées en quatre classes d'A à D, comme décrites dans le tableau ci-dessous, selon la taille des commandes reçues dans le passé, et les tailles de commande à recevoir sont également déterminées par ce classement. Lors de la sélection des services, il est indispensable de sélectionner de bonnes entreprises par la préqualification pour la participation à la soumission ou la proposition technique. Pour ce faire, les critères de sélection d'entreprise bien détaillés tels que la taille de l'entreprise, les expériences du passé, le paiement de la caution pour la soumission, etc. devront être décrits dans le dossier d'appel d'offres.

Tableau 2-1 Catégories des entreprises de construction

| Classe | Chiffres d'affaires de ces trois dernières années |
|--------|---------------------------------------------------|
| A | Moins d'1 million de FCFA |
| B | Entre 1 million et 3 millions de FCFA |
| C | Entre 3 millions et 6 millions de FCFA |
| D | Plus de 6 millions de FCFA |

2-2-1-6 Principes relatifs à la détermination de la qualité des infrastructures

Les infrastructures à réaliser dans le cadre du présent Projet se conforment au nouveau standard de conception relatif aux installations scolaires établi par la Direction des Constructions Scolaires (DCS). Ce standard établit un ensemble des normes portant sur la superficie de diverses salles autres que celles de classe.

Les établissements scolaires construits dans le cadre des projets du passé de la coopération financière non remboursable, leur qualité robuste est hautement appréciée. En revanche, les conditions concernant la prise de lumière et l'environnement thermique des salles (les salles sont sombres ou la chaleur n'en s'échappe pas, etc.) sont à améliorer. Se fondant sur ce qui précède, les infrastructures scolaires à réaliser seront d'un niveau équivalent à celui spécifié dans les spécifications pour les écoles existantes, et ce tout en tenant compte de la commodité, de l'environnement sain d'apprentissage ou de la facilité de gestion et de maintenance.

2-2-1-7 Principes relatifs à la gestion de la qualité

L'essai de résistance du béton et des blocs de béton se fait au niveau des laboratoires public et privé mais les régions de Louga et de Kaolack n'en disposent aucun. En raison de la distance et

du temps de transfert de ces régions vers la zone métropolitaine, il est difficile d'effectuer l'essai de compression. Par conséquent, il y a lieu de contrôler la qualité pour qu'elle soit régulière par la mise en œuvre des normes de qualité de malaxage et par la vérification de la résistance du béton à déterminer à l'aide d'un scléromètre à béton Digi-Schmidt (contrôles non destructifs).

La structure couramment utilisée dans le pays est celle en ossature portique. Dans la plupart des cas de construction des salles de classe à bas étage, on empile d'abord les blocs de béton puis coule le béton en utilisant ces blocs de béton comme coffrage pour le poteau et la poutre ce qui donne une qualité moindre de finition du béton par l'irrégularité des dimensions, par la non-uniformité des surfaces etc. Le premier défi auquel on doit faire face au début des travaux est de comment déterminer les normes de supervision du présent Projet tout en vérifiant la coutume de construction et le niveau technique du Sénégal.

Dans le cadre du « Projet de Dakar/Thiès », les travaux de modèle (cf. 2-2-4-2(2)) ont été mis en œuvre de manière à faire comprendre aux personnes concernées les spécifications de conception et la qualité requise pour assurer une qualité régulière des travaux et minimiser le risque de retard du délai. Il sera possible de tenir compte des résultats du projet précédent pour le présent Projet.

Par ailleurs, du fait que les travaux seront réalisés simultanément au niveau de plusieurs sites largement étendus sur le territoire, il est important de mentionner dans le dossier d'appel d'offres les points importants en matière de contrôle du délai et de la qualité d'une part, et d'établir un système de supervision du consultant pour qu'il effectue la ronde de supervision à une fréquence régulière, d'autre part.

2-2-1-8 Principes relatifs à la capacité de gestion et de maintenance de l'organisme d'exécution

La gestion et la maintenance des écoles étant à la charge des collectivités locales avec la décentralisation, chaque école les assure en collaboration avec son Comité de gestion d'école (CGE)⁵. Au niveau de chaque école, les frais de gestion et de maintenance sont couverts par les ressources financières suivantes : ① le budget attribué par le Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues Nationales, ② l'appui financier des collectivités locales (comprenant la fourniture des articles de bureau et mobiliers pédagogiques) et ③ le frais d'inscription et la cotisation annuelle payés par les élèves. La gestion est assurée dans la limite du budget dont dispose chaque école mais quant à la maintenance, les activités difficilement réalisables, comme la réparation des fenêtres et la peinture des murs et d'autres travaux de réparation effectués de façon régulière sur le moyen et long terme, sont laissées sans que les mesures soient prises. De ce fait, les installations du présent Projet devront être conçues de manière à faciliter les travaux de gestion et de maintenance tels que le nettoyage ou la réfection, etc. et qui ne nécessiteront pas d'entretien pendant plusieurs années après

⁵ Comité de Gestion d'École pour les écoles élémentaires et Comité de Gestion d'Établissement pour les collèges.

l'achèvement (la réception) afin de réduire le coût de gestion et de maintenance d'installations. De plus, la composante soft sera mise en œuvre au cours de laquelle seront organisées les séances de formation pour promouvoir les connaissances en matière de gestion et de maintenance des installations aménagées, pour renforcer les relations des personnes internes et externes concernées ce qui aura pour effet de permettre l'extension des fonds pour la maintenance, et ce en ce qui concerne le suivi périodique.

2-2-1-9 Principes relatifs au calendrier d'exécution des travaux

Sur la base des travaux de construction des bâtiments scolaires sans étage dans le cadre du «Projet de Construction de Salles de Class dans l'Enseignement Elémentaire et Moyen » en 2006-2009 (5^{ème} projet de l'aide financière non remboursable), le délai des travaux sera fixé à 10 mois en prenant en compte la possibilité de raccourcir le délai par l'amélioration des conditions de paiement et la réduction de la réfection et de la retouche des travaux de modèle. A cela s'ajoute 1 mois pour les travaux préparatifs, 1,5 mois pour les travaux de modèle, 1 mois pour les inspections et 1 mois pour la livraison et la réception des mobiliers. Les travaux de construction seront divisés en deux groupes avec une période sur laquelle les travaux de ces groupes doublent (le calendrier des travaux de deux groupes décale).

Pour éviter les influences de la saison des pluies de juin à octobre sur la qualité et l'efficacité des travaux, le calendrier d'exécution du 2nd groupe sera conçu avec le démarrage des travaux à la sortie de la saison des pluies.

2-2-2 Plan de base (plan d'installation/équipements)

2-2-2-1 Contenu de la requête

(1) Ecoles/collèges définitifs de la requête

Le gouvernement sénégalais a présenté la requête initiale consistant en la construction de 200 salles de classe (écoles élémentaires) et 100 salles de classe (collèges). Par la suite, la partie sénégalaise a soumis une liste comprenant 49 écoles/collèges dans la région de Louga et 34 écoles/collèges dans la région de Kaolack. Or, la construction d'autant d'écoles/collèges étant difficile dans le cadre d'un seul projet, la sélection d'environ 25 écoles/collèges par région a été demandée à l'intermédiaire de la JICA Sénégal avant l'envoi de la mission d'étude préparatoire. A l'arrivée des membres du consultant japonais au Sénégal, les discussions ont été tenues avec les deux régions cibles pour limiter encore les candidats des écoles/collèges à l'issue desquelles 25 écoles (dont 7 écoles et 18 collèges) dans la région de Louga et 25 écoles (dont 1 école et 24 collèges) ont été récapitulées dans la liste des écoles faisant l'objet de l'étude. Par ailleurs, parmi les collèges dont la construction par le présent Projet est demandée, le CEM Sagatta Djoloff faisant déjà l'objet du projet du budget consolidé d'investissement (BCI) du Ministère de l'Education Nationale⁶ (ci-après désigné le « MEN») a été remplacé par le CEM Dodji.

⁶ Le nom du ministère a été changé de «Ministère de l'Enseignement Elémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues Nationales» à « Ministère de l'Education Nationale» en avril 2012.

Au final, lors de la vérification par la partie sénégalaise (les « IDEN ⁷») de l'ordre de priorité des écoles/collèges récapitulés, la nécessité de construction des collèges s'est confirmée plus forte que les écoles élémentaires et la priorité est également donnée aux collèges dans les deux régions cibles.

Les écoles/collèges définitifs (faisant l'objet de l'étude) sont récapitulés au tableau 2-1 ci-dessous.

(Le CEM Ngathié Naoudé (KA-09M) de la région de Kaolack est remplacé par le CEM Ngathié. Idem pour les parties correspondant ci-après).

Tableau 2-2 Écoles/collèges définitifs de la requête

| INSPECTION D'ACADEMIE DE LOUGA | | | | INSPECTION D'ACADEMIE DE KAOLACK | | | |
|--------------------------------|-------------------|--------|---------------------|----------------------------------|-------------------|--------|---------------------------|
| IDEN | Ordre de priorité | Code | Nom d'école | IDEN | Ordre de priorité | Code | Nom d'école |
| Linguère | 1 | LO-08M | CEM FA DE DAHRA | Kaolack Département | 1 | KA-01M | CEM THIARE |
| | 2 | LO-09M | CEM KADJI MADIA | | 2 | KA-02M | CEM KEUR BAKA |
| | 3 | LO-10M | CEM DODJI | | 3 | KA-03M | CEM KOUMBAL |
| | 4 | LO-11M | CEM DEALY | | 4 | KA-04M | CEM THIOFFIOR |
| | 5 | LO-12M | CEM DAHRA COMMUNE | | 5 | KA-05M | CEM NDOFFANE |
| | 6 | LO-13M | CEM BARKEDJI | | 6 | KA-06M | CEM KEUR BAGNE DIOP |
| | 7 | LO-01 | DAHRA MONTAGNE | | 7 | KA-07M | CEM KEUR ALY BASSINE |
| | 8 | LO-02 | LINGUERE 5 | Guinguinéo | 1 | KA-08M | CEM NDIAGO |
| Louga | 1 | LO-14M | CEM TOUBA SERAS | | 2 | KA-09M | CEM NGATHIE |
| | 2 | LO-15M | CEM BARALE | | 3 | KA-10M | CEM NGOLOUM |
| | 3 | LO-16M | CEM LOUGA COMMUNE 2 | | 4 | KA-11M | CEM FASS |
| | 4 | LO-17M | CEM KOKI | | 5 | KA-12M | CEM COLOBANE MANDE |
| | 5 | LO-18M | CEM KEUR MOMAR SARR | | 6 | KA-13M | CEM OUROUR |
| | 6 | LO-19M | CEM PETE OUARACK | | 7 | KA-14M | CEM SATE WALY |
| | 7 | LO-03 | FA MONTAGNE NORD | | 8 | KA-15M | CEM MARGUERITE |
| | 8 | LO-04 | NAYOBE | Niour du Rip | 1 | KA-16M | CEM MISSIRAH NIORO |
| Kébémér | 1 | LO-20M | CEM KANENE NDIQB | | 2 | KA-17M | CEM GAINTH KAYES |
| | 2 | LO-21M | CEM DAROU MOUSTY 2 | | 3 | KA-18M | CEM KEUR AYIB POSTE |
| | 3 | LO-22M | CEM KEBEMER 2 | | 4 | KA-19M | CEM DAROU SALAM |
| | 4 | LO-23M | CEM FA DE KEBEMER | | 5 | KA-20M | CEM DE GAPAKH |
| | 5 | LO-24M | CEM DIOKOU | | 6 | KA-21M | CEM KEUR MOUSSA FRONTIERE |
| | 6 | LO-25M | CEM SAGATTA GUETH | | 7 | KA-22M | CEM DE KABACOTO |
| | 7 | LO-05 | FA NGOURANE | Kaolack Commune | 1 | KA-23M | CEM/ NDANGANE |
| | 8 | LO-06 | NDANDE 5 | | 2 | KA-24M | CEM CAMP DE GARDE |
| | 9 | LO-07 | MBEGUERE | | 3 | KA-25 | FA SAM (Elémentaire) |

Remarque : Concernant KA-15M, le nom d'école était mentionné "Nouveau CEM de Guinguinéo" dans la liste des écoles de la requête. En réalité, cet établissement a été ouvert depuis 2010/2011 au nom de CEM Margurite.

(2) Composants définitifs de la requête

Les composants de la requête initiale consistaient en l'aménagement de « 200 salles de classe (écoles élémentaires), 100 salles de classe (collèges), 50 blocs d'hygiène, 50 bureaux de directeur/principal, 50 puits, et mobilier pédagogique ». Pour les collèges, une salle spéciale a été aussi demandée. Avant le démarrage de l'étude, la sélection des composants s'est faite par l'intermédiaire de la JICA Sénégal ayant pour résultat l'exclusion des puits des composants de la coopération. De plus, à l'issue des discussions sur les composants pendant l'étude sur le terrain I, les deux parties ont convenu de l'aménagement des salles de classe, des blocs administratifs, des

⁷ Inspections Départementales de l'Éducation Nationale.

blocs d'hygiène et de mobilier pédagogique et de l'exclusion de salle spéciale et de matériel didactique. Il faut noter que la partie sénégalaise a demandé d'inclure comme bloc administratif, le bureau de directeur, la salle des enseignants (instituteurs), le magasin pour les écoles élémentaires, le bureau de principal, la salle du surveillant général, la salle des professeurs, le magasin et les toilettes pour les professeurs. Elle a par ailleurs souhaité inclure les appareils d'éclairage et les prises électriques aux installations. De plus, pour les sites qui ne disposent pas d'équipements d'alimentation électrique à proximité d'écoles, a été demandée la pose de conduite pour une installation future des équipements électriques.

En ce qui concerne la composante soft, il a été convenu d'examiner la possibilité de la mise en œuvre sur la base du résultat de l'étude sur le terrain. Pour les sites dont la construction des clôtures est jugée nécessaire, les deux parties ont convenu que la partie sénégalaise se chargera des coûts à encourir.

2-2-2-2 Sélection des écoles faisant l'objet du Projet

Lors de la sélection des écoles/collèges faisant l'objet de la requête, les 10 critères de sélection ci-dessous ont été expliqués au préalable à la partie sénégalaise par la JICA Sénégal. La mission d'étude lui a également expliqué que 1) il est nécessaire de regrouper, dans une certaine mesure, géographiquement les sites en tenant compte de l'efficacité des travaux et de la supervision du Projet, et que 2) il est préférable de construire plus de salles de classe par site et d'amoindrir le nombre des sites faisant l'objet du Projet, ceci du point de vue de l'efficacité des travaux et de la supervision du Projet, et pour permettre que les effets du Projet soient plus visibles. Suivant cette explication, les écoles/collèges ont été sélectionnées.

« Conditions de sélection »

- 1) Ecole/collège dont le besoin en salles de classe est confirmé;
- 2) Ecole/collège pour lequel la construction de salles de classe par d'autres bailleurs de fonds ou ONG n'est pas planifiée;
- 3) Ecole/collège pour lequel les enseignants en nombre suffisant peuvent être affectés et dont les ressources financières pour la gestion d'établissement sont disponibles et la collaboration des acteurs d'écoles peut être obtenue pour la maintenance des infrastructures construites ;
- 4) Ecole/collège où une pièce attestant de l'attribution légale du terrain ou du droit d'utilisation du terrain est disponible ;
- 5) Ecole/collège dont les conditions topographiques sont favorables et la superficie est suffisante pour la construction de salles de classe ;
- 6) Ecole/collège où il n'y a pas de maisons d'occupation illégale et d'autre obstacle pour la construction ;
- 7) Ecole/collège dont la voie d'accès pour l'amenée du matériel et des matériaux de construction est en bonne condition ;
- 8) Ecole/collège où il n'y a pas de problème de sécurité ;

- 9) Ecole/collège dont les conditions géotechniques sont favorables;
- 10) Ecole/collège où il n'y a pas de risque de calamité naturelle.

En plus des critères ci-dessus, l'ordre de priorité global s'est fixé conformément aux points suivants (les écoles/collèges dont la nécessité de construction est forte du point de vue éducatif sont ajoutés aux critères).

- 1) Ecole/collège à construire nouvellement ;
- 2) Ecole/collège n'ayant pas d'installations existantes⁸ ;
- 3) Ecole/collège dont tous les cycles ne sont pas fonctionnels ;
- 4) Ecole/collège franco-arabes⁹

Sur la base de l'ordre de priorité global ci-dessus, les résultats de sélection par région et par IDEN sont les suivants¹⁰ (les écoles figurant dans les cases en couleur sont retenues pour le Projet) :

Tableau 2-3 Résultats de sélection de la région de Louga

| IDEN | ID | Nom d'école | Critères de l'ordre de priorité | | | | | Ordre de priorité définitif |
|----------------------|--------|---------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|-----------------|--------------------|-----------------------------|
| | | | Ordre de priorité par la partie sénégalaise | Ecole sans salle de classe existante | Nouvelle création | Cycle incomplet | Ecole franco-arabe | |
| Linguère 8 écoles | Lo-08M | CEM FA DE DAHRA | 1 | ○ | | ○ | ○ | 1 |
| | Lo-09M | CEM KADJI MADIA | 2 | ○ | | | | 2 |
| | Lo-10M | CEM DODJI | 3 | ○ | | ○ | | 2 |
| | Lo-11M | CEM DEALY | 4 | | | ○ | | 4 |
| | Lo-12M | CEM DAHRA COMMUNE | 5 | | | | | 5 |
| | Lo-13M | CEM BARKEDJI | 6 | | | | | 7 |
| | Lo-01 | DAHRA MONTAGNE | 7 | ○ | | ○ | | 5 |
| | Lo-02 | LINGUERE 5 | 8 | | | | | 8 |
| Louga 8 écoles | Lo-14M | CEM TOUBA SERAS | 1 | ○ | | ○ | | 1 |
| | Lo-15M | CEM BARALE | 2 | ○ | | ○ | | 2 |
| | Lo-16M | CEM LOUGA COMMUNE 2 | 3 | ○ | | ○ | | 3 |
| | Lo-17M | CEM KOKI | 4 | | | | | 4 |
| | Lo-18M | CEM KEUR MOMAR SARR | 5 | | | | | 6 |
| | Lo-19M | CEM PETE OUARACK | 6 | ○ | | ○ | | 4 |
| | Lo-03 | FA MONTAGNE NORD | 7 | | | ○ | ○ | 6 |
| | Lo-04 | NAYOBE | 8 | | | | | 8 |
| Kébémér 9 écoles | Lo-20M | CEM KANENE NDIJOB | 1 | ○ | | ○ | | 1 |
| | Lo-21M | CEM DAROU MOUSTY 2 | 2 | ○ | | ○ | | 2 |
| | Lo-22M | CEM KEBEMER 2 | 3 | | | | | 4 |
| | Lo-23M | CEM FA DE KEBEMER | 4 | ○ | | ○ | ○ | 3 |
| | Lo-24M | CEM DIOKOUL | 5 | | | | | 5 |
| | Lo-25M | CEM SAGATTA GUETH | 6 | | | | | 6 |
| | Lo-05 | FA NGOURANE | 7 | | | | ○ | 6 |
| | Lo-06 | NDANDE 5 | 8 | ○ | | ○ | | 6 |
| | Lo-07 | MBEGUERE | 9 | | | | | 9 |

⁸ Les collèges sont ouverts mais leurs bâtiments sont de location ou dépendent des locaux provisoires (qui ne disposent pas d'installations propres).

⁹ Les établissements qui donnent des cours en deux langues (français et arabe). Ces établissements, publics et privés, sont reconnus par le MEN,

¹⁰ Les collèges de l'ordre de priorité global de n° 1 à 3 seront en principe retenus. Mais pour la Commune de Kaolack dont le nombre de collèges faisant l'objet de la requête est de 3 (moins que la moitié d'autres IDEN), les collèges de l'ordre de priorité global n° 1 et n° 2 seront retenus.

Tableau 2-4 Résultats de sélection de la région de Kaolack

| IDEN | ID | Nom d'école | Critères de l'ordre de priorité | | | | | Ordre de priorité définitif |
|------------------------------------|--------|-----------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|-----------------|--------------------|-----------------------------|
| | | | Ordre de priorité par la partie sénégalaise | Ecole sans salle de classe existante | Nouvelle création | Cycle incomplet | Ecole franco-arabe | |
| Kaolack Département 7 écoles | KA-01M | CEM THIARE | 1 | | | | | 1 |
| | KA-02M | CEM KEUR BAKA | 2 | | | | | 2 |
| | KA-03M | CEM KOUMBAL | 3 | ○ | | | | 2 |
| | KA-04M | CEM THIOFFIOR | 4 | ○ | | | | 4 |
| | KA-05M | CEM NDOFFANE | 5 | ○ | | | | 5 |
| | KA-06M | CEM KEUR BAGNE DIOP | 6 | | | | | 7 |
| | KA-07M | CEM KEUR ALY BASSINE | 7 | ○ | | ○ | | 6 |
| Guinguinéo 8 écoles | KA-08M | CEM NDIAGO | 1 | ○ | | | | 1 |
| | KA-09M | CEM NGATHIE | 2 | ○ | | | | 2 |
| | KA-10M | CEM NGOLOUM | 3 | ○ | | ○ | | 2 |
| | KA-11M | CEM FASS | 4 | ○ | | | | 4 |
| | KA-12M | CEM COLOBANE MANDE | 5 | ○ | | | | 5 |
| | KA-13M | CEM OUROUR | 6 | ○ | | | | 6 |
| | KA-14M | CEM SATE WALY | 7 | ○ | | ○ | | 6 |
| | KA-15M | CEM MARGUERITE | 8 | ○ | | ○ | | 8 |
| Nioro du Rip 8 écoles | KA-16M | CEM MISSIRAH NIORO | 1 | | | | | 1 |
| | KA-17M | CEM GAINTH KAYES | 2 | ○ | | | | 1 |
| | KA-18M | CEM KEUR AYIB POSTE | 3 | ○ | | ○ | | 1 |
| | KA-19M | CEM DAROU SALAM | 4 | ○ | | ○ | | - |
| | KA-20M | CEM DE GAPAKH | 5 | ○ | | ○ | | 4 |
| | KA-21M | CEM KEUR MOUSSA FRONT | 6 | ○ | | | | 5 |
| | KA-22M | CEM DE KABACOTO | 7 | ○ | | | | 6 |
| Kaolack Commune 3 écoles | KA-23M | CEM /NDANGANE | 1 | ○ | | | | 1 |
| | KA-24M | CEM CAMP DE GARDE | 2 | | ○ | | | 2 |
| | KA-25 | FA SAM (Elémentaire) | 3 | | | | ○ | 3 |

Remarque : Concernant KA-19M, les locaux de l'école primaire Nioro Centre construite dans le cadre du projet JICA Phase V sont utilisés par ce collège depuis 2010. Le terrain constructible au titre du collège n'est pas encore disponible.

2-2-2-3 Composants du Projet

(1) Composants en installations

Conformément à l'ordre de priorité donné par la partie sénégalaise, les composants récapitulés au tableau suivant feront l'objet du Projet. Or, au niveau des collèges considérés comme existants dans la requête mais qui sont en réalité « nouveaux » dont l'ouverture ne date pas longtemps et qui ne disposent donc pas d'installation, l'aménagement de composant complet i.e. salles de classe, mobilier pédagogique, bloc d'hygiène et bloc administratif est planifié.

Tableau 2-5 Composants des installations

| | |
|---------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Salle de classe | - |
| Bloc administratif | Bureau du principal, salle des surveillants générale, salle des professeurs, magasin |
| Bloc d'hygiène | <ul style="list-style-type: none"> • La taille d'installation sera en fonction du nombre de salles de classe à aménager par le présent Projet. • Les toilettes à chasse d'eau ont été demandées pour les sites en agglomération urbaine mais pour les sites dépourvus d'équipements d'alimentation d'eau, les latrines seront aménagées. • Un (1) box de toilette polyvalente sera incluse dans le nombre de blocs d'hygiène pour garçon et pour fille respectivement au profit des personnes handicapées et professeurs. |
| Installations électriques | <ul style="list-style-type: none"> • Les sites pourvus des installations d'alimentation électrique font l'objet d'aménagement avec pour composant du Projet l'éclairage et la prise électrique. <p>(Note : Pour les sites dépourvus d'installation d'alimentation électrique, la pose de conduite vide destinée aux installations électriques a été demandée. Toutefois, elle ne sera pas comprise dans le Projet en prenant en compte la lacune de salle de classe, la construction des infrastructures scolaires sera réalisée en priorité.)</p> |

(2) Composants en équipements

Les salles de classes et les blocs administratifs à aménager dans le cadre du présent Projet seront équipés des mobiliers pédagogiques nécessaires tels que tables, chaises, armoires en tant que composant en équipement.

(3) Composante soft

Voir le point 2-2-4-7 « Plan de la composante soft ».

2-2-2-4 Taille du Projet

(1) Nombre de salles de classe du Projet

Le nombre de salles de classe calculé à partir des facteurs ci-dessous est à aménager dans les collèges faisant l'objet du Projet.

1) Nombre approprié de salles de classe

Le nombre approprié de salles de classe est calculé en divisant le nombre d'élèves prévu pour l'année scolaire 2013/2014 par l'effectif par classe (nombre arrondi). Voir le point (5) et (6) ci-après pour la méthode de calcul du nombre d'élèves pour l'année scolaire 2013/2014.

L'effectif par classe sera de 45 pour les collèges conformément au standard pour collège du Sénégal.

2) Nombre de salles de classe à adopter

Au cas où le nombre de salles de classe approprié serait égal ou supérieur au nombre de salles de classes existantes en année scolaire 2010/2011, le nombre de salles de classe approprié sera adopté.

Au cas où le nombre de salles de classe approprié serait inférieur au nombre de salles de classes existantes, le nombre de salles de classes existantes sera adopté. Le nombre minimum de salles de classe à adopter sera plus de 4 pour les collèges en supposant que

tous les cycles soient fonctionnels.

3) Nombre de salles de classe nécessaire

Calculer le nombre de salles de classe nécessaire avec la formule suivante.

« Nombre de salles de classe nécessaire = nombre de salles de classe à adopter – nombre de salles de classe pouvant être encore utilisées »

4) Nombre de salles de classe du Projet

Le nombre de salles de classe du Projet est à déterminer en procédant à la validation selon la disponibilité du terrain (de l'espace) et du point de vue du plan d'architecture de chaque site.

Les détails de la taille du Projet dans chaque région cible sont montrés dans les tableaux 2-6 et 2-7.

Tableau 2-6 Taille du Projet au niveau de collèges cibles dans la région de Louga

| IDEN | ID | Nom d'école | Ordre de priorité | 2013/14 Projection d'effectifs | Nombre de SDC approprié | Nombre de SDC existante | | Nombre de SDC à adopter | Nombre de SDC nécessaire | Taille de projet Nombre de bâtiment à construire | | | Remarques |
|----------------------|--------|---------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------------------------------|------------------|--------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| | | | | | | utilisables | inutilisables | | | SDC | Cabine d'hygiène | Bloc administratif | |
| Linguère 8 écoles | Lo-08M | CEM FA DE DAHRA | 1 | 654 | 15 | 0 | 2 | 15 | 15 | 15 | 16 | 1 | |
| | Lo-09M | CEM KADJI MADIA | 2 | 324 | 7 | 0 | 3 | 7 | 7 | 7 | 8 | 1 | |
| | Lo-10M | CEM DODJI | 2 | 122 | 3 | 0 | 2 | 4 | 4 | 4 | 6 | 1 | |
| | Lo-11M | CEM DEALY | 4 | 389 | 9 | 2 | 1 | 9 | 7 | | | | |
| | Lo-12M | CEM DAHRA COMMUNE | 5 | 1.218 | 27 | 10 | 8 | 24 | 14 | | | | |
| | Lo-13M | CEM BARKEDJI | 7 | 443 | 10 | 4 | 3 | 10 | 6 | | | | |
| | Lo-01 | DAHRA MONTAGNE | 5 | 307 | 6 | 0 | 4 | 6 | 6 | | | | |
| | Lo-02 | LINGUERE 5 | 8 | 324 | 7 | 10 | 2 | 12 | 2 | | | | |
| Louga 8 écoles | Lo-14M | CEM TOUBA SERAS | 1 | 744 | 17 | 0 | 5 | 17 | 17 | 14 | 14 | 1 | Par la limitation du terrain, le nombre de SDC constructible est 14 SDC. |
| | Lo-15M | CEM BARALE | 2 | 621 | 14 | 0 | 3 | 14 | 14 | 14 | 14 | 1 | |
| | Lo-16M | CEM LOUGA COMMUNE 2 | 3 | 992 | 22 | 0 | 2 | 22 | 22 | 17 | 18 | 1 | Par la limitation du terrain, le nombre de SDC constructible est 17 SDC. |
| | Lo-17M | CEM KOKI | 4 | 932 | 21 | 6 | 1 | 21 | 15 | | | | |
| | Lo-18M | CEM KEUR MOMAR SARR | 6 | 993 | 22 | 9 | 2 | 22 | 13 | | | | |
| | Lo-19M | CEM PETE OUARACK | 4 | 103 | 2 | 0 | 2 | 4 | 4 | | | | |
| | Lo-03 | FA MONTAGNE NORD | 6 | 696 | 15 | 4 | 1 | 15 | 11 | | | | |
| | Lo-04 | NAYOBE | 8 | 731 | 15 | 7 | 3 | 15 | 8 | | | | |
| Kébémér 9 écoles | Lo-20M | CEM KANENE NDIJOB | 1 | 427 | 9 | 0 | 3 | 9 | 9 | 9 | 10 | 1 | |
| | Lo-21M | CEM DAROU MOUSTY 2 | 2 | 564 | 13 | 0 | 2 | 13 | 13 | 13 | 14 | 1 | |
| | Lo-22M | CEM KEBEMER 2 | 4 | 1.193 | 27 | 7 | 3 | 27 | 17 | | | | En raison du règlement de management, le nombre de SDC est limité par |
| | Lo-23M | CEM FA DE KEBEMER | 3 | 615 | 14 | 0 | 2 | 14 | 14 | 14 | 14 | 1 | |
| | Lo-24M | CEM DIOKOUL | 5 | 606 | 13 | 2 | 2 | 13 | 11 | | | | |
| | Lo-25M | CEM SAGATTA GUETH | 6 | 897 | 20 | 6 | 2 | 20 | 14 | | | | |
| | Lo-05 | FA NGOURANE | 6 | 200 | 4 | 3 | 3 | 6 | 3 | | | | |
| | Lo-06 | NDANDE 5 | 6 | 180 | 4 | 0 | 1 | 6 | 6 | | | | |
| | Lo-07 | MBEGUERE | 9 | 490 | 10 | 6 | 3 | 10 | 4 | | | | |

: Sites faisant l'objet du projet

Tableau 2-7 Taille du Projet au niveau de collèges cibles dans la région de Kaolack

| IDEN | ID | Nom d'école | Ordre de priorité | 2013/14 Projection d'effectifs | Nombre de SDC approprié | Nombre de SDC existante | | Nombre de SDC à adopter | Nombre de SDC nécessaire | Nombre de bâtiment à construire dans le projet | | | Remarques |
|---------------------------------|--------|---------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------|-------------------------|--------------------------|------------------------------------------------|------------------|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | | | | utilisables | inutilisables | | | SDC | Cabine d'hygiène | Bloc administratif | |
| Kaolack Département 7 écoles | KA-01M | CEM THIARE | 1 | 768 | 17 | 2 | 6 | 17 | 15 | 15 | 16 | 1 | |
| | KA-02M | CEM KEUR BAKA | 2 | 960 | 21 | 4 | 5 | 21 | 17 | 17 | 18 | 1 | |
| | KA-03M | CEM KOUMBAL | 2 | 904 | 20 | 0 | 8 | 20 | 20 | 20 | 20 | 1 | |
| | KA-04M | CEM THIOFFIOR | 4 | 782 | 17 | 0 | 4 | 17 | 17 | | | | |
| | KA-05M | CEM NDOFFANE | 5 | 1,293 | 29 | 0 | 6 | 24 | 24 | | | | |
| | KA-06M | CEM KEUR BAGNE DIOP | 7 | 815 | 18 | 2 | 6 | 18 | 16 | | | | |
| | KA-07M | CEM KEUR ALY BASSINE | 6 | 491 | 11 | 0 | 3 | 11 | 11 | | | | |
| Guinguinéo 8 écoles | KA-08M | CEM NDIAGO | 1 | 502 | 11 | 0 | 6 | 11 | 11 | 11 | 12 | 1 | |
| | KA-09M | CEM NGATHIE | 2 | 443 | 10 | 0 | 8 | 10 | 10 | 10 | 10 | 1 | |
| | KA-10M | CEM NGOLOUM | 2 | 296 | 7 | 0 | 5 | 7 | 7 | 7 | 8 | 1 | |
| | KA-11M | CEM FASS | 4 | 467 | 10 | 0 | 6 | 10 | 10 | | | | |
| | KA-12M | CEM COLOBANE MANDE | 5 | 438 | 10 | 0 | 6 | 10 | 10 | | | | |
| | KA-13M | CEM OUROUR | 6 | 230 | 5 | 0 | 4 | 5 | 5 | | | | |
| | KA-14M | CEM SATE WALY | 6 | 289 | 6 | 0 | 4 | 6 | 6 | | | | |
| | KA-15M | CEM MARGUERITE | 8 | 694 | 15 | 0 | 5 | 15 | 15 | | | | |
| Nioro du Rip 7 écoles | KA-16M | CEM MISSIRAH NIORO | 1 | 515 | 11 | 2 | 7 | 11 | 9 | 9 | 10 | 1 | |
| | KA-17M | CEM GAINTH KAYES | 1 | 430 | 10 | 0 | 9 | 10 | 10 | 10 | 10 | 1 | |
| | KA-18M | CEM KEUR AYIB POSTE | 1 | 510 | 11 | 0 | 7 | 11 | 11 | 11 | 12 | 1 | |
| | KA-19M | CEM DAROU SALAM | - | | | | | | | | | | Les locaux de l'école primaire Nioro Centre construite dans le cadre du projet JICA Phase V sont actuellement utilisés pour ce collège depuis 2010. Le terrain constructible au titre du collège n'est pas encore disponible. |
| | KA-20M | CEM DE GAPAKH | 4 | 335 | 7 | 0 | 6 | 7 | 7 | | | | |
| | KA-21M | CEM KEUR MOUSSA FRONTIERE | 5 | 450 | 10 | 0 | 6 | 10 | 10 | | | | |
| Kaolack Commune 3 écoles | KA-22M | CEM DE KABACOTO | 5 | 370 | 8 | 0 | 7 | 8 | 8 | | | | |
| | KA-23M | CEM/ NDANGANE | 1 | 875 | 19 | 0 | 12 | 19 | 19 | 13 | 14 | 1 | Par la limitation du terrain, le nombre de SDC constructible |
| | KA-24M | CEM CAMP DE GARDE | 2 | 360 | 8 | N/A | N/A | 8 | 8 | 8 | 8 | 1 | |
| | KA-25 | FA SAM (Elémentaire) | 3 | 621 | 13 | | 3 | 7 | 13 | 10 | | | |

: Sites faisant l'objet du projet

(2) Bloc administratif

Un (1) bloc administratif sera à aménager pour chaque collège.

(3) Bloc d'hygiène

En ce qui concerne le nombre de box à aménager dans le Projet, il est prévu qu'un (1) box par salle de classe sera aménagé. Cependant, comme le nombre de box Garçons est même que celui Filles du point de vue de la conception, le nombre de box de chaque école sera pair. Au cas où le nombre de salles de classe serait impair, le nombre de box sera plus beaucoup d'un box. D'ailleurs, lorsque les box sont peu nombreux, la surface du bloc d'hygiène est moins importante, ce qui augmente le coût de construction par rapport à l'efficacité. Par conséquent, le nombre minimum de box sera fixé à 6. Ce nombre du Projet inclut un box de toilette polyvalente par bloc d'hygiène pour garçons et pour filles respectivement au profit des personnes handicapées et professeurs.

Le nombre total des installations à aménager dans les régions cibles par le Projet est montré au tableau 2-8.

Tableau 2-8 Nombre total des installations à aménager par le Projet

| Région cible | Nbr. de sites | | Nbr. de salles de classe du Projet | Nbr. de blocs administratifs | Nbr. de boîtes de toilette |
|--------------|-------------------|---------|------------------------------------|------------------------------|----------------------------|
| | École élémentaire | Collège | | | |
| Louga | 0 | 9 | 107 | 9 | 114 |
| Kaolack | 0 | 11 | 131 | 11 | 138 |
| Total | 0 | 20 | 238 | 20 | 252 |

(4) Mobilier pédagogique

Les mobiliers pédagogiques seront aménagés dans chaque salle de classe et bloc administratif. Comme mentionné ci-dessus, le nombre d'élèves par salle de classe est de 45 personnes, 23 table-bancs (1 table-banc pour deux personnes) pour élèves et une table et une chaise pour professeur seront installés par salle.

La liste des mobiliers pédagogiques à installer dans les salles de classe et les blocs administratifs est présentée au tableau 2-9.

Tableau 2-9 Liste des mobiliers pédagogiques à installer par classe

| Nom de bloc | Nom de salle | Mobiliers Le chiffre entre parenthèses est le nombre à installer. |
|------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------|
| Bâtiment de salles de classe | Salle de classe | Table-banc (pour 2 élèves) (23), table (1), chaise (1) |
| Bloc administratif | Bureau de principal | Table (1), chaise (5), armoire B (1) |
| | Magasin | Armoire A (4) |
| | Salle des professeurs | Table (12), chaise (24), armoire B (4) |
| | Salle de surveillants | Table (7), chaise (7), armoire A (6), armoire B (4) |

(5) Calcul de la prévision d'effectif d'élèves

A été adoptée la prévision d'effectif d'élèves pour l'année scolaire 2013/2014 au cours de laquelle les infrastructures du 1^{er} groupe seront achevées. Elle sera utilisée pour le calcul du nombre de salles de classe. L'un des modes de prévision suivants a été utilisé pour chaque type de prévision¹¹.

¹¹ Avec l'augmentation démographique et l'amélioration du taux de scolarisation, il est difficile d'estimer le nombre d'élèves. La prévision d'augmentation diffère entre les collèges et entre les IDEN.

Tableau 2-10 Modes de calcul du nombre d'élèves de prévision

| | Mode de prévision | Collèges |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| i) | Déduire le nombre d'élèves du CEM 4 (3 ^e) par le nombre d'élèves total de l'année scolaire 2010/2011 des données de chaque IDEN ou école, puis y ajouter le nombre de nouveaux élèves du CEM 1 (6 ^e) de la même année scolaire. C'est le nombre d'élèves total pour l'année 2011/2012. Répéter cette formule jusqu'à l'année 2013/2014 (en supposant que le même nombre de nouveaux élèves soit valable). Cependant, est comprise l'année scolaire au cours de laquelle aucun élève ne sort du collège pour les collèges à cycle incomplet. | KA-10M (la même formule s'applique au calcul du nombre d'élève des écoles élémentaires cibles de l'étude LO-02 et LO-06 dans la région de Louga). |
| ii) | Déduire le nombre d'élèves du CEM 4 (3 ^e) par le nombre d'élèves total de l'année scolaire 2010/2011 des données de chaque IDEN ou école, puis y ajouter la prévision de nouveaux élèves. C'est le nombre d'élèves total pour l'année 2011/2012. Répéter cette formule jusqu'à l'année 2013/2014 (en supposant que la même prévision de nouveaux élèves soit valable). Cependant, est comprise l'année scolaire au cours de laquelle aucun élève ne sort du collège pour les collèges à cycle incomplet. | Tous les collèges cibles de la région de Louga faisant l'objet de l'étude. Tous les écoles/collèges sous l'autorité de l'IDEN Guinguinéo faisant l'objet de l'étude à l'exception de KA-10M, et Tous les écoles/collèges sous l'autorité de l'IDEN Kaolack Commune faisant l'objet de l'étude. |
| iii) | Déduire le nombre d'élèves du CEM 4 (3 ^e) (le nombre d'élèves qui sortiront du collège l'année suivante) par la prévision d'effectifs d'élèves des données de chaque IDEN de l'année scolaire 2012/2013, puis y ajouter le nombre de nouveaux élèves de l'année 2012/2013. C'est le nombre d'élèves total pour l'année 2013/2014 (en supposant que la même prévision d'effectifs de nouveaux élèves soit valable). Cependant, est comprise l'année scolaire au cours de laquelle aucun élève ne sort du collège pour les collèges à cycle incomplet. | Tous les écoles/collèges sous l'autorité de l'IDEN Kaolack Département et de l'IDEN Nioro de Rip de la région de Kaolack. |

(6) Exemples de calcul de nombre de salles de classe du Projet

Ci-dessous sont les exemples de calcul de nombre de salles de classe sur la base du mode de prévision cité au point (5) ci-dessus.

1) Exemple du CEM Ngoloum dans la région de Kaolack (KA-10M dans le tableau 2-10- (i))

| Année | 2010/11 (lors de l'étude) | 2011/12 | 2012/13 | 2013/14 |
|------------|------------------------------|---------|---------|---------|
| CEM1 (6e) | 74 | 74 | 74 | 74 |
| CEM 2 (5e) | 52 | 74 | 74 | 74 |
| CEM 3 (4e) | 30 | 52 | 74 | 74 |
| CEM 4 (3e) | - Collège incomplet | 30 | 52 | 74 |
| Total | 156 | 230 | 274 | 296 |

Nombre approprié de salles de classe = $296/45=6,5 \rightarrow 7$ (nombre arrondi)

Nombre de salles de classe à adopter = 7

Nombre de salles de classe nécessaire = Nombre de salles de classe à adopter - Nombre de salles de classe possibles à utiliser encore = $7-0=7$

Nombre de salles de classe du Projet = 7

2) Exemple du CEM Kanene Ndiob dans la région de Louga (LO-20M dans le tableau 2-10-(ii))

| Années | 2010/11 (lors de l'étude) | 2011/12 | 2012/13 | 2013/14 |
|------------|------------------------------|---------|---------|---------|
| CEM1 (6e) | 67 | 120 | 120 | 120 |
| CEM 2 (5e) | 16 | 67 | 120 | 120 |
| CEM 3 (4e) | - Collège incomplet | 16 | 67 | 120 |
| CEM 4 (3e) | | - | 16 | 67 |
| Total | 83 | 203 | 323 | 427 |

Nombre approprié de salles de classe = $427/45 = 9,4 \rightarrow 9$ (nombre arrondi)

Nombre de salles de classe à adopter = 9

Nombre de salles de classe nécessaire = Nombre de salles de classe à adopter – Nombre de salles de classe possibles à utiliser encore = $9 - 0 = 9$

Nombre de salles de classe du Projet = 9

Exemple du CEM Ndangane dans la région de Kaolack (KA-23M dans le tableau 2-10-(ii))

| Années | 2010/11 (lors de l'étude) | 2011/12 | 2012/13 | 2013/14 |
|------------|------------------------------|---------|---------|---------|
| CEM1 (6e) | 263 | 204 | 204 | 204 |
| CEM 2 (5e) | 180 | 263 | 204 | 204 |
| CEM 3 (4e) | 129 | 180 | 263 | 204 |
| CEM 4 (3e) | 124 | 129 | 180 | 263 |
| Total | 696 | 776 | 851 | 875 |

Nombre approprié de salles de classe = $875/45 = 19,4 \rightarrow 19$ (nombre arrondi)

Nombre de salles de classe à adopter = 19

Nombre de salles de classe nécessaire = Nombre de salles de classe à adopter – Nombre de salles de classe possibles à utiliser encore = $19 - 0 = 19$

Nombre de salles de classe du Projet = 13 (à cause de la contrainte du terrain, le nombre sera de 13)

3) Exemple du CEM Koumbal dans la région de Kaolack (KA-03M dans le tableau 2- 10-(iii))

| Années | 2010/11 (lors de l'étude) | 2011/12 | 2012/13 | 2013/14 |
|------------|------------------------------|---------|---------|---------|
| CEM1 (6e) | 168 | 236 | 249 | 249 |
| CEM 2 (5e) | 109 | 170 | 236 | 249 |
| CEM 3 (4e) | 108 | 110 | 170 | 236 |
| CEM 4 (3e) | 91 | 109 | 110 | 170 |
| Total | 476 | 625 | 765 | 904 |

Nombre approprié de salles de classe = $900/45 = 20,0 \rightarrow 20$

Nombre de salles de classe à adopter = 20

Nombre de salles de classe nécessaire = Nombre de salles de classe à adopter – Nombre de salles de classe possibles à utiliser encore = $20 - 0 = 20$

Nombre de salles de classe du Projet = 20

2-2-2-5 Plan d'architecture

(1) Plan de disposition

Pour les collèges où les bâtiments supplémentaires sont à construire en plus de ceux existants notamment, il faut tenir compte de l'emplacement des nouveaux bâtiments par rapport à ceux existants. Par ailleurs, les bâtiments seront placés en fonction des conditions topographiques ou naturelles de chaque site afin d'assurer l'ensoleillement naturel ou l'aération naturelle.

(2) Plan d'étage

1) Bâtiments de salle de classe

Conformément aux dimensions standard des bâtiments construits par le MEN, la surface plane des salles de classe sera de 9,25m (sens de faîtage) x 7,25m (entre poutres) (surface de dimension intérieure de 63m²).

Deux portes d'entrée sont prévues pour chaque salle de classe et une fenêtre pour chaque portée structurelle (4 fenêtres par salle de classe). Deux tableaux noirs seront mis en place sur les murs de devant et de derrière de chaque salle dont un côté sera muni d'une estrade.

2) Bloc administratif

La distance entre les deux piliers du bloc administratif sera en principe même que celle du bâtiment de salle de classe avec la surface plane de 3,1m (sens de faîtage) x 7,25m (entre poutres) (surface de dimension intérieure de 19,95m²).

La salle des professeurs et la salle des surveillants auront la surface plane de 6,15m (sens de faîtage) x 7,25m (entre poutres) (surface de dimension intérieure de 41,3m², la salle des surveillants incluant le magasin).

3) Bloc d'hygiène

Les blocs d'hygiène seront équipés de toilettes à chasse d'eau simplifiées si le site est pourvu d'équipement d'alimentation d'eau, ou de latrines si les sites n'ont pas d'équipement d'alimentation d'eau.

Une pente depuis le sol jusqu'au plancher des box afin de faciliter l'accès des personnes handicapées aux toilettes.

(3) Prototype d'installations

Le présent Projet prévoit la construction des bâtiments sans étage pour les raisons suivantes :

- i) Parmi les collèges cibles du Projet, beaucoup sont ceux qui ne disposent pas d'infrastructure existante ce qui fait que le terrain susceptible de faire l'objet de la construction est relativement large.
- ii) Le délai des travaux est plus court par rapport à un bâtiment à un étage ce qui

permettra de diminuer le coût indirect.

- iii) Du fait que les sites (collèges) se trouvent dans les régions lointaines et dispersées, concevoir un bâtiment dont le degré de difficulté est bas de manière à maintenir la qualité régulière. Ceci permettra également de réduire le risque de retard des travaux.
- iv) Dans les sites récapitulés au tableau ci-dessous (3 collèges sur 20), il n'est pas possible de construire toutes les salles de classe nécessaires dû à la contrainte du terrain. La réduction du coût par le raccourcissement du délai des travaux est prioritaire.

Tableau 2-11 Collèges dont le nombre de salles de classe à construire par le Projet est réduit

| Région | Nom du site | | Nbr. de salles de classe nécessaire | Nbr. de salles de classe du Projet |
|---------|-------------|---------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| | ID | Collège | | |
| Louga | LO-14M | CEM Touba Seras | 17 | 14 |
| | LO-16M | CEM Louga Commune 2 | 22 | 17 |
| Kaolack | KA-23M | CEM Ndangane | 19 | 13 |

Les infrastructures du Projet seront conçues en combinaison des prototypes indiqués au tableau suivant.

Tableau 2-12 Prototypes

| Bâtiment/bloc | Type | | Code de type |
|-------------------------------|----------------|-------------------------------------|--------------|
| Bâtiment des salles de classe | Sans étage | 2 salles de classe | 2SDC |
| | | 3 salles de classe | 3SDC |
| | | 4 salles de classe | 4SDC |
| | | 5 salles de classe | 5SDC |
| Bloc administratif | Pour collège | | BA-C |
| Bloc d'hygiène | A chasse d'eau | 6 boxes | BH-6 |
| | | 6 boxes (sans toilette polyvalente) | BHa-6 |
| | | 8 boxes | BH-8 |
| | | 10 boxes | BH-10 |
| | Latrine | 6 boxes | BLR-6 |
| | | 6 boxes (sans toilette polyvalente) | BLRa-6 |
| | | 8 boxes | BLR-8 |
| | | 10 boxes | BLR-10 |

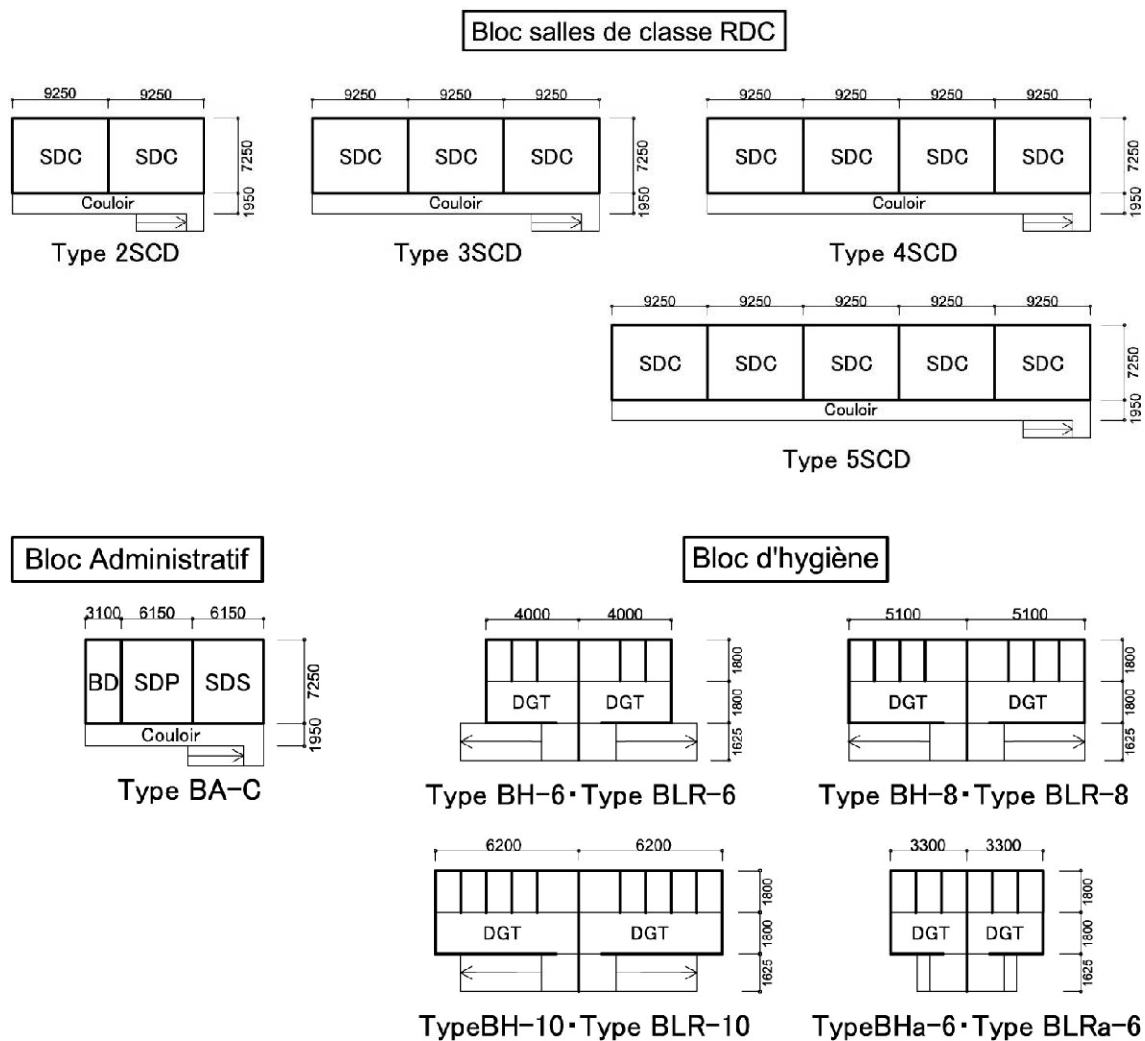


Figure 2-1 Plans des prototypes

(4) Liste d'installations à aménager au niveau des écoles faisant l'objet du Projet

Les tableaux 2-13 et 2-14 montrent le contenu, les types et les surfaces des installations à aménager au niveau de chaque collège faisant l'objet du Projet.

Tableau 2-13 Contenu, types et surfaces des installations des collèges de Louga faisant l'objet du Project

| LOT | CODE | Type de bâtiment | Sol gonflant | ELT | Eau potable | Bloc de salles de classe | | | | | Bloc administratif | | | Bloc d'hygiène | | | | | | | | | | ①+②+③ | | | |
|-------|--------|------------------------|--------------|-----|-------------|--------------------------|--------|--------|--------|---|--------------------------------------------------|----------|---|---------------------------------------------|---------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|--------|--------|--------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| | | | | | | 2SDC | 3SDC | 4SDC | 5SDC | ① | Surface hors oeuvre brute SHOB (m ²) | Collège | ② | Surface hors oeuvre nette (m ²) | Surface hors oeuvre brute (m ²) | BH-6 | BHa-6 | BH-8 | BH-10 | BLR-6 | BLRa-6 | BLR-8 | BLR-10 | | ③ | Surface hors oeuvre brute (m ²) | Surface hors oeuvre nette par LOT (m ²) |
| | | | | | | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | | | 4+2 | 6+0 | 6+2 | 8+2 | 4+2 | 6+0 | 6+2 | 8+2 | | | | |
| | | Nombre de SDC | | | | 2 | 3 | 4 | 5 | | 111.65 | | | 4+2 | 6+0 | 6+2 | 8+2 | 4+2 | 6+0 | 6+2 | 8+2 | | | | | | |
| | | SHON (m ²) | | | | 134.12 | 201.18 | 269.84 | 336.90 | | 111.65 | | | 14.40 | 11.88 | 18.36 | 22.32 | 14.40 | 11.88 | 18.36 | 22.32 | | | | | | |
| | | SHOB (m ²) | | | | 187.30 | 275.91 | 366.64 | 455.25 | | 157.48 | | | 49.44 | 29.51 | 57.36 | 65.28 | 49.44 | 29.51 | 57.36 | 65.28 | | | | | | |
| | | | | | | RDC | | | | | | | | Bloc d'hygiène | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | RDC | | | | | | | | Bloc des latrines rurales | | | | | | | | | | | | | |
| LOT 1 | Lo-14M | CEM TOUBA SERAS | | | | | 2 | 2 | | | 942.04 | 1.285.10 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 30.24 | 86.87 | 1.083.93 | |
| | Lo-20M | CEM KANENENDIOB | | O | O | | | 3 | | | 603.54 | 827.73 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 22.32 | 65.28 | 737.51 | |
| | Lo-21M | CEM DAROU MOUSTY 2 | | | | | | 2 | 1 | | 876.58 | 1.188.53 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 30.24 | 86.87 | 1.018.47 | |
| | Lo-23M | CEM FA DE KEBEMER | | | | | | 1 | 2 | | 943.64 | 1.277.14 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 30.24 | 86.87 | 1.085.53 | |
| | | sous total | 0 | 1 | 1 | 0 | 5 | 5 | 3 | | 3.265.80 | 4.578.50 | 4 | 446.60 | 629.92 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 3 | 0 | 113.04 | 325.89 | 3.925.44 | |
| LOT 2 | Lo-08M | CEM FA DE DAHRA | | | | | | | 3 | | 1.010.70 | 1.365.75 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 34.20 | 94.79 | 1.156.55 | |
| | Lo-09M | CEM KADIMADIA | | | | | 1 | 1 | | | 471.02 | 642.55 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 18.36 | 57.36 | 601.03 | |
| | Lo-10M | CEM DODJI | | | | | | 1 | | | 269.84 | 366.64 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | 1 | | | | | 14.40 | 49.44 | 395.89 | |
| | Lo-15M | CEM BARALE | | | | | 1 | 4 | | | 938.84 | 1.290.94 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | 1 | 1 | | | 30.24 | 86.87 | 1.080.73 |
| | Lo-16M | CEM LOUGA COMMUNEL | | O | O | | | 3 | 1 | | 1.146.42 | 1.555.17 | 1 | 111.65 | 157.48 | 1 | 2 | | | | | | | 38.16 | 108.46 | 1.296.23 | |
| | | sous total | 0 | 1 | 1 | 1 | 5 | 5 | 4 | | 3.836.82 | 5.221.05 | 5 | 558.25 | 787.40 | 1 | 2 | 0 | 0 | 1 | 2 | 2 | 1 | 135.36 | 396.92 | 4.530.43 | |
| | | TOTAL | 0 | 2 | 2 | 1 | 10 | 10 | 7 | | 7.202.62 | 9.799.55 | 9 | 1.004.85 | 1.417.32 | 1 | 2 | 0 | 1 | 1 | 5 | 5 | 1 | 248.40 | 722.81 | 8.455.87 | |

Tableau 2-14 Contenu, types et surfaces des installations des collèges de Kaolack faisant l'objet du Projet

| LOT | CODE | Type de bâtiment | Sol gonflant | ELT | Eau potable | Bloc de salles de classe | | | | | Bloc administratif | | | Bloc d'hygiène | | | | | | | | | | ①+②+③ | | | |
|-------|--------|------------------------|--------------|-----|-------------|--------------------------|--------|--------|--------|---|--------------------------------------------------|-----------|--------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|--------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|--------|--------|--------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| | | | | | | 2SDC | 3SDC | 4SDC | 5SDC | ① | Surface hors oeuvre brute SHOB (m ²) | Collège | ② | Surface hors oeuvre nette (m ²) | Surface hors oeuvre brute (m ²) | BH-6 | BHa-6 | BH-8 | BH-10 | BLR-6 | BLRa-6 | BLR-8 | BLR-10 | | ③ | Surface hors oeuvre brute (m ²) | Surface hors oeuvre nette par LOT (m ²) |
| | | | | | | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | | | 4+2 | 6+0 | 6+2 | 8+2 | 4+2 | 6+0 | 6+2 | 8+2 | | | | |
| | | Nombre de SDC | | | | 2 | 3 | 4 | 5 | | 111.65 | | | 4+2 | 6+0 | 6+2 | 8+2 | 4+2 | 6+0 | 6+2 | 8+2 | | | | | | |
| | | SHON (m ²) | | | | 134.12 | 201.18 | 269.84 | 336.90 | | 111.65 | | | 14.40 | 11.88 | 18.36 | 22.32 | 14.40 | 11.88 | 18.36 | 22.32 | | | | | | |
| | | SHOB (m ²) | | | | 187.30 | 275.91 | 366.64 | 455.25 | | 157.48 | | | 49.44 | 29.51 | 57.36 | 65.28 | 49.44 | 29.51 | 57.36 | 65.28 | | | | | | |
| | | | | | | RDC | | | | | | | | Bloc d'hygiène | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | RDC | | | | | | | | Bloc des latrines rurales | | | | | | | | | | | | | |
| LOT 3 | KA-03M | CEM KOUMBAL | | O | O | | | | 5 | | 1.349.20 | 1.833.20 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | 2 | 1 | | | | | 42.12 | 116.38 | 1.502.97 | |
| | KA-08M | CEM NDIAGO | | O | O | | | 1 | 2 | | 740.86 | 1.009.19 | 1 | 111.65 | 157.48 | 1 | 1 | | | | | | | 26.28 | 78.95 | 878.79 | |
| | KA-09M | CEM NGATHIE | | O | | | | 2 | 1 | | 672.20 | 918.46 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 22.32 | 65.28 | 806.17 | |
| | KA-10M | CEM NGOLOUM | | O | | | | 1 | 1 | | 471.02 | 642.55 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 18.36 | 57.36 | 601.03 | |
| | KA-23M | CEM NDAANGANE | | O | O | | | 3 | 1 | | 873.38 | 1.194.37 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | 1 | 1 | | | | | 30.24 | 86.87 | 1.015.27 | |
| | KA-24M | CEM CAMP DE GARDE | | O | O | | | | 2 | | | 539.68 | 735.28 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | 18.36 | 57.36 | 669.69 | |
| | | sous total | 3 | 3 | 4 | 0 | 7 | 12 | 0 | | 4.64.34 | 6.331.05 | 6 | 669.90 | 944.88 | 1 | 4 | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 157.68 | 462.20 | 5.473.92 | |
| LOT 4 | KA-01M | CEM THIARE | | O | O | | | | 5 | | 1.005.90 | 1.379.55 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 34.20 | 94.79 | 1.151.75 | |
| | KA-02M | CEM KEUR BAKA | | | O | | | 3 | 1 | | 1.146.42 | 1.555.17 | 1 | 111.65 | 157.48 | 1 | 2 | | | | | | | 38.16 | 108.46 | 1.296.23 | |
| | KA-16M | CEM MISSIRAH NIORO | | O | O | | | 3 | | | 603.54 | 827.73 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 22.32 | 65.28 | 737.51 | |
| | KA-17M | CEM GANTH KAYES | | O | O | | | | 2 | | 673.80 | 910.50 | 1 | 111.65 | 157.48 | | | | | | | | | 22.32 | 65.28 | 807.77 | |
| | KA-18M | CEM KEUR A YIB POSTE | | O | O | | | 1 | 2 | | 740.86 | 1.009.19 | 1 | 111.65 | 157.48 | 1 | 1 | | | | | | | 26.28 | 78.95 | 878.79 | |
| | | sous total | 4 | 1 | 5 | 0 | 9 | 5 | 3 | | 4.170.52 | 5.682.14 | 5 | 558.25 | 787.40 | 2 | 4 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 143.28 | 412.76 | 4.872.05 | |
| | | TOTAL | 7 | 4 | 9 | 0 | 16 | 17 | 3 | | 8.816.86 | 12.013.19 | 11 | 1.228.15 | 1.732.28 | 3 | 8 | 3 | 3 | 0 | 0 | 1 | 1 | 300.96 | 874.96 | 10.345.97 | |

(5) Plan d'élévation/coupe

Le niveau du plancher des bâtiments de salles de classe et de bloc administratif sera surélevé de 50cm par rapport au niveau du sol afin d'éviter la submersion du plancher pendant la saison de pluie. La hauteur du plafond sera de 3,2m (côté aval) afin de s'adapter aux conditions du climat tropical humide. Les panneaux toitures seront mis au comble afin d'éviter la chaleur radiante provenant du toit métallique.

Les fenêtres seront celles à deux battants + persiennes mobiles afin de solliciter une aération naturelle. Par ailleurs les fenêtres seront placées jusqu'au-dessous de poutres afin de distribuer le rayon du soleil à l'intérieur de la salle.

(6) Plan structurel/plan de construction

1) Types de structures

Conformément aux méthodes de construction conventionnelles sur place, adopter les types de structures suivants.

- La structure principale sera celle avec ossature en béton armé.
- Utiliser les blocs de béton creux pour les murs extérieurs et les murs de refend.
- La toiture sera en charpente métallique.

2) Sol/fondation

Le sol des sites du Projet étant relativement bon, les fondations des bâtiments du Projet à adopter seront à celle à semelles isolées dont la taille sera conçue en fonction de la capacité portante du sol de chaque site. Du fait qu'il y ait eu observation du sol gonflant sur la surface du sol, dans la région de Kaolack, bien que les semelles ne soient pas affectées, la terre sera remplacée par de bonnes terres sur toute la partie directement en dessous de la dalle. D'autre part, dans certains sites, il y ait une observation de la nappe hydraulique à un niveau relativement élevé. De plus, généralement, le sol de la région de Kaolack contient le sel a une densité élevée, d'où une précaution particulière et des remèdes contre le sel seront nécessaires pour les travaux de béton sous-terrain.

3) Force extérieure de projet

La force sismique ne sera pas tenue en compte étant donné qu'il n'existe pas de tremblement de terre au Sénégal. Quant à la force de pression du vent du projet, nous allons adopter la vitesse instantanée maximale de 169 km/h et la vitesse moyenne du vent de 131 km/h.

4) Norme de projet

Procéder à la conception structurelle en adoptant la charge conforme aux normes françaises.

(7) Plan des équipements électriques

Chaque salle de classe sera équipée de 6 éclairages et de 2 prises électriques.

Le bureau du directeur/principal sera équipé de 2 éclairages et de 2 prises électriques. Et la salle de professeurs et la salle des surveillants seront équipées de 4 éclairages et de 2 prises électriques.

Pour les sites dépourvus d'installation d'alimentation électrique, la pose de conduite vide destinée aux installations électriques a été demandée. Toutefois, elle ne sera pas comprise dans le Projet du fait que la construction des infrastructures scolaires sera réalisée en priorité.

(8) Plan des équipements d'alimentation et d'évacuation d'eau

Les blocs d'hygiène seront alimentés par le réseau d'eau de ville ou par les puits installés à l'intérieur du site ou au niveau de la route frontale.

Les eaux usées seront traitées par les fosses septiques et infiltrées dans le sol du site.

(9) Plan des matériaux de construction

Le Tableau 2-15 montre les spécifications des installations du présent Projet.

Tableau 2-15 Spécifications des installations du présent Projet

| | Parties | Standard du Sénégal | Projet de coopération financière non remboursable | Présent Projet |
|-----------|----------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Intérieur | Plafond de salle de classe | Panneaux plafonds peints ou sans panneau | Sans panneau Matériau du toit exposé | Sans panneau Matériau du comble exposé |
| | Plafond des toilettes | Sans panneau | De même que ci-gauche | De même que ci-gauche |
| | Mur | Mortier+ peinture | De même que ci-gauche | De même que ci-gauche |
| | Plancher | Mortier avec finition avec truelle | De même que ci-gauche | De même que ci-gauche |
| Extérieur | Toit | Tôle ondulée de petite taille | Tôle ondulée de grande taille | Tôle ondulée de petite taille |
| | Mur extérieur | Mortier+ peinture | De même que ci-gauche | De même que ci-gauche |

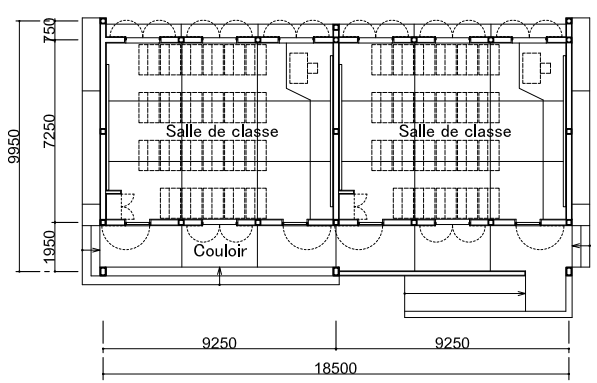
(10) Approvisionnement en mobiliers

Les mobiliers pédagogiques seront aménagés dans toutes les salles de classes et les salles de bloc administratif et leur détail est décrit dans l'article 2-2-2-4 « Taille du Projet (4) Mobilier pédagogique».

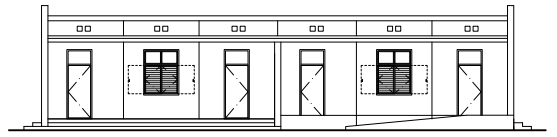
2-2-3 Plans de concept de base

- Plan d'étage/coupe de bâtiment de salles de classe Type avec 2SDC, type avec 3SDC
Type avec 4SDC, type avec 5SDC
- Plan d'étage/élévation/coupe de bloc administratif Type BA-C
- Plan d'étage/élévation/coupe de bloc d'hygiène Type BH, type BLR

Bloc de salles de classe Type 2SDC



VUE EN PLAN

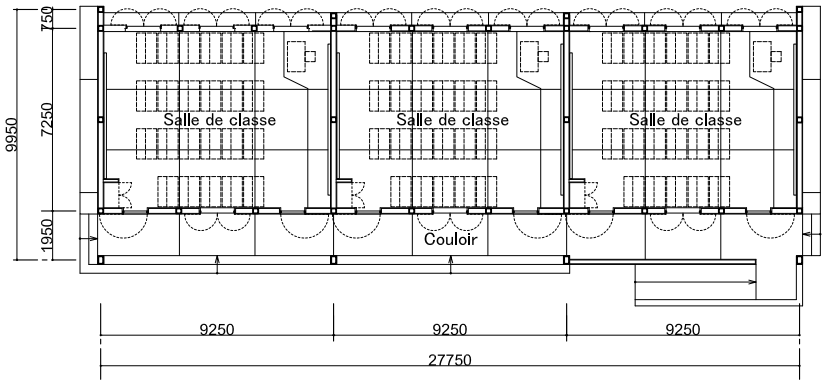


FAÇADE FRONTALE

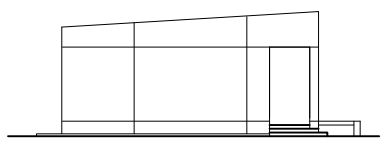


FAÇADE POSTÉRIEUSE

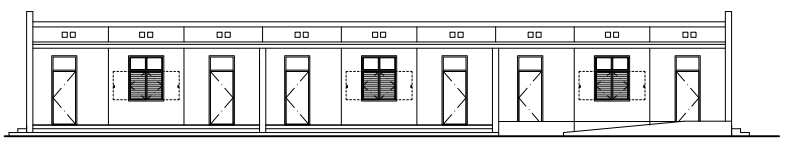
Bloc de salles de classe Type 3SDC



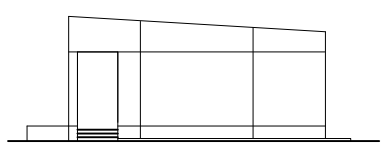
VUE EN PLAN



FAÇADE LATÉRALE



FAÇADE FRONTALE

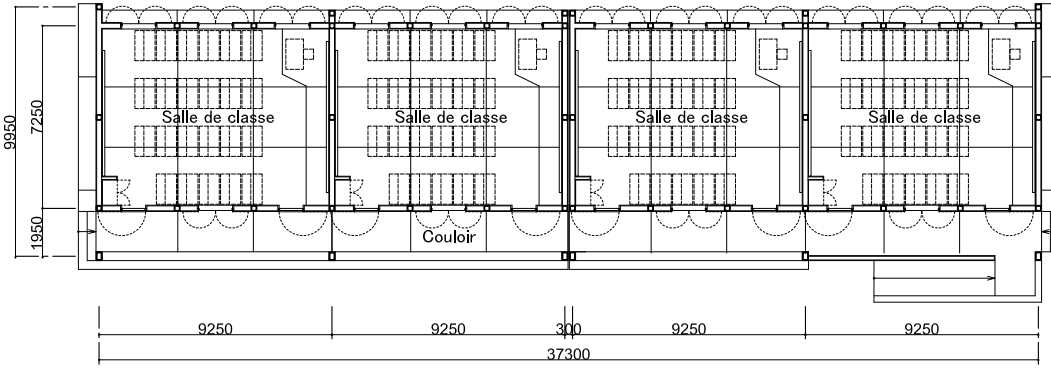


FAÇADE LATÉRALE

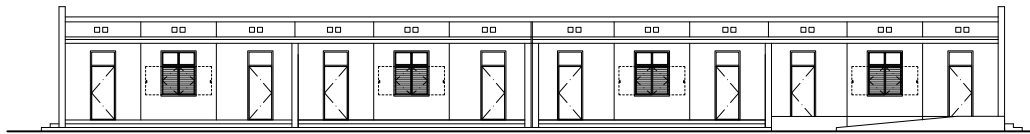


FAÇADE POSTÉRIEUSE

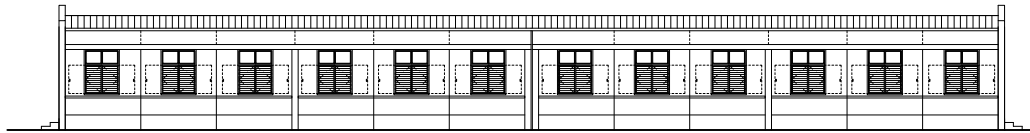
Bloc de salles de classe Type 4SDC



VUE EN PLAN

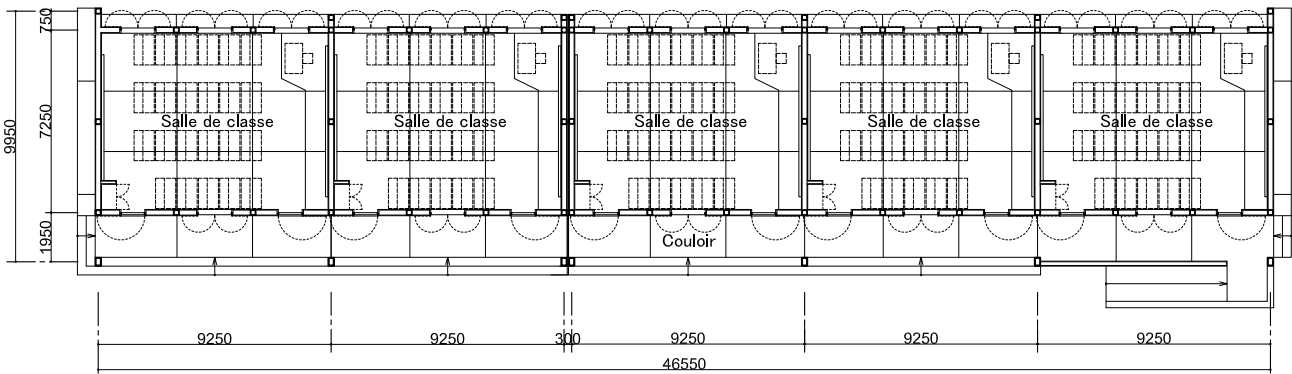


FAÇADE FRONTALE

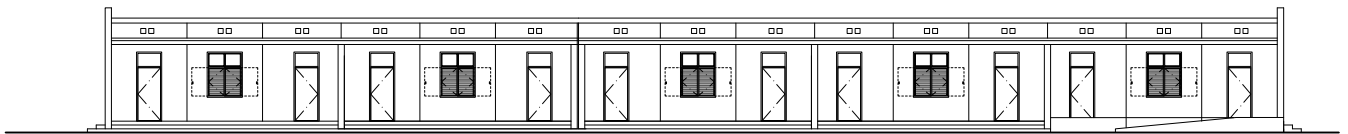


FAÇADE POSTÉRIEUSE

Bloc de salles de classe Type 5SDC



VUE EN PLAN

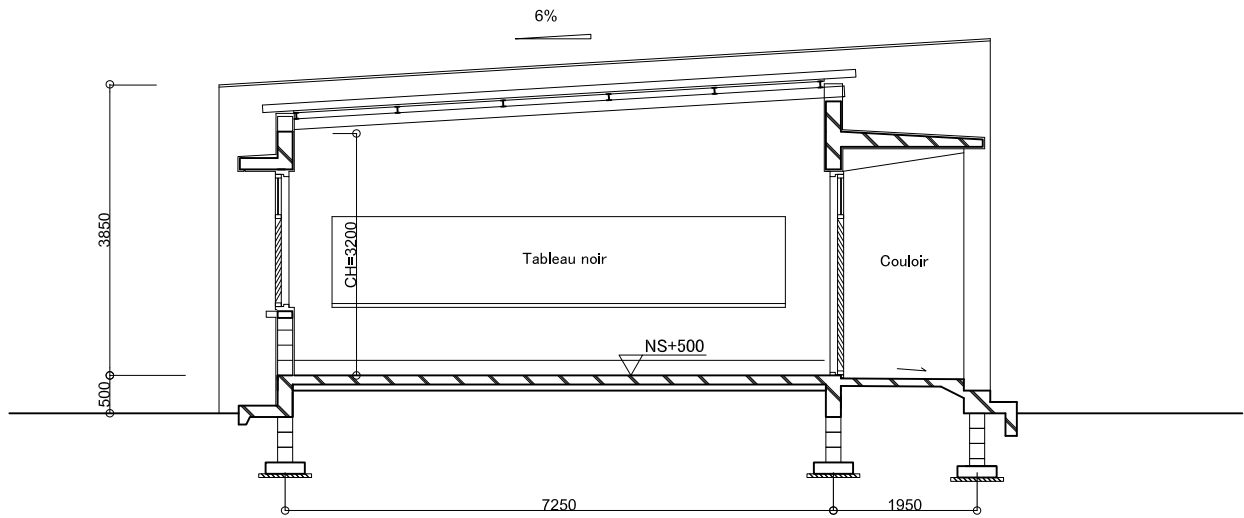


FAÇADE FRONTALE

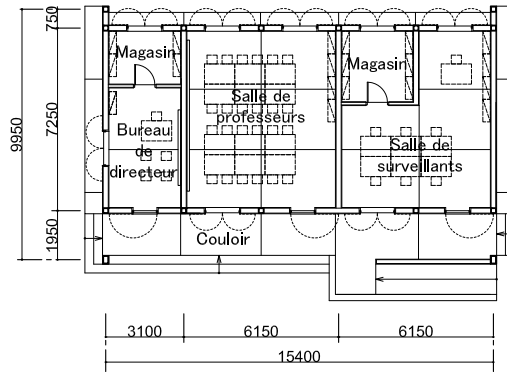


FAÇADE POSTÉRIEUSE

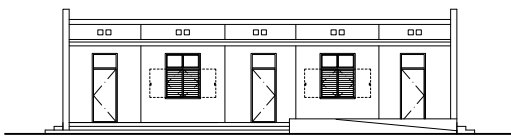
BLOC DE SALLES DE CLASSE COUPE



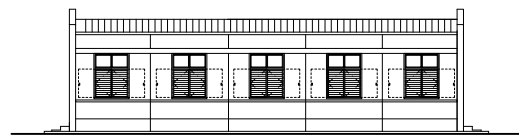
BLOC ADMINISTRATIF BA-C



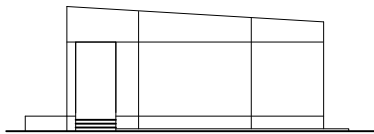
VUE EN PLAN



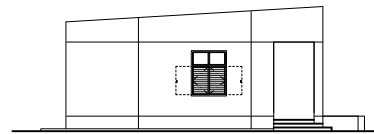
FAÇADE FRONTALE



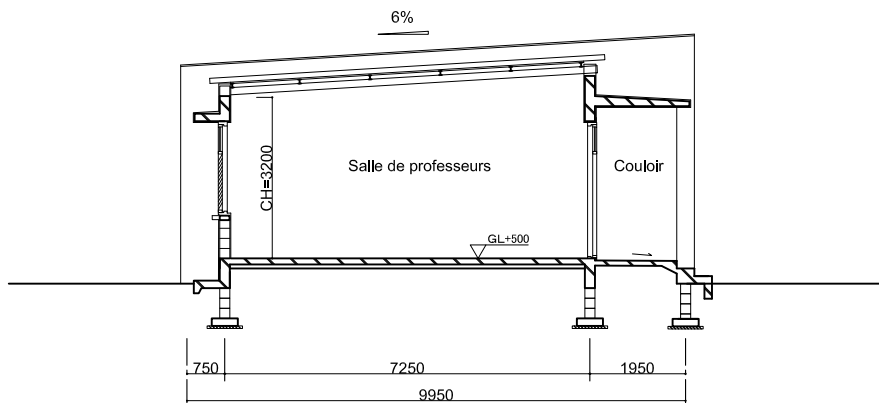
FAÇADE POSTÉRIEUSE



FAÇADE LATÉRALE

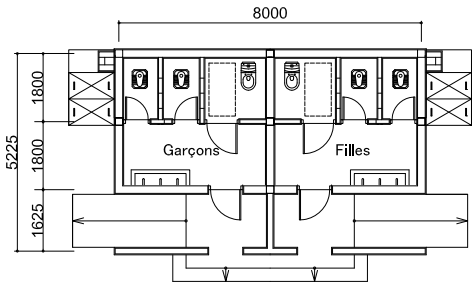


FAÇADE LATÉRALE



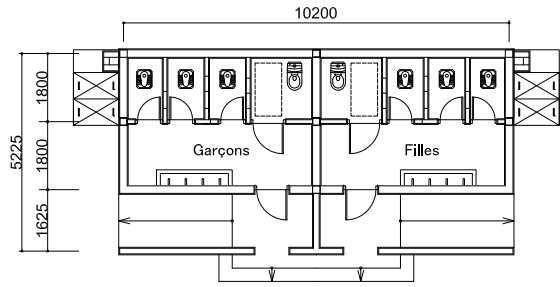
COUPE E:1/150

BLOC HYGIENE TYPE BH

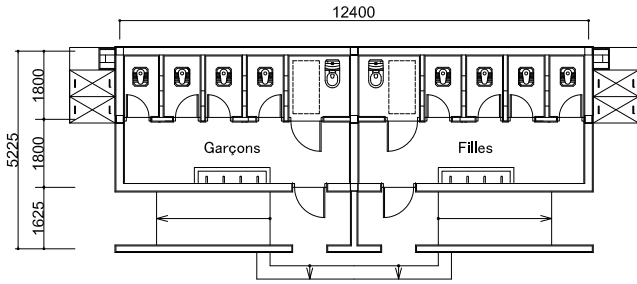


VUE EN PLAN

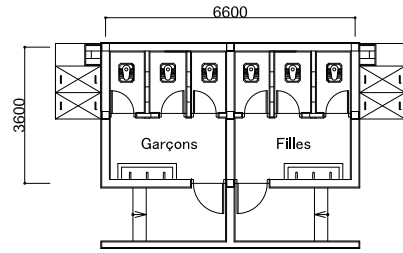
Type BH-6



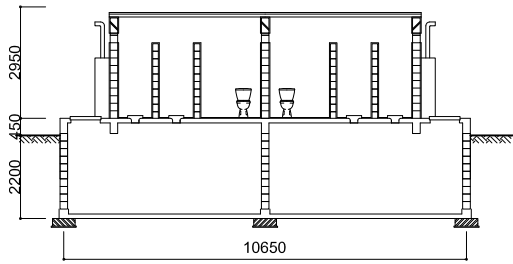
Type BH-8



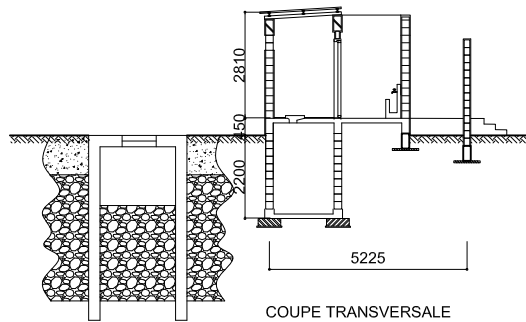
Type BH-10



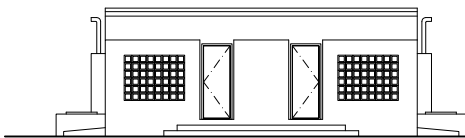
Type BHa-6



COUPE LONGITUDINALE

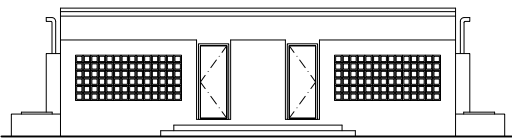


COUPE TRANSVERSALE

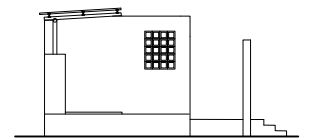


FAÇADE FRONTALE

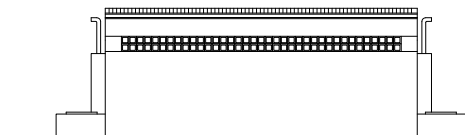
Type BH-6



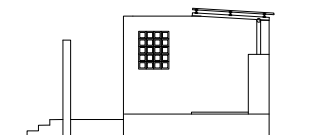
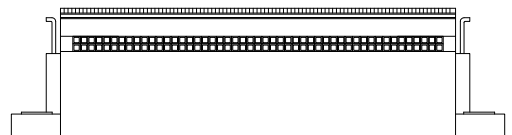
Type BH-8



FAÇADE LATÉRALE

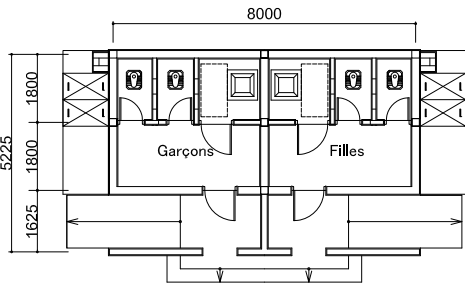


FAÇADE POSTÉRIEURE



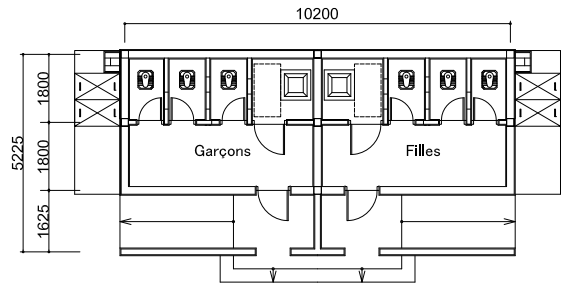
FAÇADE LATÉRALE

BLOC HYGIENE TYPE BLR

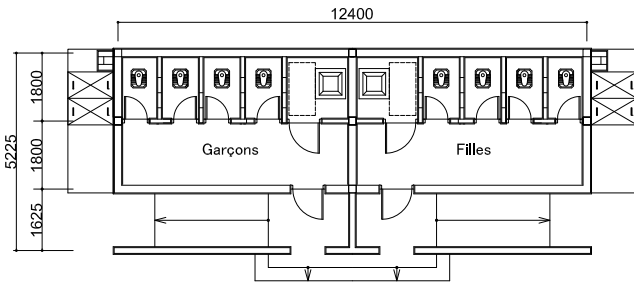


VUE EN PLAN

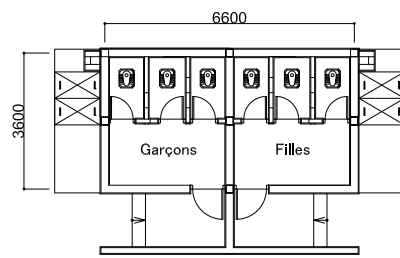
Type BLR-6



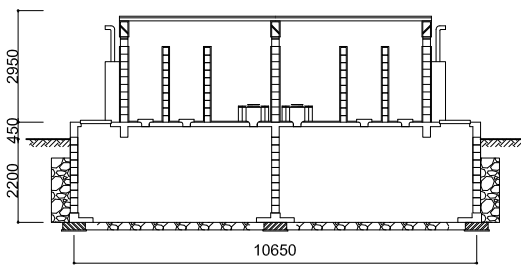
Type BLR-8



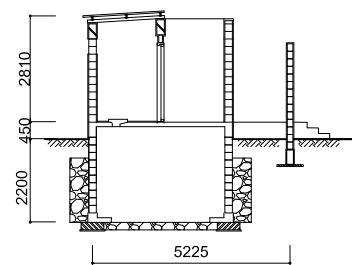
Type BLR-10



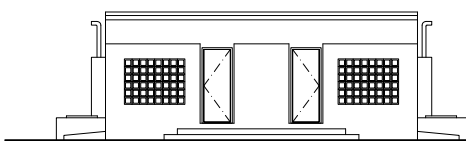
Type BLRa-6



COUPE LONGITUDINALE

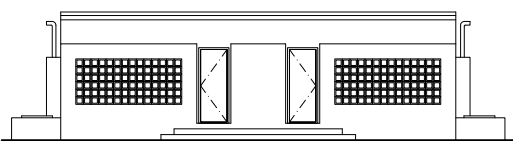


COUPE TRANSVERSALE

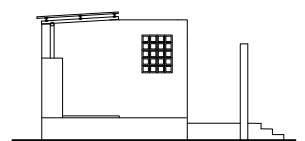


FAÇADE FRONTALE

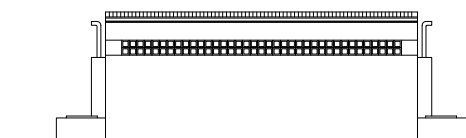
Type BLR-6



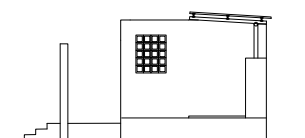
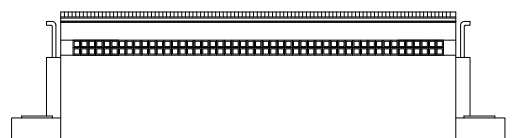
Type BLR-8



FAÇADE LATÉRALE



FAÇADE POSTÉRIEURE



FAÇADE LATÉRALE

2-2-4 Plan d'exécution des travaux et d'approvisionnement

2-2-4-1 Principe d'exécution et d'approvisionnement par l'Agent d'approvisionnement

(1) Mise en œuvre du Projet par le système d'Agent d'approvisionnement

Le présent Projet dont les services consistent entre autres en la supervision de l'approvisionnement en produits et services, la gestion financière, et la construction des installations sera exécuté par l'Agent d'approvisionnement. L'Agent d'approvisionnement est une entité chargée de l'exécution du projet en tant que mandataire du gouvernement sénégalais pour le compte de ce dernier, et à ce titre il assure la gestion financière, l'approvisionnement en produits et services et la supervision de l'exécution. Dans le cadre du présent Projet, « Japan International Coopération System (ci-après désignée le « JICS ») », qui est l'unique organisme spécialisé en approvisionnement au Japon, sera chargée des services d'approvisionnement.

Le présent Projet devra passer à l'étape de la mise en œuvre après la signature de l'Échange de Notes (E/N) relative à la mise en œuvre du Projet entre les deux gouvernements et celle de l'Accord de Don (A/D) entre la JICA et le gouvernement du pays bénéficiaire. Le gouvernement de la République du Sénégal conclura l'Accord de prestation de service pour l'approvisionnement avec l'Agent d'approvisionnement sur la base de l'Arrangement concernant les Modalités d'Application (M/A) annexé à l'Échange de Notes (E/N).

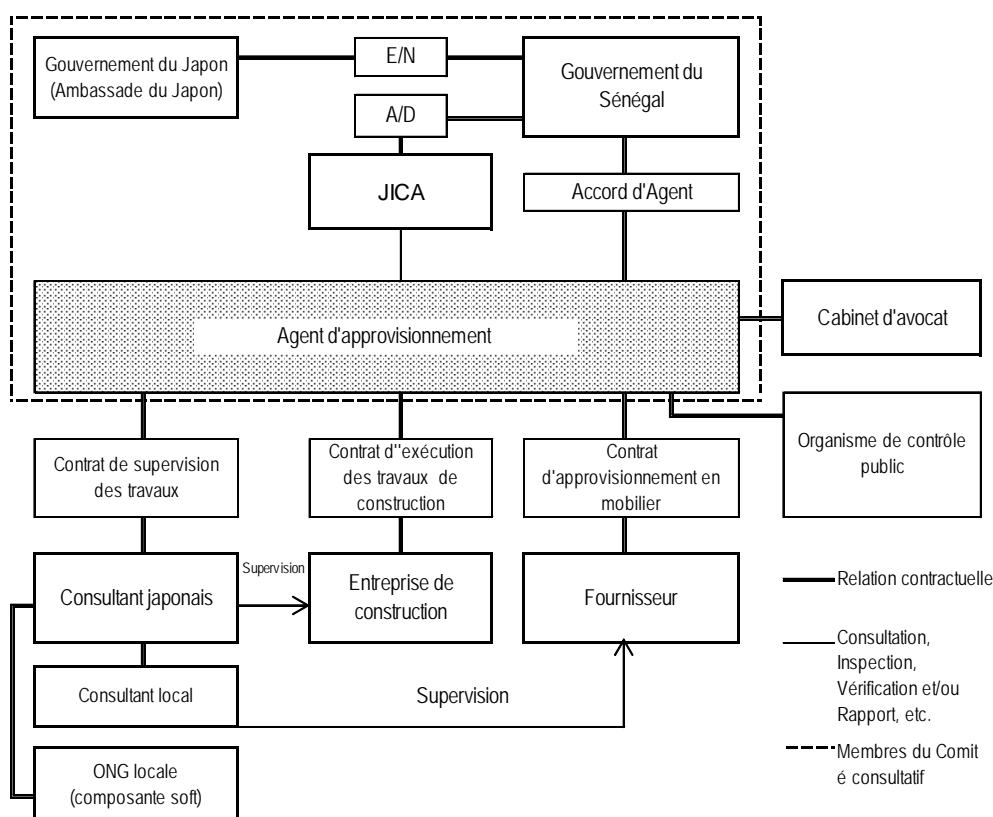


Figure 2-2 Schéma d'exécution du Projet

(2) Comité consultatif

Mettre en place un comité consultatif (ci-après désigné le « Comité ») après la signature de l'Échange de Notes (E/N). Le Comité est composé de représentants du gouvernement sénégalais (le MEN et le Ministère des Finances) et de la JICA Sénégal ainsi que de représentant de l'Agent d'approvisionnement en tant que conseiller. Le Comité sera le lieu de discussion et d'ajustement des divers problèmes qui se produisent pendant la mise en œuvre du Projet.

(3) Agent d'approvisionnement

L'Agent d'approvisionnement procédera, en tant que représentant du Ministère de l'Éducation Nationale, à la gestion financière, aux divers approvisionnements (avocat, organisme de contrôle public, conseiller d'approvisionnement, consultant pour la supervision d'exécution des travaux, entreprise(s) de construction, fournisseur(s) de mobiliers/plaque signalétique) et à la gestion d'exécution.

Le personnel à employer par l'Agent d'approvisionnement dans le cadre du présent Projet sera comme suit.

Tableau 2-16 Disposition du personnel de l'Agent d'approvisionnement

| Personnel | | Rôles |
|-----------------|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Japonais | Superviseur | Superviser et gérer l'ensemble du service de l'Agent d'approvisionnement. Il sera envoyé lors de la (les) soumission(s), à l'achèvement du Projet sur place lors de l'inspection des défauts. |
| | Superviseur adjoint résident | Rester au pays bénéficiaire tout au long de la période du service de la soumission et de la gestion des travaux après l'achèvement des travaux du « Projet de Dakar/Thiès » en tant que responsable sur place de l'Agent d'approvisionnement ¹ . |
| | Établissement du dossier d'appel d'offre | Établir les dossiers d'appel d'offres relatifs à la construction des installations et à l'approvisionnement des mobiliers au Japon. |
| | Gestionnaire des contrats et des financements | Mettre en œuvre le service relatif aux contrats avec les entreprises, aux paiements et à la gestion des financements au Japon. |
| Personnel local | Administrateur 2 | Travaillant dès le démarrage jusqu'à l'achèvement du Projet, il procède au service réel de la gestion des fonds pour le Projet. |
| | Interprète | Il s'agit d'un interprète français-anglais (ou japonais) mis en place lors de l'approbation du dossier d'appel d'offres, de l'évaluation de la soumission, de la négociation du contrat pendant la période du service de la soumission et à l'achèvement du Projet. |

(4) Consultant pour la supervision des travaux

L'Agent d'approvisionnement recrute le consultant pour la supervision des travaux et passera avec lui le contrat pour l'assistance dans les procédures d'appel d'offres et pour la supervision des travaux. Le consultant japonais qui a réalisé l'étude préparatoire du présent Projet sera en principe recruté en tant que le consultant pour la supervision des travaux par la recommandation de la JICA et avec la confirmation du gouvernement sénégalais.

Les tâches du consultant pour la supervision des travaux de construction sont comme suit.

¹ Pendant la période d'exécution du « Projet de Dakar/Thiès », le Superviseur adjoint résident dudit projet est chargé également du présent projet.

【Stade de la soumission】

- Procéder à l'étude des sites de toutes les écoles concernées pour vérifier le pour ou le contre du démarrage des travaux.
- Établir les plans de conception détaillée, les spécifications et le tableau de bordereau de quantité sur la base des documents élaborés par le consultant local en sous-traitance lors de l'étude préparatoire.
- Assister l'Agent d'approvisionnement dans l'élaboration du dossier d'appel d'offre par l'aspect technique.
- Assister l'Agent d'approvisionnement dans la mise en œuvre de la soumission, de l'évaluation de la soumission et de la négociation du contrat par l'aspect technique.

【Stade de la supervision des travaux de construction】

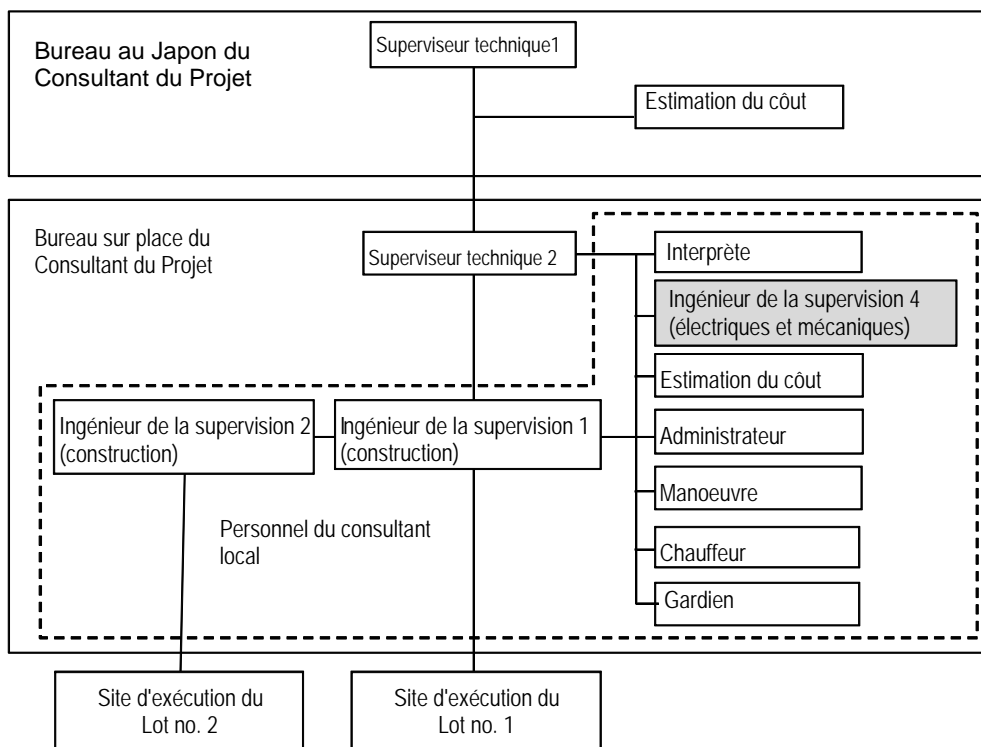
- Effectuer la visite ambulante des chantiers de construction, réaliser les inspections sur la qualité des travaux exécutés, le respect du planning d'exécution des travaux et la maîtrise de sécurité indiquées aux cahiers des charges de la commande et rapporter le résultat des services ci-dessus périodiquement à l'Agent d'approvisionnement.
- Effectuer l'inspection sur l'état d'avancement des travaux et communiquer le résultat de ladite inspection à l'Agent, lorsque l'entreprise de construction effectue la demande de paiement à l'Agent d'approvisionnement.
- Effectuer les inspections de réception et communiquer leurs résultats à l'Agent d'approvisionnement.
- Effectuer les inspections de défauts un (1) an plus tard et communiquer leurs résultats à l'Agent d'approvisionnement.
- Mettre en œuvre la composante soft.

Le consultant japonais emploiera un consultant local sénégalais en tant que sous-traitant pour la mise en œuvre des services de la supervision des travaux. Également pour la mise en œuvre de la composante soft, il emploiera un consultant local et un ONG en tant que sous-traitant.

Pour ce qui concerne le système de la supervision des travaux, il est prévu d'installer un bureau de supervision des travaux dans la région de Louga et un autre dans la région de Kaolack pour contrôler la supervision des travaux dans chaque région. Une base de supervision des travaux sera installée dans chaque région faisant l'objet pour mettre en œuvre les services de supervision des travaux à chaque site.

Par ailleurs, le même consultant local que celui recruté pour le « Projet de Dakar/Thiès » sera recruté en principe pour tirer parti de son expérience de supervision.

La figure 2-3 montre la structure de la supervision des travaux par le consultant et le tableau 2-17 indique la disposition du personnel du consultant.



Les cases colorées signifient la mise en place temporaire.

Pendant la période de chevauchement des travaux du 1er groupe et du 2ème groupe, on met en place le superviseur technique 3 les ingénieurs de supervision 3, 4 et 5, le deuxième administrateur et le deuxième manoeuvre supplémentaires.

Figure 2-3 Structure pour la supervision des travaux

Tableau 2-17 Disposition du personnel du consultant

| Personnel | | Rôles |
|-----------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Japonais | Superviseur technique 1 (service de la soumission) | Gérer l'ensemble de services du consultant pour la supervision des travaux et la conception et se charger du service de la soumission. |
| | Superviseur technique 2 (supervision des travaux de construction) | Assurer la supervision des travaux en restant sur place dès le démarrage jusqu'à l'achèvement des travaux de construction. Mettre en œuvre l'inspection des défauts un an après la réception des travaux. |
| | Superviseur technique 3 (supervision des travaux de construction) | Assurer le même service que le superviseur technique 1. Affecté uniquement pendant la période de chevauchement des travaux du 1 ^{er} groupe et du 2 ^{ème} groupe. |
| | Estimation du coût | Assister dans l'établissement du dossier d'appel d'offres et dans l'évaluation de la soumission dans le cadre du service de la soumission en collaborant avec le superviseur technique 1 et réviser les prix de référence avant chaque séance de dépouillement. |
| | Administrateur de la composante soft (japonais) | Gérer l'ensemble du service de la composante soft. Venir au Sénégal au démarrage et à l'achèvement du service de la composante soft afin de démarrer et de vérifier le contenu des activités. Donner des conseils et des instructions au fur et à mesure de la nécessité en recevant les rapports d'activités par le personnel local pendant la période d'absence au Sénégal. |

| | | |
|-------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Local | Ingénieur de la supervision 1 (Responsable de la construction) | Assister le superviseur technique 1 pendant la période du service de la soumission. Superviser les ingénieurs de la supervision en travaillant constamment au niveau du bureau de la supervision des travaux pendant la période de la supervision des travaux. |
| | Ingénieur de la supervision 2 (construction) | Travailler constamment au bureau de la supervision des travaux pour assurer la supervision des travaux en effectuant la visite en ronde des sites en charge. |
| | Ingénieur de la supervision 3 (construction) | Assurer le même service que l'ingénieur de la supervision 2. Affecté uniquement pendant la période de chevauchement des travaux de 1 ^{er} groupe et de 2 ^{ème} groupe. |
| | Ingénieur de la supervision 4 (équipements électriques et mécaniques) | Travailler au bureau de la supervision des travaux (1 ^{er} groupe temporairement et 2 ^{ème} groupe constamment) pendant la période des travaux des équipements pour assurer la supervision des travaux en effectuant la visite en ronde des sites en charge. |
| | Estimation du coût | Assister le superviseur technique 1 pendant la période du service de la soumission en élaborant le dossier d'appel d'offres, en effectuant l'évaluation de la soumission et la négociation du prix et du contrat. Travailler constamment au bureau de la supervision des travaux pendant la période de la supervision des travaux pour vérifier l'état d'avancement de chaque lot. |
| | Administrateur 1 et 2 | Travailler constamment au bureau de la supervision des travaux pendant la période de la supervision des travaux pour assurer le service administratif. |
| | Metteur en œuvre de la composante soft (en charge d'activités de sensibilisation) | Parmi les activités de la composante soft, se charger de la mise en œuvre de la formation relative aux activités de sensibilisation ou de la liaison avec les organismes concernés, etc. Par ailleurs, pendant la période d'absence de l'administrateur de la composante soft au Sénégal, rapporter à ce dernier y compris le contenu d'activités de la personne en charge de domaine technique. |
| | Metteur en œuvre de la composante soft (en charge de domaine technique) | Parmi les activités de la composante soft, se charger de l'aspect technique de la formation technique lors de la séance de visite du chantier et de la modification des manuels, etc. |

(5) Entreprise(s) de construction

Les entreprise(s) de construction sénégalaise(s) sera (seront) sélectionnée(s) par les soumissions concurrentielles ordinaires.

Pour le premier groupe du précédant « Projet de Dakar/Thiès », les entreprises de construction de la catégorie D ont fait l'objet des soumissions concurrentielles, et ce dans le but de recruter celles ayant une qualité supérieure. Résultat, 8 entreprises ont acheté le dossier d'appel d'offres dont 7 ont présenté effectivement leur soumission. Dans le cadre du présent Projet, la même catégorie d'entreprise fera l'objet.

(6) Fournisseur(s) (mobilier et plaques signalétiques)

Sélectionné(s) par les soumissions concurrentielles ordinaires, le (les) fournisseur(s) devra (devront) fabriquer ou livrer les mobiliers et les plaques signalétiques conformément aux documents contractuels du (des) contrat(s) avec l'Agent d'approvisionnement.

(7) Cabinet d'avocat

Engager un avocat-conseil pour vérifier le contenu de divers documents contractuels ou la prise de mesures contre les procès ou les différends, etc.

En ce qui concerne la méthode d'approvisionnement, on adopte une méthode plus efficace

en utilisant le cabinet d'avocat ayant l'expérience du précédent « Projet de Dakar/Thiès ».

(8) Bureau de contrôle

Au Sénégal, la garantie décennale après la réception étant obligée aux entrepreneurs, le suivi et l'inspection des travaux doivent être assurés par un bureau de contrôle.

Le bureau de contrôle ayant des expériences dans le « Projet de Dakar/Thiès » et d'autres projets de coopération réalisés des partenaires financières techniques sera sélectionné.

2-2-4-2 Points à retenir relatifs à l'exécution des travaux et à l'approvisionnement

(1) Structure pour la supervision des travaux

Dans le cadre du présent Projet, les travaux sont mis en œuvre au niveau de plusieurs sites dispersés sur une grande étendue. Pour ce faire, il est important que la structure pour la supervision des travaux soit établie pour superviser les chantiers à une fréquence régulière. Plus concrètement, le bureau pour la supervision des travaux sera installé dans les régions de Louga et Kaolack respectivement au sein duquel le superviseur et le consultant local permanents sont affectés afin de procéder aux rondes de chantier d'un lot toujours en équipe de plus de deux personnes.

La fréquence de supervision sera de 2 fois/mois pour le superviseur japonais et de 2 fois/semaine pour le consultant local.

(2) Introduction des travaux des sites modèles

Dans le cadre du « Projet de Dakar/Thiès », les travaux des sites modèles sont planifiés au niveau de chaque groupe de travaux afin d'assurer une qualité régulière et de minimiser les risques de retard du délai. Il est prévu d'effectuer un cours et des travaux de prototype avant de commencer chaque travaux dans le but d'approfondir la compréhension des entreprises de construction en matière de qualité exigée. La qualité des travaux sera ainsi régulière et les travaux de réfection et de retouche seront minimisés. Le présent Projet dont la construction des installations se fait au niveau des sites lointains et dispersés, ce qui précède sera encore plus important. De ce fait, les travaux de prototype seront introduits pour ce Projet pour instruire les entrepreneurs d'une part, et les manuels de supervision seront élaborés pour une supervision uniforme d'autre part.

2-2-4-3 Tâches à prendre en charge pour les travaux/approvisionnement/installation

La mise en œuvre sûre des travaux à la charge de la partie sénégalaise est indispensable pour le bon déroulement du présent Projet.

En tant que travaux préparatoires avant le démarrage des travaux du présent Projet, seront nécessaires la démolition et l'enlèvement des installations existantes et des obstacles se trouvant dans les terrains prévus pour la construction ainsi que leur déplacement. Le calendrier d'exécution des travaux sera retardé au cas où ces travaux ne seraient pas exécutés avant le démarrage des travaux du Projet. Ainsi, l'enlèvement et le déplacement des ouvrages existants

qui se trouvent aux endroits où les bâtiments du Projet sont prévus seront réalisés par la partie japonaise, et la démolition et l'enlèvement des autres ouvrages ou les obstacles qui n'entravent pas la mise en œuvre du Projet par la partie sénégalaise. Par ailleurs, les travaux d'aménage l'infrastructure jusqu'aux sites et leur connexion aux bâtiments du Projet avant l'achèvement des installations du Projet.

Les tâches en charge de la partie japonaise et sénégalaise sont les suivantes.

(1) Travaux en charge de la partie japonaise

- ① Travaux de construction des installations du Projet
- ② Approvisionnement/fourniture des mobiliers pédagogiques du Projet
- ③ Enlèvement et déplacement des ouvrages existants qui se trouvent aux endroits prévus pour la construction des installations du Projet qui peuvent donner l'impact sur le démarrage des travaux.

(2) Travaux en charge de la partie sénégalaise

- ① Mise à disposition de terrains
- ② Travaux de nivellement
- ③ Travaux d'enlèvement des obstacles qui se trouvent sur les terrains et des obstacles enterrés qu'on peut considérer comme obstacles ne gênant pas le démarrage des travaux.
- ④ Mise à disposition des aires de stockage temporaire des matériaux de construction dans l'enceinte des écoles
- ⑤ Travaux d'aménage et de connexion de l'électricité et de l'eau de ville pour les bâtiments construits
- ⑥ Mise en place de la clôture.
- ⑦ Approvisionnement en mobiliers nécessaires et en accessoires autres que les mobiliers pédagogiques.

2-2-4-4 Plan de supervision des travaux/plan de supervision d'approvisionnement

Il est nécessaire de procéder aux discussions avec l'organisme responsable et d'exécution de la partie sénégalaise et l'Agent d'approvisionnement ainsi que les rapports détaillés à ces derniers, et de réaliser le service de la supervision des travaux, en donnant des instructions ou des ordres appropriés à l' (aux)entreprise(s) de construction afin d'achever les travaux de construction à réaliser au niveau de nombreux sites simultanément dans le délai limité dans le cadre du présent Projet. De ce fait, procéder à la supervision des travaux avec la structure indiquée à la Figure 2-3 ci-avant dans le cadre du présent Projet.

Le superviseur technique 2 qui possède l'expérience de supervision des travaux séjourne au Sénégal pour assurer la gestion de la qualité traitée au point 2-2-4-5 ci-après avec un ingénieur local de la supervision. Il procèdera aussi à la collecte d'informations sur la supervision, à l'établissement des rapports ou aux rapports périodiques relatifs au Projet à l'organisme de mise

en œuvre de la partie sénégalaise et à l'Agent d'approvisionnement. Le consultant mettra en place un bureau de la supervision à Louga pendant la période des travaux dans la région de Louga et à Kaolack pendant celle dans la région de Kaolack.

2-2-4-5 Plan de gestion de la qualité

En ce qui concerne la gestion de la qualité, procéder à la vérification du plan d'exécution des travaux, des plans (dessins) d'exécution et des échantillons, à la réalisation de diverses inspections et à l'assistance aux inspections sur place, etc. conformément aux documents de la conception et au plan de supervision des travaux. Le Tableau 2-18 montre les principaux points de gestion de la qualité à l'étape des travaux de gros-œuvre.

Tableau 2-18 Projet des principaux points de gestion de la qualité à l'étape des travaux de gros-œuvre

| Rubrique des travaux | Point de gestion de la qualité | Méthode d'inspection | Fréquence d'inspection |
|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| Travaux de terrassement | Vérification du sol de fondation | Vérification visuelle | À l'achèvement de la fouille |
| Travaux d'armature et de coffrage | Armature | Vérification du certificat d'inspection ou essai à la traction | Par lot Par taille |
| | Disposition d'armature | Inspection de disposition d'armature | Avant coulage du béton |
| | Coffrage | Inspection des bois de coffrage | Avant coulage du béton |
| Travaux de bétonnage | Matériaux | Ciment : types Agrégat : granulométrie | Lors de planning de dosage |
| | Mélange d'essai | Essai de compression avec éprouvette | 1 fois pour chaque lot |
| | Après coulage | Vérification de la résistance par le marteau Schmitd (Scléromètre) | 1 fois pour chaque structure |
| Travaux de charpente métallique | Matériaux de charpente métallique | Essai de matériaux | Avant façonnage |

2-2-4-6 Plan d'approvisionnement des matériels et matériaux et autres

Les principaux matériaux de construction étant importés et transformés au Sénégal à l'exception du béton, ne posent pas de problème de qualité ou de volume disponible. Les produits étrangers étant fréquemment utilisés pour les équipements électriques ou d'hygiène, il est possible d'en approvisionner au niveau des marchés locaux. En ce qui concerne le béton, la détermination des règlements pour la qualité des agrégats et du sable aura une importance capitale. Le tableau suivant montre les provenances des principaux matériels et matériaux.

Tableau 2-19 Lieux d'approvisionnement des principaux matériels et matériaux

| Nom de matériel/matériau | Lieu d'approvisionnement | | |
|----------------------------------------------------|--------------------------|-------|------------|
| | Sur place | Japon | Pays tiers |
| [Matériaux] | | | |
| Ciment de Portland | ○ | | |
| Agrégats pour béton | ○ | | |
| Barre d'armature | ○ | | ○ |
| Bois de coffrage | ○ | | ○ |
| Contre-plaqué | ○ | | ○ |
| Bloc en béton | ○ | | |
| Bois | ○ | | ○ |
| Menuiserie en bois | ○ | | ○ |
| Menuiserie métallique | ○ | | ○ |
| Menuiserie en aluminium | ○ | | ○ |
| Verrerie | ○ | | ○ |
| Peinture | ○ | | |
| Tôle pour les toits | ○ | | ○ |
| Tableaux de distribution, etc. | ○ | | ○ |
| Câble, fils électriques | ○ | | ○ |
| Tuyaux de conduite | ○ | | |
| Eclairages | ○ | | ○ |
| Tubes, etc. | ○ | | |
| Vannes et accessoires de la tuyauterie métalliques | ○ | | ○ |
| [Engins de construction] | | | |
| Pelle bulldozer | ○ | | ○ |
| Pelle rétrocaveuse | ○ | | ○ |
| Camion à benne | ○ | | ○ |
| Bétonnière | ○ | | ○ |
| [Mobiliers] | | | |
| table-banc | ○ | | ○ |

2-2-4-7 Plan de la composante soft

(1) Examen relatif à la nécessité de la composante soft

Il a été procédé à une étude sur la structure et la situation de gestion et de maintenance des collèges existants dans le cadre de l'étude préparatoire. Il a été confirmé par cette étude les défis ci-dessous mentionnés.

1) Vulnérabilité du système

La plupart des collèges étant nouveaux, ils n'ont pas d'expérience de la gestion et de la maintenance de l'établissement scolaire par le CGE². De plus, dans la moitié des collèges les cycles sont incomplets. Si ce type de collège fait l'objet du présent Projet, les installations seront aménagées physiquement pour pouvoir accueillir tous les cycles dans un futur proche. Or, il sera nécessaire d'élargir progressivement la taille du CGE. On peut dire que le système de gestion et de maintenance de collège est vulnérable et est en voie de développement.

2) Inexpérimenté dans la gestion et la maintenance des installations propres

En rapport avec ce qui précède, les collèges ne possédant pas les propres bâtiments scolaires³, n'ont pas d'expérience de gestion et de maintenance des installations. La situation actuelle est que collèges louent les locaux et même s'ils en possèdent, ce sont les bâtiments provisoires dispersés dans plusieurs sites (certains souffrent de la vétusté). Par conséquent, les personnes concernées de ces collèges ne sont pas conscientes de la notion de « notre collège ». Le nettoyage et la gestion et la maintenance y sont difficiles et l'amélioration des activités laisse à désirer. Quant aux toilettes, un peu moins de la moitié des collèges ayant fait l'objet de l'étude dans la région de Louga en disposent et seulement 1/4 des collèges dans la région de Kaolack⁴.

Il est supposé que les collèges cibles se confrontent aux défis lors de la gestion et la maintenance des propres installations nouvelles (il est nécessaire de mettre en place à nouveau le système de gestion et de maintenance).

3) Maintenance des installations

L'achat des matériels de nettoyage et la réparation mineure sont assurés et payés par les budgets mentionnés dans l'article 2-2-1-8 Principes relatifs à la capacité de gestion et de maintenance de l'organisme d'exécution. Cependant, les travaux plus complexes tels que la réparation des fenêtres cassées, la repainting des murs sont laissés en suspens dû au fait principalement qu'il est difficile que les budgets actuels (les fonds du CGE) les couvrent.

² Parmi 41 collèges (sauf un à construire nouvellement) faisant l'objet de la requête, 26 ont été créés après l'année scolaire 2007-2008 (dont 18 créés après l'année scolaire 2009-2010). Sur les 18 collèges enquêtés par l'équipe d'étude, 11 ont vu mettre en place le CGE après l'année 2007-2008 (dont 9 mis en place après l'année 2009-2010).

³ Les collèges sont ouverts mais leurs bâtiments sont de location ou dépendent des locaux provisoires (qui ne disposent pas d'installations propres). 29 collèges sur 41 ayant fait l'objet de la requête sont de ce type.

⁴ Les collèges disposant des toilettes: Région de Louga: 8 collèges sur 18, Région de Kaolack: 5 collèges sur 24.

Pour que les installations à aménager par le présent Projet soient utilisées pendant longtemps grâce à la gestion et la maintenance adéquates en prenant en compte les défis susmentionnés pour le présent Projet, il fait promouvoir les points suivants :

- 1) Nettoyer quotidiennement les installations y compris les toilettes pour les utiliser d'une façon hygiénique. Sensibiliser à nouveau les personnes concernées à l'importance des mesures préventives permettant la diminution de la détérioration au minimum. Approfondir les connaissances sur les installations pour le saisi suffisant du mode de maintenance ainsi que celles concernant les mesures à prendre en cas de défauts.
- 2) Inciter les intérêts des IA, IDEN, collectivités locales concernées pour la gestion et la maintenance de collèges et du comité de gestion existant⁵ de la communauté et consolider les relations entre eux. Chercher à enrichir les soutiens financiers.
- 3) Renforcer le système de mise en œuvre de suivi périodique en matière de gestion d'hygiène des installations et de gestion et de maintenance y compris les mesures préventives.

De plus, il est primordial de mettre en œuvre la composante soft de sorte que les installations à aménager par le présent Projet soient gérées et maintenues durablement et ce uniquement par les personnes concernées du collège.

(2) Points à retenir (Effet conjugué avec d'autres projets concernés)

Au Sénégal, le Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire (PAES), Phase 2 (ci-après désigné le « PAES 2 ») est en cours de réalisation sur une période de 4 ans allant de septembre 2010 jusqu'à août 2014. Le PAES Phase 1 (ci-après désigné le « PAES ») se déroule dans toutes les écoles élémentaires de la région de Louga et le modèle de direction de l'école par le CGE fonctionnel s'est établi. Dans le cadre du PAES 2, la vulgarisation de la gestion et de la maintenance est attendue à l'échelon national sur la base du modèle du PEAS 1 et du projet pilote de la région de Fatick.

Le présent Projet vise les collèges. Dans la région de Louga qui est également cible du présent Projet, comme toutes les écoles élémentaires du pays ont fait l'objet du PAES et du PAES 2, il se peut que les élèves ayant terminé la scolarisation dans ces écoles dont le CGE est activé viennent aux collèges cibles de cette même région. De plus, dans le cadre du PAES et du PAES 2, les formations ont été organisées avec pour formateurs les IA et les IDEN. Ces mêmes IA et IDEN ont été en charge du suivi. Par conséquent, les expériences et connaissances du PAES et du PAES 2 seront mises en valeur en faisant impliquer les IA et les IDEN dans les activités du présent Projet. En même temps, dans le cas où les volontaires japonais pour la coopération internationale (ci-après désignés les « JOCV ») seraient affectés au niveau des organisations concernées telles que le comité de l'instruction publique, il y a lieu de partager les informations de façon convenable avec eux.

⁵ Comité de gestion existant autre que CGE

Par ailleurs, en ce qui concerne les manuels sur la gestion et la maintenance des installations scolaires à utiliser dans le cadre du « Projet de Dakar/Thiès » précédant, les modifications nécessaires seront apportées sur les manuels élaborés lors de la composante soft au cours des deux projets du passé de la coopération financière non remboursable. En outre, dans le cadre de la présente composante soft seront partagées les informations relatives aux mesures à prendre en cas de détérioration pendant l'utilisation, au mode de maintenance et aux mesures préventives telles que les mesures à prendre en cas de défauts des travaux et des avaries pendant l'utilisation par la vérification de l'état de l'inspection des défauts du « Projet de Dakar/Thiès ».

De ce qui précède, il sera possible que le présent Projet crée des effets conjugués par la collaboration organique avec la coopération du Japon et d'autres pays y compris les projets du passé d'une part, et qu'il contribue à améliorer globalement l'éducation du Sénégal, d'autre part.

Pour détails, voir le « Document en annexe 1 Plan de la composante soft ».

2-2-4-8 Calendrier d'exécution

(1) Division en lots

Les services du présent Projet seront divisés en construction des installations et en approvisionnement des équipements (mobilier pédagogiques, plaques signalétiques et vignettes).

La construction des installations sera divisée en 2 groupes en fonction de la période de mise en œuvre des travaux qui seront subdivisés chacun en 2 lots du point de vue de la taille d'exécution et du montant de la commande. Étant donné que la zone faisant l'objet est distinctement divisée en deux régions de Louga et de Kaolack, le plan d'exécution sera établi en divisant les travaux en 2 groupes. Les entreprises de construction devront être sélectionnées par les soumissions concurrentielles locales.

En ce qui concerne l'approvisionnement en équipements, il sera divisé en 3 lots i.e. pour les mobiliers pédagogiques, pour plaques signalétiques et pour vignettes, et les fournisseurs seront sélectionnés par la soumission concurrentielle pour chaque lot.

Tableau 2-20 Nombre de lots

| Catégorie des travaux | 1 ^{er} groupe (Région de Louga) | | 2 ^{ème} groupe (Région de Kaolack) | |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------|
| | N° de lot | Nbr. de sites (de salles de classe) | N° de lot | Nbr. de sites (de salles de classe) |
| Travaux de construction | 1 | 4 (50) | 3 | 6 (69) |
| | 2 | 5 (57) | 4 | 5 (62) |
| | 1 | | 1 | |
| Approvisionnement des mobiliers pédagogiques | 1 | | 1 | |
| Approvisionnement des plaques signalétiques | 1 | | 1 | |
| Approvisionnement des vignettes | 1 | | 1 | |

Tableau 2-21 1^{er} groupe : lots du contrat des travaux de construction

| LOT | CODE | IDEN | Nom d'école | Nombre de SDC | Bloc administratif | Cabine d'hygiène | Électricité | Eau potable | Type d'ouvrage | Surface hors oeuvre nette (m²) (SDC+BA + BH/BLR) |
|-------------|--------|----------|----------------------|---------------|--------------------|------------------|-------------|-------------|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| 1 | Lo-14M | Louga | CEM TOUBA SERAS | 14 | 1 | 14 | | | 4SDC, 4SDC, 3SDC, 3SDC, BA-C, BLR-8, BLRa-6 | 1083.93 |
| | Lo-20M | Kébémér | CEM KANENE NDIJOB | 9 | 1 | 10 | ○ | ○ | 3SDC, 3SDC, 3SDC, BA-C, BH-10 | 737.51 |
| | Lo-21M | Kébémér | CEM DAROU MOUSTY 2 | 13 | 1 | 14 | | | 5SDC, 4SDC, 4SDC, BA-C, BLR-8, BLRa-6 | 1018.47 |
| | Lo-23M | Kébémér | CEM FA DE KEBEMER | 14 | 1 | 14 | | | 5SDC, 5SDC, 4SDC, BA-C, BLR-8, BLRa-6 | 1085.53 |
| 2 | Lo-08M | Linguère | CEM FA DEDAHRA | 15 | 1 | 16 | | | 5SDC, 5SDC, 5SDC, BA-C, BLR-10, BLRa-6 | 1156.55 |
| | Lo-09M | Linguère | CEM KADJI MADIA | 7 | 1 | 8 | | | 4SDC, 3SDC, BA-C, BLR-8 | 601.03 |
| | Lo-10M | Linguère | CEM DODJI | 4 | 1 | 6 | | | 4SDC, BA-C, BLR-6 | 395.89 |
| | Lo-15M | Louga | CEM BARALE | 14 | 1 | 14 | | | 3SDC, 3SDC, 3SDC, 3SDC, 2SDC, BA-C, BLR-8, BLRa-6 | 1080.73 |
| | Lo-16M | Louga | CEM LOUGA COMMUNE II | 17 | 1 | 18 | ○ | ○ | 5SDC, 4SDC, 4SDC, 4SDC, BA-C, BH-6, BHa-6, BHa-6 | 1296.25 |
| TOTAL LOUGA | | | | 107 | 9 | 114 | 2 | 2 | | 8455.87 |

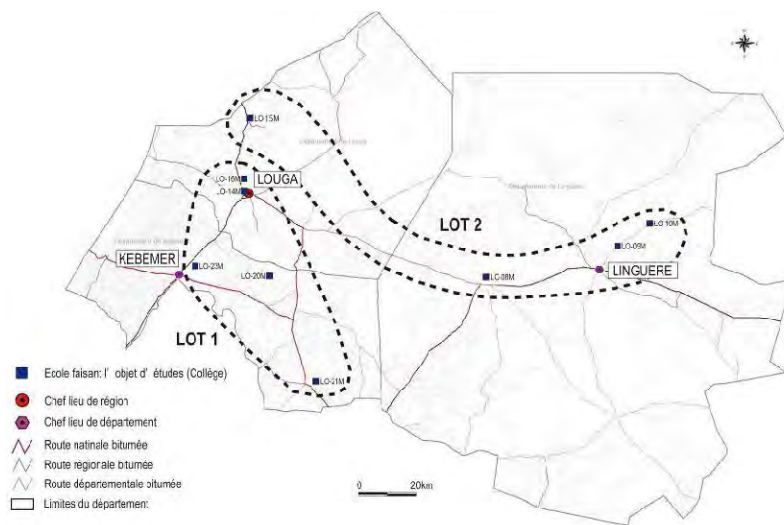


Figure 2-4 1^{er} groupe : carte des lots du contrat des travaux de construction

Tableau 2-22 2^{ème} groupe : lots du contrat des travaux de construction

| LOT | CODE | IDEN | Nom d'école | Nombre de SDC | Bloc administratif | Cabine d'hygiène | Électricité | Eau potable | Type d'ouvrage | Surface hors oeuvre nette (m²) (SDC+BA + BH/BLR) |
|-----|---------------|---------------------|----------------------|---------------|--------------------|------------------|-------------|-------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| 3 | KA-03M | Kaolack Département | CEM KOUMBAL | 20 | 1 | 20 | | ○ | 4SDC,4SDC, 4SDC, 4SDC, 4SDC, BA-C, BH-8, BHa-6, BHa-6 | 1502.97 |
| | KA-08M | Guinguineo | CEM NDIAGO | 11 | 1 | 12 | ○ | ○ | 4SDC, 4SDC, 3SDC, BA-C, BH-6, BHa-6 | 878.79 |
| | KA-09M | Guinguineo | CEM NGATHIE | 10 | 1 | 10 | | | 4SDC, 3SDC, 3SDC, BA-C, BLR-10 | 806.17 |
| | KA-10M | Guinguineo | CEM NGOLOUM | 7 | 1 | 8 | | | 4SDC, 3SDC, BA-C, BLR-8 | 601.03 |
| | KA-23M | Kaolack Commune | CEM NDANGANE | 13 | 1 | 14 | ○ | ○ | 4SDC, 3SDC, 3SDC, 3SDC, BA-C, BH-8, BHa-6 | 1015.27 |
| | KA-24M | Kaolack Commune | CEM CAMP DE GARDE | 8 | 1 | 8 | ○ | ○ | 4SDC, 4SDC, BA-C, BH-8 | 669.69 |
| 4 | KA-01M | Kaolack Département | CEM THIARE | 15 | 1 | 16 | | ○ | 3SDC, 3SDC, 3SDC, 3SDC, 3SDC, BA-C, BH-10, BHa-6 | 1151.75 |
| | KA-02M | Kaolack Département | CEM KEUR BAKA | 17 | 1 | 18 | | ○ | 5SDC, 4SDC, 4SDC, 4SDC, BA-C, BH-6, BHa-6, BHa-6 | 1296.23 |
| | KA-16M | Nioro du Rip | CEM MISSIRAH NIORO | 9 | 1 | 10 | | ○ | 3SDC, 3SDC, 3SDC, BA-C, BH-10 | 737.51 |
| | KA-17M | Nioro du Rip | CEM GAINTH KAYES | 10 | 1 | 10 | ○ | ○ | 5SDC, 5SDC, BA-C, BH-10 | 807.77 |
| | KA-18M | Nioro du Rip | CEM KEUR A YIB POSTE | 11 | 1 | 12 | | ○ | 4SDC, 4SDC, 3SDC, BA-C, BH-6, BHa-6 | 878.79 |
| | TOTAL KAOLACK | | | | 131 | 11 | 138 | 4 | 9 | |

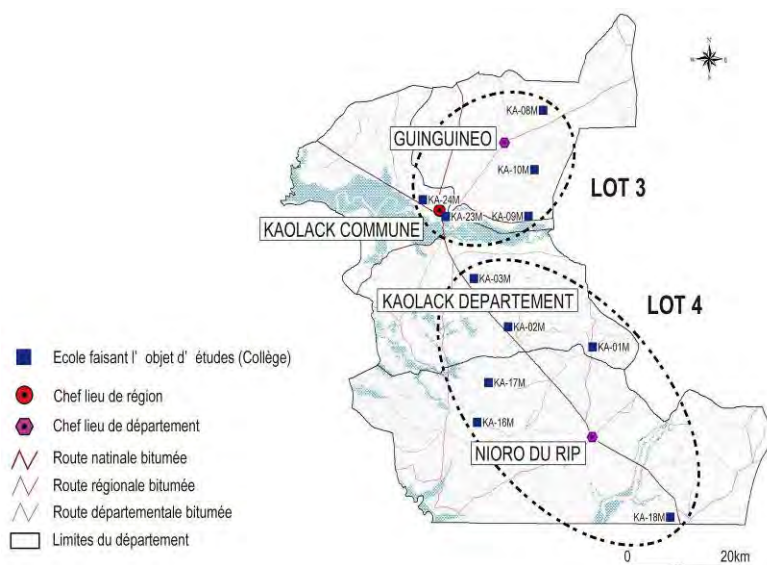


Figure 2-5 2^{ème} groupe : carte des lots du contrat des travaux de construction

(2) Calendrier d'exécution du Projet

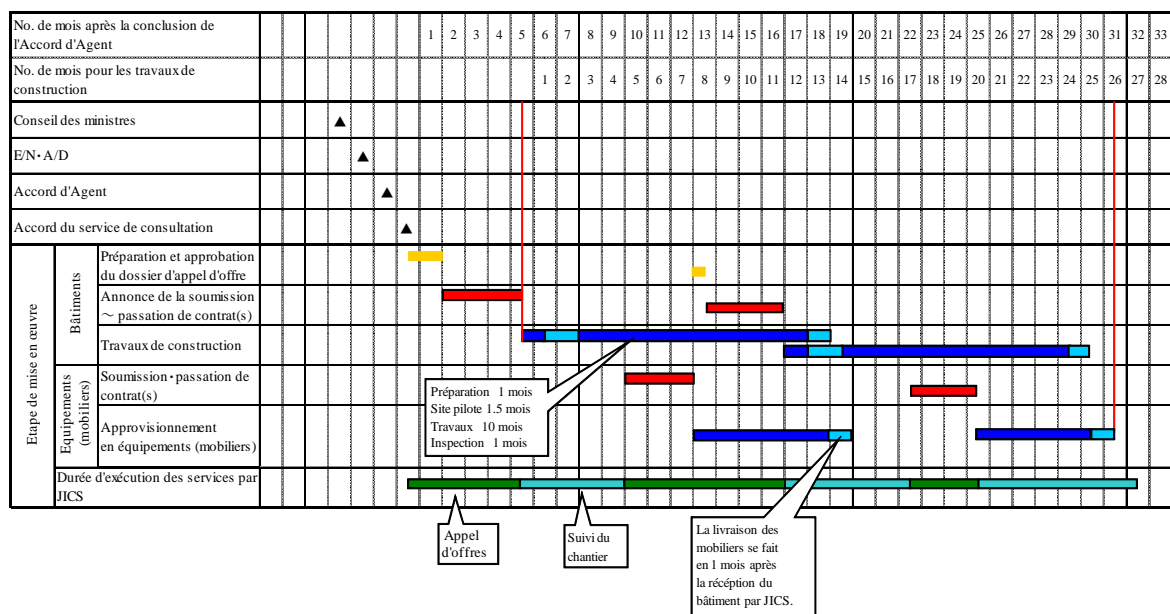
Après la conclusion de l'Accord d'Agent d'approvisionnement et de l'Accord du service de consultant pour la soumission/supervision des travaux, établir le dossier d'appel d'offres pour la sélection des entreprises de construction. Et le(s) contrat(s) avec l' (les) entreprise(s) sera (seront) signé(s) après les étapes de la soumission, de l'évaluation, de la négociation du contrat et de l'approbation par les organismes concernés. La période nécessaire pour ces étapes est estimée à 5,0 mois.

Sur la base des expériences des travaux de l'aide non remboursable au développement communautaire précédent, le délai des travaux pour le présent Projet sera fixé à 10 mois en prenant en compte la possibilité de le raccourcir par l'amélioration des conditions de paiement et la réduction de la réfection et de la retouche des travaux des sites modèles pour les bâtiments

de salles de classe sans étage (R+0) en principe. À cela s'ajoutent 1 mois pour les travaux préparatoires, 1,5 mois pour les travaux de sites modèles, 1 mois pour l'inspection et 1 mois pour le transport et la livraison des mobiliers.

Les travaux de construction seront divisés en 2 groupes qui seront décalés avec une période de chevauchement. Par ailleurs, le calendrier d'exécution de l'ensemble du Projet devra tenir compte de la saison des pluies de juin à octobre étant donné que la qualité et l'efficacité des travaux de génie civil, des gros-œuvre ou de finition sont influencées par la pluie.

Figure 2-6 Calendrier d'exécution du Projet



Delai de l'Appel d'Offre : 5 mois

Delai des travaux (y compris les travaux préparatoires, les travaux de sites modèles, l'inspection, et le transport et la livraison des mobiliers) : 14.5 mois

2-3 Tâches à la charge du pays bénéficiaire

Les travaux et prestations pris en charge par le gouvernement sénégalais, pour l'exécution du Projet dans le cadre de l'Aide non remboursable au développement communautaire du Japon, sont les suivants.

- 1) Préparation des terrains nécessaires pour la mise en œuvre du Projet, et obtention du droit de construction des bâtiments par le Ministère de l'Enseignement élémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues Nationales.
- 2) Exécution des travaux de démolition, de déplacement et d'enlèvement des infrastructures existantes et des obstacles, ainsi que le remblai et le nivellement des sites avant la mise en œuvre du Projet (toutefois, les travaux de démolition, de déplacement et d'enlèvement des obstacles se situant dans les endroits où la construction des infrastructures est prévue par ce Projet seront pris en charge par la partie japonaise, pour la réalisation des travaux sans retard. Voir le tableau ci-dessous.).
- 3) Mise en œuvre des travaux d'extérieur, tels que la construction et la réparation de la clôture, l'installation du portail d'entrée, les travaux paysagers, et d'autres travaux connexes après l'achèvement des travaux de construction.
- 4) Exécuter, avant l'achèvement des travaux de construction, les travaux de branchement de l'électricité dans les sites, ainsi que les travaux d'installation du système d'eau potable, d'assainissement et de la ligne téléphonique.
- 5) Prise en charge des commissions de notification de l'Autorisation de Paiement (A/P) et des commissions de paiement, sur la base de l'arrangement bancaire avec la banque au Japon.
- 6) Prise des mesures nécessaires pour un bon déroulement de l'importation et du dédouanement des matériels et matériaux utilisés dans le cadre du Projet.
- 7) Prise des mesures nécessaires pour faciliter l'entrée et le séjour au Sénégal des personnes morales et physiques qui concernent le Projet, conformément à l'Accord d'Agent et à des autres contrats conclus avec l'Agent d'Approvisionnement.
- 8) Exonération des droits de douane, des taxes intérieures et d'autres levées fiscales imposées au Sénégal à l'égard des personnes morales et physiques qui concernent le Projet.
- 9) Exonération des droits de douane, des taxes intérieures et d'autres levées fiscales imposées au Sénégal à l'égard des produits et services fournis sur la base de l'Accord d'Agent et à des autres contrats conclus avec l'Agent d'Approvisionnement.

10) Prise en charge des frais de dédommagement provoqués par la non exécution des travaux à la charge de la partie sénégalaise.

11) Utilisation et maintien, de façon appropriée et efficace, des infrastructures et des équipements qui seront fournis dans le cadre du Projet.

12) Prise en charge de tous les frais autres que ceux qui sont couverts par l'aide financière non remboursable au développement communautaire du Japon dans le cadre du Projet.

Les travaux à exécuter par la partie sénégalaise dans chaque site sont les suivants.

Tableau 2-23 Liste des travaux pris en charge par la partie sénégalaise par école

1^{er} Groupe

| | CODE | IDEN | Nom d'école | Travaux de terrassement | Abattage / Déracinement des arbres et buissons | Construction du mur de clôture de l'école | Travaux de raccordement des réseaux électrique / potable | Divers | Note |
|-------|--------|----------|----------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| LOT 1 | Lo-14M | LOUGA | CEM TOUBAS SERAS | | | 180m | | Déplacement du portail d'entrée de l'école primaire/ Construction du portail d'entrée | |
| | Lo-20M | KEBEMER | CEM KANENE NDIJOB | | Buissons (24m) | 600m | Électricité/ Eau potable | Construction du portail d'entrée | |
| | Lo-21M | KEBEMER | CEM DAROU MOUSTY 2 | | | 626m | | Construction du portail d'entrée | |
| | Lo-23M | KEBEMER | CEM FA DE KEBEMER | | 3 arbres | 600m | | Construction du portail d'entrée | |
| LOT 2 | Lo-08M | LINGUERE | CEM FA DE DAHRA | | | 631m | | Construction du portail d'entrée | |
| | Lo-09M | LINGUERE | CEM KADJI MADIA | | | 664m | | Construction du portail d'entrée | |
| | Lo-10M | LINGUERE | CEM DODJI | | | 623m | | Construction du portail d'entrée | |
| | Lo-15M | LOUGA | CEM BARALE | | | 448m | | Construction du portail d'entrée | |
| | Lo-16M | LOUGA | CEM LOUGA COMMUNE II | Déblais/Remblais (72m ³) | Buissons (50m) | 309m | Électricité/ Eau potable | Construction du portail d'entrée | |

2^{ème} Groupe

| | CODE | IDEN | Nom d'école | Travaux de terrassement | Abattage / Déracinement des arbres et buissons | Construction du mur de clôture de l'école | Travaux de raccordement des réseaux électrique / potable | Divers | Note |
|-------|--------|---------------------|---------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LOT 3 | KA-03M | KAOLACK DEPARTEMENT | CEM KOUMBAL | | | 564m | Eau potable | Construction du portail d'entrée | Déplacement du tuyau d'eau potable est à la charge de la partie japonaise. |
| | KA-08M | GUINGUINEO | CEM NDIAGO | | | 560m | Électricité/ Eau potable | Construction du portail d'entrée | Dégagements du bâtiment avec antenne et d'un panneau solaire sont à la charge de la partie japonaise. |
| | KA-09M | GUINGUINEO | CEM NGATHIE | | | 824m | | Construction du portail d'entrée | |
| | KA-10M | GUINGUINEO | CEM NGOLOUM | | | 800m | | Construction du portail d'entrée | |
| | KA-23M | KAOLACK COMMUNE | CEM NDANGANE | | | 198m | Électricité/ Eau potable | Déplacement de la porte de passage du stade /Construction du portail d'entrée | |
| | KA-24M | KAOLACK COMMUNE | CEM CAMP DE GARDE | | | 124m | Électricité/ Eau potable | Construction du portail d'entrée | Démolition et restauration du mur d'école pour l'entrée du chantier sont à la charge de la partie japonaise. (5m) |
| LOT 4 | KA-01M | KAOLACK DEPARTEMENT | CEM THIARE | | | 1025m | Eau potable | Construction du portail d'entrée | |
| | KA-02M | KAOLACK DEPARTEMENT | CEM KEUR BAKA | | | 794m | Eau potable | Construction du portail d'entrée | |
| | KA-16M | NIOURO DU RIP | CEM MISSIRAH NIOURO | | | 862m | Eau potable | Construction du portail d'entrée | |
| | KA-17M | NIOURO DU RIP | CEM GAINTH KAYES | | 1 arbre et buissons (23m) | 800m | Électricité/ Eau potable | Construction du portail d'entrée | |
| | KA-18M | NIOURO DU RIP | CEM KEUR AYIB POSTE | | | 722m | Eau potable | Déplacement d'un abattoir/ Construction du portail d'entrée | |

2-4 Plan de gestion/maintenance du Projet

2-4-1 Plan de gestion

L'augmentation du personnel enseignant et non-enseignant, la distribution des matériels pédagogiques, le financement pour les frais de gestion et de maintenance seront nécessaires après l'aménagement des salles de classe dans le cadre du présent Projet.

(1) Personnel enseignant et non-enseignant

1) Collèges existants

Le nombre d'enseignants à augmenter par la mise en œuvre du présent Projet sera 1,66 fois le nombre de groupes pédagogiques à créer (nombre de salles de classe après l'aménagement⁶ – nombre de groupes pédagogiques existantes)⁷. Par ailleurs, un (1) surveillant étant affecté en principe au poste pour prendre en charge de 3 à 5 salles de classe, il est nécessaire d'augmenter le nombre de surveillant. Le nombre de surveillants à augmenter sera calculé sur la base d'un quota d'un (1) surveillant pour 4 salles de classe⁸.

Tableau 2-24 Nombre du personnel enseignant et non-enseignant à augmenter au niveau des collèges existants

| Région | Nbr. de salles de classe à augmenter | Enseignants | Surveillants |
|---------|--------------------------------------|-------------|--------------|
| Louga | 81 | 135 | 21 |
| Kaolack | 45 | 75 | 12 |
| Total | 126 | 210 | 33 |

Note : Le nombre d'enseignant/non-enseignant et de surveillant est arrondi.

2) Collèges de nouvelle création

Sur le nombre total des collèges à aménager dans le cadre du présent Projet, un (1) collège sera construit nouvellement. Il sera nécessaire d'y affecter le personnel enseignant et non-enseignant.

Tableau 2-25 Nombre de personnel enseignant et non-enseignant à affecter au collège de nouvelle création

| Nom d'école (ID)) | Nbr de salle de classe à construire ⁹ | Nbr de principal | Nbr d'enseignant | Nbr de surveillant |
|-------------------------------|--------------------------------------------------|------------------|------------------|--------------------|
| CEM de Camp de Garde (KA-24M) | 8 | 1 | 14 | 2 |

⁶ Nombre de salles de classe après l'aménagement = nombre de salles de classe du Projet + nombre de salles de classe pouvant être utilisées en continu

⁷ Parmi les collèges faisant l'objet du Projet (collèges existants), les données sur le nombre de professeurs ont été disponibles au niveau de 9 collèges sur 9 dans la région de Louga et de 4 collèges sur 10 dans la région de Kaolack. On a adopté la valeur moyenne de 1,66 du nombre de professeurs par groupe pédagogique au niveau de ces collèges concernés (existants).

⁸ Toutefois, le nombre du personnel enseignant augmente pour les écoles dont le nombre de salles de classe du projet est inférieur à celui nécessaire à cause de la contrainte du terrain en adoptant les cours de double flux ou la classe tournante qui permettent d'obtenir plus de groupes pédagogiques. Les chiffres du tableau montrent le nombre minimum du personnel nécessaire.

⁹ En cas de nouvelle création, on considère que le nombre de groupes pédagogiques est même que celui de salles de classe.

3) Total

Il sera nécessaire d'augmenter le personnel enseignant et non-enseignant ci-dessous pour les collèges existants et de nouvelle création.

Tableau 2-26 Nombre total du personnel enseignant et non-enseignant nécessaire à augmenter

| Détail | Nombre de personnes à augmenter |
|-------------------------------|---------------------------------|
| Enseignant (principal inclus) | 225 personnes |
| Non-enseignant (surveillant) | 35 personnes |

(2) Matériels pédagogiques

Le MEN fournit aux écoles un jeu de matériels pédagogiques (diverses cartes, règle, triangle, rapporteur, compas, squelette et balance, etc.). Les collèges existants sont sensés disposer en principe de ces matériels, il sera nécessaire de fournir ces matériels à un collège à nouvellement créer.

(3) Frais de gestion

La gestion et la maintenance des collèges cibles sont réalisées par i) le budget du MEN, ii) l'appui financier des collectivités locales, et iii) la cotisation par des élèves.

- ① Chaque collège dispose d'un budget attribué par le MEN qui est en réalité sous forme de fourniture en matériel et non pécuniaire. Les budgets sont gérés par chaque IDEN ou le MEN.
- ② Les Conseils régionaux ont la responsabilité de gestion et de maintenance des collèges avec la politique de décentralisation. Les régions ne disposent que des budgets attribués par l'État et non pas de recette propre par les impôts et taxes. Les écarts entre les collectivités locales sont présents, e.g. les collectivités locales de petite taille ne disposent que du budget limité.
- ③ Pour parer au manque susmentionné, les collèges perçoivent la cotisation d'environ 5.300 FCFA par élève/an (moyenne des collèges faisant l'objet de l'étude) pour la gestion et la maintenance. Ces fonds sont gérés par les principaux et les personnes en charge de la comptabilité des collèges et contrôlés par le Comité de gestion d'établissement (CGE) mis en place au niveau de chaque collège.

2-4-2 Plan de gestion et de maintenance

Comme mentionné ci-avant, les collectivités locales sont en charge de la gestion et de la maintenance des écoles/collèges au Sénégal. Toutefois, la situation varie selon les collectivités locales telles qu'ii est susmentionné, ce qui fait que chaque collège met en œuvre la gestion et la maintenance en fonction de la situation actuelle. En revanche, en ce qui concerne les travaux difficilement réalisables, i.e. cassures de vitres et repeinture des murs, etc. sont laissés en réalité.

Les installations à construire dans le cadre du présent Projet sont en principe celles facilitant

la gestion et la maintenance telles que le nettoyage et la réparation dont les travaux de maintenance ne seront pas nécessaires pendant quelques années après la réception afin de réduire le coût de gestion et de maintenance d'installations.

D'un autre côté, bien que la mise en place du CGE, le nettoyage quotidien et la maintenance simplifiée soient faits dans chaque école, il y a lieu d'apporter des améliorations suivantes :

- i) Concernant le nettoyage, il existe des écoles où l'initiative des élèves n'est pas assurée ainsi que des problèmes de gestion des ordures ;
- ii) Nécessité de prendre les mesures préventives contre des détériorations dont la taille est importante de telle façon qu'il est difficile d'en budgétiser les frais et nécessité de soulever un grand intérêt des communautés et/ou organismes concernés pour l'agrandissement des fonds destinés à l'appui aux écoles ;
- iii) Nécessité de renforcer la structure du CGE par l'élargissement de ses activités par suite de l'augmentation du nombre des installations et des élèves dans toutes les écoles comprenant celles nouvellement construites en relation avec la mise en œuvre du présent Projet. De plus, il est nécessaire d'améliorer les activités des écoles et communautés qui sont différentes entre les écoles à cause du degré du leadership des directeurs d'école.

En prenant en considération les circonstances susmentionnées et en vue d'exploiter et de maintenir d'une manière adéquate les installations aménagées, on exécute la composante soft afin de cultiver les connaissances relatives à la méthode de gestion et de maintenance des installations, d'étendre les fonds pour la gestion et la maintenance et de renforcer le système de suivi pour la gestion d'hygiène, la gestion et la maintenance des installations.

2-5 Coût approximatif du Projet

2-5-1 Coût approximatif du Projet de coopération

En cas de mise en œuvre du présent projet de coopération, le coût nécessaire du Projet à la charge de la partie sénégalaise est estimé comme suit.

(1) Coût à la charge de la partie sénégalaise : 379.800.000 FCFA (environ 67.800.000 yens japonais)

Tableau 2-27 Détails du coût du Projet en charge de la partie sénégalaise

| Rubriques | Montant (en FCFA) | Montant converti en yens japonais |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------------------|
| Aménagement des terrains (terrassment, enlèvement des arbres, enlèvement des arbrisseaux, déplacement des ouvrages, installation du portail, enlèvement et installation de la clôture | 367 587 120 | 65 581 218 |
| Travaux de connexion des installations électriques | 600 000 | 107 046 |
| Travaux de connexion des installations d'alimentation en eau | 1 100 000 | 196 251 |
| Frais pour la mise en œuvre de la composante soft ¹⁰ | 1 103 000 | 196 786 |
| Frais de mise en œuvre relatifs à la construction des installations ¹¹ | 2 192 500 | 391 164 |
| Commissions bancaires | 7 175 607 | 1 280 200 |
| Total | 379 758 227 | 67 752 665 |

Remarque : Le coût ci-dessus est une estimation par la partie japonaise, calculé sur la base des données obtenues lors de l'étude sur le terrain effectuée en juillet 2011.

¹⁰ Estimés en tant que frais de déplacement pour les ateliers et autres.

¹¹ Les frais de déplacement relatifs à la participation aux comités, à l'accompagnement à la visite mensuelle des sites et à l'accompagnement à l'inspection d'achèvement (frais de voyage s'il s'agit de déplacement en dehors de la région).

(2) Conditions d'estimation

- i) Date de calcul : Juillet 2011
- ii) Taux de change : 1US\$ = 82,49 yens japonais
: 1 FCFA = 0,17841 yens japonais
: 1euro = 117,03 yens japonais
- iii) Période d'exécution et d'approvisionnement : La période des travaux est celle mentionnée au calendrier d'exécution du service.
- iv) Autres : L'estimation du coût devra être réalisée conformément au système de l'aide financière non remboursable du gouvernement du Japon.

2-5-2 Frais de gestion et de maintenance

2-5-2-1 Frais de gestion

Le montant supplémentaire des frais de gestion qui sera nécessaire après la mise en œuvre du présent Projet est présenté au tableau ci-dessous.

Tableau 2-28 Frais annuels de gestion

| Rubriques | Fondements de calculs | Montant (million de FCFA) | Remarques |
|-----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------------------|
| Frais de personnel | Professeurs 225 pers x 3 125 760 FCFA Personnel du moyen 35 pers x 2 336 000 FCFA | 785,05 | En charge du MEN ¹² |
| Frais de jeux de matériels pédagogiques pour les collèges | 0,26 millions de FCFA ¹³ x 1 collège de nouvelle création | 0,26 | |
| Frais de gestion | 1,5 millions de CFA ¹⁴ x 1 collège de nouvelle création | 1,5 | |
| Total | | 786,81 | |

Le montant ci-dessus correspondant à environ 0,27% du montant du frais ordinaire (293.225 millions de FCFA) par rapport au budget prévu pour l'année 2012/2013 dont dispose le MEN (345.529 millions de FCFA), nous pensons qu'il s'agit d'un montant supportable pour le MEN.

A part le budget attribué en question, les cotisations par les élèves et l'appui financier des collectivités locales sont utilisés au niveau de chaque collège en tant que frais de gestion et de maintenance comme décrit plus haut (voir 2-4-1 (3)).

En outre, les valeurs moyennes de chaque catégorie sont utilisées pour le calcul de salaires du personnel enseignant et non-enseignant comme montré au tableau ci-dessous.

¹² Même si les salaires des fonctionnaires sont payés directement par le Ministère des Finances, ils font partie du budget du MEN.

¹³ Les informations selon la DAGE

¹⁴ La valeur moyenne des données que la mission a pu obtenir auprès de la DAGE.

Tableau 2-29 Salaires moyens du personnel enseignant et non-enseignant (salaires annuels)

| Catégorie | Salaires moyen (annuel) | Salaires d'enseignant recruté (annuel) |
|--------------------------|-------------------------|----------------------------------------|
| Professeur fonctionnaire | 4 871 000 | 3 125 760 |
| Professeur contractuel | 3 019 600 | |
| Vacataire (VAC) | 1 486 680 | |
| Surveillant | 2 336 000 | 2 336 000 |

(Source: Données obtenues par la DAGÉ)

2-5-2-2 Frais de gestion et de maintenance

Comme expliqué plus haut, les installations à construire dans le cadre du présent Projet ne nécessiteront pas les travaux de gestion et de maintenance pendant plusieurs années après la réception. Pour les futurs travaux de gestion et de maintenance, les points, la fréquence ou les frais nécessaires sont toutefois mentionnés au tableau suivant.

Tableau 2-30 Calcul approximatif des frais de gestion et de maintenance (pour 20 collèges)

| Rubriques | | Fréquence | Coût annuel (mille FCFA) ¹⁵ | Remarques |
|----------------------------------------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Repeinture | Extérieur | 1 fois tous les 5-8 ans | 17 651 | A la charge de chaque école et collectivité locale |
| | Intérieur | 1 fois tous les 5 ans | 18 059 | |
| | Tableau noir | 1 fois par an | 29 810 | |
| | Menuiserie | 1 fois tous les 2 ans | 9 392 | |
| | Charpente métallique | 1 fois tous les 2 ans | 8 022 | |
| Nettoyage de fosse septique des toilettes à chasse d'eau | | 1 fois par an | 420 | |
| Enlèvement des ordures dans fosse septiques | | 4 fois par an | 1 120 | |
| Changement d'ampoule | | 1 fois tous les 3 ans | 1 870 | |
| Total | | | 86 344 | |

(Environ 15,4 millions de yens japonais)

Comme mentionné à l'article 2-4-1 (3) Plan de gestion, un montant d'environ 5.300 FCFA par élève et par an est cotisé aux collèges en tant qu'une partie des frais de gestion et de maintenance.

Le CGE est chargé de déterminer le montant de la cotisation par élève qui fait partie du budget de collège en fonction de la situation actuelle (entre 3 000 à 10 000 FCFA). Au niveau

¹⁵ Pour les rubriques dont la gestion et la maintenance sont à effectuer 1 fois sur plusieurs années, le coût nécessaire pour 1fois est divisé par le nombre d'années de résistance (si l'éventail des années est large, on prend le nombre moyen).

des collèges faisant l'objet du « Projet de Dakar/Thiès », une cotisation d'environ 10.000 FCFA est perçue. Si le même montant est fixé pour les collèges cibles du présent Projet, un montant de 116.260.000 FCFA pourra être perçu¹⁶. Le montant du frais de gestion et de maintenance dans le tableau ci-dessus correspondant à environ 74.3% de la dite cotisation, nous pensons qu'il s'agit d'un montant supportable pour la partie Sénégalaise. De plus, comme susmentionné, à part le budget alloué par le MEN, l'appui financier par les collectivités locales est destiné au frais de gestion et de maintenance des collèges. Le montant du budget de l'année scolaire 2010/2011 de l'IA Louga est de 413.939.500 FCFA et celui de Kaolack est de 186.229.250 FCFA, ce qui fait que pour les deux régions un montant total d'environ 600 millions de FCFA. En y'ajoutant la cotisation d'élèves ci-dessus, le budget des deux IA sera un montant d'environ 716 millions de FCFA dont environ 32% seront destinés au coût approximatif pour la gestion et la maintenance. Ce montant serait supportable par les deux régions mais qui est toutefois obtenu sur la base de la situation actuelle. Par conséquent, il est attendu qu'un nouveau plan budgétaire soit élaboré en fonction de la taille réelle du Projet une fois que le plan du présent Projet sera déterminé.

Par ailleurs, tel que mentionné à l'article 2-4-2, en ce qui concerne la procuration des fonds, il est prévu que la composante soft du présent Projet inclura les formations en matière d'extension des fonds. Il est donc attendu que les mesures soient prises au niveau de chaque collège concerné selon les besoins sur la base de cette composante soft.

¹⁶ Tenant compte le nombre d'élèves de l'année scolaire 2013/2014 qui est prévu à 11.626 pour les 20 écoles cibles du présent Projet, un montant de 116.260 mille FCFA sera encaissé avec une cotisation d'environ 10.000 FCFA par élève.

Chapitre 3: Evaluation du Projet

Chapitre 3 EVALUATION DU PROJET

3-1 Conditions préalables pour la mise en œuvre de la coopération

Les conditions préalables pour démarrer le présent Projet sont les suivantes.

- (1) Les terrains nécessaires à la construction des installations du Projet sont assurés.
- (2) Les mesures d'exonération sont prises.
- (3) Les travaux de démolition et d'enlèvement des installations existantes et des obstacles ainsi que ceux de remblayage et de nivellement sont réalisés (toutefois, en ce qui concerne les travaux de démolition et d'enlèvement des obstacles qui se trouvent aux endroits où la construction des ouvrages du présent Projet est prévue, ces travaux seront mis en œuvre par la charge de la partie japonaise afin de mettre en œuvre les travaux sans retard).

3-2 Charges nécessaires de la partie sénégalaise pour l'accomplissement de l'ensemble du Projet

La partie sénégalaise se doit de réaliser les points suivants pour que les effets du présent Projet soient apparus et durables.

- (1) Affecter sans retard le personnel enseignant et non enseignant nécessaire aux écoles faisant l'objet de la nouvelle construction d'établissement ou de salles de classe par le présent Projet.
- (2) Fournir sans retard les matériels pédagogiques nécessaires aux écoles faisant l'objet de la nouvelle construction par le présent Projet.
- (3) Assurer et allouer le budget nécessaire à la gestion et à la maintenance des écoles faisant l'objet de la nouvelle construction d'établissement ou de salles de classe par le présent Projet.
- (4) Assurer la gestion et la maintenance appropriées des écoles faisant l'objet de la nouvelle construction d'établissement ou de salles de classe par le présent Projet.

3-3 Conditions extérieures

Les conditions préalables et extérieures (dont on n'arrive pas à contrôler dans le cadre du Projet) pour que les effets du présent Projet soient apparus et durables sont les suivantes.

- (1) Il n'y a pas de changement de principes des Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et du Programme Décennal de l'Éducation et de la Formation (PDEF).
- (2) Il n'y a pas de changement de principes de la décentralisation de l'administration d'enseignement.
- (3) Il n'y a pas de hausse des prix inattendue et les matériaux et matériels nécessaires sont fournis comme prévu.

3-4 Evaluation du Projet

3-4-1 Pertinence

La mise en œuvre du présent Projet dans le cadre de la coopération financière non remboursable du Japon est jugée pertinente par des raisons suivantes, et ce du point de vue de la gestion et la maintenance des ouvrages réalisés par le Projet qui seront assurées par la partie sénégalaise.

(1) Bénéficiaires du présent Projet

Les bénéficiaires du présent Projet sont les élèves (environ 12 000 personnes) et le personnel enseignant et non enseignant (environ 500 personnes) des régions de Louga et Kaolack.

(2) Objectif spécifique du Projet et urgence de mise en œuvre

L'objectif spécifique du présent Projet est d'améliorer l'accès à l'enseignement de base et son environnement des régions de Louga et Kaolack. Alors que les besoins en enseignement moyen augmentent rapidement à ce jour pour atteindre les objectifs en matière d'enseignement obligatoire, il est difficile d'accueillir totalement le nombre d'élèves souhaitant entrer au collège qui s'accroissent considérablement dans certaines régions comprenant Louga et Kaolack, à cause du manque d'installations scolaires. Par conséquent, la construction des salles de classe dans les collèges est d'une nécessité urgente.

Le présent Projet contribue à l'accomplissement des objectifs fixés par les CSLP et le PDEF et fait partie des projets propres au Sénégal pour répondre à l'augmentation des besoins en construction des salles de classe suivant l'amélioration des taux de scolarisation de l'enseignement de base.

(3) Contribution du Projet à l'accomplissement des objectifs fixés par le plan de développement à moyen et à long termes

Le présent Projet contribue à l'accomplissement des objectifs fixés par les CSLP et le PDEF et fait partie des projets propres au Sénégal pour répondre à l'augmentation des besoins en construction des salles de classe suivant l'amélioration des taux de scolarisation de l'enseignement de base.

(4) Pertinence du Projet avec les politiques et principes d'aide du Japon

L'amélioration des prestations de service social de base est fixée dans le plan de coopération par pays comme l'un des domaines prioritaires d'aide au Sénégal. Le présent Projet est un programme d'amélioration d'enseignement de base et se conforme aux politiques et principes d'aide du Japon pour le Sénégal. De plus, le Japon construit des écoles dans le cadre de la coopération financière non remboursable depuis des années 1990, apportant un appui permanent à travers les projets de coopération techniques de type d'étude au développement dans les domaines de l'administration locale de l'enseignement ou de la gestion des écoles, les projets de coopération technique ou l'envoi des jeunes volontaires, etc., et a ainsi la supériorité sur le domaine concerné.

3-4-2 Efficacité

Les effets dont on peut souhaiter par la mise en œuvre du présent Projet sont les suivants.

(1) Effets quantitatifs

| Indicateurs | Valeurs actuelles (année 2010/2011) | Valeurs de projet (année 2017/2018) |
|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------|
| Nombre de SDC dans les collèges faisant l'objet du Projet | 8 | 246 |
| Nombre d'élèves permettant d'étudier en bon milieu éducatif ** | 360 | 11 070 |

* Les sites faisant l'objet du Projet sont pris en compte.

** Calculé sur la base de la capacité d'accueil souhaitable (standard) fixée par le MEPEMSLN de 45 élèves/SDC pour l'enseignement moyen.

(2) Effets qualitatifs

- La conscience envers l'hygiène chez les élèves sera améliorée en aménageant les toilettes.
- La motivation des élèves féminins pour fréquenter les écoles sera haussée en aménageant les toilettes séparées selon les sexes.
- La mise en œuvre du Projet contribuera à l'amélioration des taux de scolarisation, de redoublement ou d'abandon des écoles faisant l'objet du Projet par l'augmentation du nombre de salles de classe et l'amélioration de l'environnement scolaire.
- La composante soft une fois réalisée contribuera à améliorer la conscience des acteurs concernés des écoles faisant l'objet du Projet en matière de gestion et maintenance des installations aménagées par le Projet.

Par ce qui précède, la pertinence et l'efficacité de la mise en œuvre du présent Projet sont jugées élevées.

Annexes

Annexe 1 Liste des Membres de l'Equipe

(1) Etude sur le Terrain (25 Juin au 3 Août, 2011)

| Nom et prénom | Position | Organisation |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| M. Kazuhiro TAMBARA | Chef de mission, Gestion du projet | Directeur, 2 ^e Section d'Enseignement de Base, Groupe d'Enseignement de Base, Département de Développement Humain, Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) |
| M. Hiroyuki YOSHIZAWA | Chef du projet, Plan d'installations | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| M. Junichi YOKOBORI | Chef du projet Adjoint, Plan d'architecture I | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| Mme. Kumiko ENOMOTO | Plan d'architecture II | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| M. Shinji KUMEKAWA | Plan d'exécution et d'approvisionnement, Estimation des coûts | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| Mme. Junko TAGUCHI | Planning d'éducation | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| Mme. Tomoko CORSOVER | Plan d'architecture III | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| M. Shinichi YAMAMOTO | Plan d'architecture IV | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| Mme. Hiromi TANAKA | Interprète | Translation Center Pioneer |

(2) Etude pour la présentation du rapport abrégé du concept sommaire (10 Décembre au 23 Décembre, 2011)

| Nom et prénom | Position | Organisation |
|-----------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| M. Kazunao SHIBATA | Chef de mission | Représentant résident adjoint, Bureau de la JICA au Sénégal |
| M. Takao MARUYAMA | Gestion du projet | Adjoint au Représentant résident, Bureau de la JICA au Sénégal |
| M. Hiroyuki YOSHIZAWA | Chef du projet, Plan d'installations | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| M. Junichi YOKOBORI | Chef du projet Adjoint, Plan d'architecture I | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| Mme. Hiromi TANAKA | Interprète | Translation Center Pioneer |

(3) Explication sur le terrain du document de base de l'appel d'offre (3 Avril au 27 Avril, 2012)

| Nom et prénom | Position | Organisation |
|-----------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|
| M. Hiroyuki YOSHIZAWA | Chef du projet, Plan d'installations | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| M. Junichi YOKOBORI | Chef du projet Adjoint, Plan d'architecture I | Mohri Architect & Associates, Inc. |
| Mme. Hiromi TANAKA | Interprète | Translation Center Pioneer |

Annexe 2 Calendrier de la mission

(1) Etude sur le Terrain (25 Juin au 3 Août, 2011)

| Date | Membres officiels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|---------------------------------------------------------------------|--|-------------------------------------------------------------------------------|--|-----------------------------------------------------|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------|--|------------------------------------------------|--|-----------------------------------------|--|-------------------------------------------------------|--|----------------------------------------------------------------------|--|-----------------------------------------------------------|--|
| | a | | b | | c | | d | | e | | f | | g | | h | | | | | |
| | Chef de mission Gestion de projet Kazuhito TAMBARA 7 jours | | Chef du Proj. Plan d'installation Hiroyuki YOSHIZAWA 40 jours | | Chef du projet adjoint, Plan d'architecture 1 Junichi YOKOBORI 40 jours | | Plan d'architecture 2 Kumiko ENOMOTO 29 jours | | Plan d'exécution et d'approvisionnement, Estimation des coûts Shigeki KUMEKAWA 29 jours | | Plan d'éducation Juniko TAGUCHI 38 jours | | Interprète Hiromi TANAKA 37 jours | | Plan d'architecture 3 Tomoko CORSORVER 15 jours | | Plan d'architecture 4 Shinichi YAMAMOTO 7 jours | | | |
| 1 25-jun sam | Départ de Nanba → Paris | | | | | | | | | | | | Départ de Nanba → Paris | | Départ de Bamako → Dakar | | | | | |
| 2 26-jun dim | → Arrivée à Paris, Départ de Paris → Dakar | | | | | | | | | | | | Paris → Dakar | | Rangement des documents | | | | | |
| 3 27-jun lun | Visite de courtoisie au Bureau de la JICA, Entretien avec DPRE/Ministère de l'Éducation | | | | | | | | | | | | Accompagner (a) | | Accompagner (a) | | | | | |
| 4 28-jun mar | Déplacement à Louga, Discussion avec IA Louga (sélection des écoles demandées) | | | | | | | | | | | | idem | | idem | | | | | |
| 5 29-jun mer | Discussion avec IA Louga, Déplacement à Kadiack | | | | | | | | | | | | idem | | idem | | | | | |
| 6 30-jun jeu | Discussion avec IA Kadiack (sélection des écoles demandées) Kadiack → Dakar | | | | | | | | | | | | idem | | idem | | | | | |
| 7 1-juil ven | Réunion entre les membres de la mission, Etude sur des sous-traitants et la construction/architecture | | | | | | | | | | | | idem | | idem | | | | | |
| 8 2-juil sam | Départ de Hanoi → Arrivée à Paris Départ de Paris → Arrivée à Dakar | | | | | | | | | | idem | | | | idem | | idem | | | |
| 9 3-juil dim | Réunion entre les membres de la mission | | | | | | | | | | | | Réunion entre les membres de la mission | | | | | | | |
| 10 4-juil lun | Matin: Visite de courtoisie au Bureau de la JICA, et au Ministère de l'Économie et des Finances | | | | | | | | | | Nanba → Paris | | Accompagner (a) | | Accompagner (a) | | | | | |
| 11 5-juil mar | Entretien avec les services concernés du Ministère de l'Éducation | | | | | | | | | | idem | | Paris → Dakar | | idem | | | | | |
| 12 6-juil mer | Visite à l'AFD | | | | | | | | | | Etude sur la construction/architecture | | Etude sur l'estimation des coûts | | idem | | idem | | | |
| 13 7-juil jeu | Visite des autres bailleurs de fonds Discussion et Signature du PV | | | | | | | | | | idem | | idem | | idem | | idem | | | |
| 14 8-juil ven | Signature du Procès-verbal au Ministère de l'Économie et des Finances Compte-rendu au Bureau de la JICA et à l'Ambassade du Japon Départ Dakar → | | | | | | | | | | idem | | idem | | Etude sur l'éducation (Dakar) | | idem, accompagner (e) | | | |
| 15 9-juil sam | Préparation de l'étude des sites | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 16 10-juil dim | Dakar → Louga | | | | | | | | | | Dakar → Louga | | Dakar → Louga | | Dakar → Louga | | Dakar → Louga | | | |
| 17 11-juil lun | Etude des sites (Louga) | | | | | | | | | | Accompagner (a) | | Etude des sites (Louga) | | Accompagner (c) | | Collecte des informations sur l'éducation, Etude des sites (Louga) | | Accompagner (e) | |
| 18 12-juil mar | idem | | | | | | | | | | idem | | idem | | idem | | idem | | | |
| 19 13-juil mer | idem | | | | | | | | | | idem | | idem | | idem | | idem | | | |
| 20 14-juil jeu | idem | | | | | | | | | | idem | | idem | | idem | | idem | | | |
| 21 15-juil ven | idem | | | | | | | | | | idem | | idem | | idem | | idem | | | |
| 22 16-juil sam | idem | | | | | | | | | | idem | | idem | | idem | | idem | | | |
| 23 17-juil dim | Louga → Kadiack | | | | | | | | | | | | | | | | Bamako → Dakar Paris → Dakar | | | |
| 24 18-juil lun | Etude des sites (Kadiack) | | | | | | | | | | Accompagner (a) | | Etude des sites (Kadiack) | | Accompagner (c) | | Collecte des informations sur l'éducation, Etude des sites (Kadiack) | | Accompagner (e) Accompagner (a) Accompagner (c) | |
| 25 19-juil mar | idem | | | | | | | | | | Kadiack → Dakar | | Etude sur la construction/architecture | | idem | | idem | | idem | |
| 26 20-juil mer | idem | | | | | | | | | | Etude sur la construction/architecture (Dakar) | | idem | | idem | | idem | | idem | |
| 27 21-juil jeu | idem | | | | | | | | | | Dakar → Kadiack | | idem | | idem | | idem | | idem | |
| 28 22-juil ven | idem | | | | | | | | | | Accompagner (a) | | idem | | idem | | idem | | Accompagner (c) Dakar → Bamako | |
| 29 23-juil sam | idem | | | | | | | | | | Kadiack → Dakar | | idem | | idem | | idem | | idem | |
| 30 24-juil dim | Rangement des documents recueillis | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 31 25-juil lun | Discussion avec le Ministère de l'éducation | | | | | | | | | | Discussion avec le Ministère de l'éducation | | Etude des sites (Kadiack) | | Etude des sites (Kadiack) | | Collecte des informations sur l'éducation, Etude des sites (Kadiack) | | Accompagner (e) Accompagner (a) | |
| 32 26-juil mar | idem | | | | | | | | | | idem | | idem | | idem | | idem | | idem | |
| 33 27-juil mer | idem | | | | | | | | | | idem | | idem | | idem | | idem | | idem | |
| 34 28-juil jeu | idem | | | | | | | | | | idem | | idem | | idem | | idem | | idem | |
| 35 29-juil ven | Signature des notes techniques | | | | | | | | | | Signature des notes techniques | | idem | | idem | | idem | | idem | |
| 36 30-juil sam | Etude sur la construction/architecture, Elaboration d'un projet de notes techniques | | | | | | | | | | | | idem, Départ de Dakar → | | idem | | idem | | → Arrivée à Paris, Départ de Paris → → Arrivée à Nanba | |
| 37 31-juil dim | Rangement des documents recueillis | | | | | | | | | | | | → Arrivée à Paris, Départ de Paris → | | idem | | | | | |
| 38 1-août lun | Compte-rendu au Bureau de la JICA, Départ de Dakar → | | | | | | | | | | | | → Arrivée à Nanba | | Accompagner (a) | | | | | |
| 39 2-août mar | → Arrivée à Paris, Départ de Paris → | | | | | | | | | | | | | | idem | | | | | |
| 40 3-août mer | → Arrivée à Nanba | | | | | | | | | | | | | | idem | | | | | |

(2) Etude pour la présentation du rapport abrégé du concept sommaire (10 Décembre au 23 Décembre, 2011)

| Date | JICA Sénégal | | a | | b | | c | | | | |
|------|-------------------------------|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|--|--------------------------------|----------------|--|
| | Chef de mission | | Gestion du projet | | Chef de projet / plan d'installations | | Chef de projet adjoint/ Plan d'architecture I | | Interprète | | |
| | M. Kazunao SHIBATA 4 jours | | M. Takao MARUYAMA 4 jours | | M. Hiroyuki YOSHIKAWA 14 jours | | M. Junichi YOKOBORI 14 jours | | Mme. Hiromi TANAKA 14 jours | | |
| 1 | 10-Dec | S | | | Départ de Narita 21:55 (AF277) → | | | | | | |
| 2 | 11-Dec | D | | | → Paris 4:20 Paris 16:25 (AF718) → Arrivée à Dakar 21:05 | | | | | | |
| 3 | 12-Dec | L | | | Visite officielle au bureau JICA, Enquête relative aux sous-traitances de mission APD et AO. | | | | accompagner(a) | | |
| 4 | 13-Dec | Ma | | | Déplacement à Louga. Présentation sommaire du projet à l'IA LOUGA | | | | accompagner(a) | | |
| 5 | 14-Dec | Me | | | Déplacement à Kaolack. Présentation sommaire du projet à l'IA KAOLACK | | | | accompagner(a) | | |
| 6 | 15-Dec | J | | | Enquête relative aux sous-traitances de mission APD et AO, Enquêtes complémentaires. | | | | accompagner(a) | | |
| 7 | 16-Dec | V | | | idem | | | | accompagner(a) | | |
| 8 | 17-Dec | S | | | Enquête relative aux sous-traitances de mission APD et AO. | | | | accompagner(a) | | |
| 9 | 18-Dec | D | | | Rangement des documents recueillis | | | | | | |
| 10 | 19-Dec | L | Visite officielle au Ministère de l'Education et au Ministère de l'Economie et des Finances, Discussion PV | | | Enquête relative aux sous-traitances de mission APD et AO. | | | | accompagner(a) | |
| 11 | 20-Dec | Ma | Discussion PV avec le Ministère de l'Education | | | Enquête relative aux sous-traitances de mission APD et AO. | | | | accompagner(a) | |
| 12 | 21-Dec | Me | Discussion PV avec le Ministère de l'Education | | | Départ de Dakar 23:40 (AF719) → | | | | accompagner(a) | |
| 13 | 22-Dec | J | Signature PV | | | → Paris 6:05 Paris 13:35 (AF276) → | | | | | |
| 14 | 23-Dec | V | | | → Arrivée à Narita 9:10 | | | | | | |

(3) Explication sur le terrain du document de base de l'appel d'offre (3 Avril au 27 Avril, 2012)

| Date | a | | b | | c | |
|------|-------------------------------------|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------|--|
| | Chef du Projet, Plan d'installation | | Chef de projet adjoint, Plan d'architecture 1 | | Interprète | |
| | Hiroyuki YOSHIKAWA 14 jours | | Junichi YOKOBORI 14 jours | | Hiromi TANAKA 13 jours | |
| 1 | 3-avr. | mar | | Départ de Narita →Dubai | | |
| 2 | 4-avr. | mer | | Départ de Dubai→Dakar | | |
| 3 | 5-avr. | jeu | | Préparation de dossier Avant Projet Détaillé | | |
| 4 | 6-avr. | ven | | idem | | |
| 5 | 7-avr. | sam | | idem | | |
| 6 | 8-avr. | dim | | Rangement des documents recueillis | | |
| 7 | 9-avr. | lun | | Préparation de dossier Avant Projet Détaillé | | |
| 8 | 10-avr. | mar | | idem | | |
| 9 | 11-avr. | mer | | idem | | |
| 10 | 12-avr. | jeu | | idem | | |
| 11 | 13-avr. | ven | | idem | | |
| 12 | 14-avr. | sam | Départ de Narita →Paris | | Autre mission → Paris | |
| 13 | 15-avr. | dim | →Arrivée à Paris, Départ de Paris →Dakar | | →Arrivée à Paris, Départ de Paris →Dakar | |
| 14 | 16-avr. | lun | Visite de courtoisie au Bureau de la JICA | | Accompagner (a) | |
| 15 | 17-avr. | mar | Visite de courtoisie et explication de dossier Avant Projet Détaillé au Ministère de l' Education | | idem | |
| 16 | 18-avr. | mer | IA & IDEN de Louga (explication du dossier Avant Projet Détaillé) | | idem | |
| 17 | 19-avr. | jeu | IA et IDEN de Kaolack (explication du dossier Avant Projet Détaillé) | | idem | |
| 18 | 20-avr. | ven | Etude supplémentaire | | idem | |
| 19 | 21-avr. | sam | idem | | idem | |
| 20 | 22-avr. | dim | Rangement des documents recueillis | | Rangement des documents recueillis | |
| 21 | 23-avr. | lun | Discussion du notes techniques | | Accompagner (a) | |
| 22 | 24-avr. | mar | Signature des notes techniques Compte-rendu au Bureau de la JICA et à l'Ambassade du Japon, Visite des autres bailleurs de fonds | | idem | |
| 23 | 25-avr. | mer | Départ de Dakar → | | Départ de Dakar → | |
| 24 | 26-avr. | jeu | →Arrivée à Paris, Départ de Paris → | | →Arrivée à Paris, Départ de Paris → | |
| 25 | 27-avr. | ven | →Arrivée à Narita | | →Arrivée à Narita | |

Annexe 3 Liste des Parties Concernées

Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen - Secondaire et des Langues Nationales

| Nom | Organisations | Fonction |
|-------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| M. Mafakha TOURE | — | Secrétaire général |
| M. Djibril Ndiaye DIOUF | DPRE | Directeur |
| M. Idrissa BALDE | DPRE | Chef de Bureau Programmation |
| M. Ibrahima CISS | DPRE | Chef de Bureau Suivi des programmes de construction |
| M. Amadou Gueye SEYE | DPRE | Chef de bureau de la carte scolaire |
| M. Ousmane BASS | DPRE | Chef de bureau statistique scolaire |
| M. Elhadji NDIAYE | Bureau du suivi du Ministère | Chef du bureau du suivi du Ministère |
| M. Mame Moussé NDOYE | DAGE | Directeur (ancien) |
| M. Adama DIOUARA | DAGE | Directeur (ancien) |
| M. Cheikh GAYE | DAGE | Directeur |
| M. Mamadou DIA | DAGE | Chef de division des marchés |
| M. Ousmane DIOP | DCS | Directeur |
| M. Mamadou WONE | DEqSc | Directeur |
| M. Sambe Yeis DIOP | DEE | Inspecteur |
| M. Ibrahima NDOUR | DEMSG | Directeur |
| M. Abdoulaye Djiby TALL | DEMSG | Chef de bureau curriculum |
| M. Mandione MBENGUE | Direction de la Formation et de la Communication | Directeur adjoint |
| M. Moustapha TOURE | Secrétariat permanent Curriculum de l'éducation de base | Secrétaire exécutif |
| M. Baba Yacine NDIAYE | Direction des examens et concours | Directeur |

Inspections d'Académie : IA

| | | |
|-------------------------|------------|--------------------------------|
| M. Lamine SARR | IA Louga | Inspecteur d'Académie |
| M. Boubacar SOW | IA Louga | Adjoint IA |
| M. Mor DIENG | IA Louga | Planificateur |
| M. Maurice Ndiné WARORE | IA Kaolack | Inspecteur d'Académie (ancien) |
| M. Faye NGARY | IA Kaolack | Inspecteur d'Académie |

| | | |
|----------------|------------|-------------------------------|
| M. Mbaye BABOU | IA Kaolack | Inspecteur d'Académie adjoint |
| M. Mbaye SECK | IA Kaolack | Planificateur |

Inspections Départementales de l'Education Nationale: IDEN

| | | |
|---------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| M. Hamady KEBE | IDEN Louga | Inspecteur départemental |
| M. Cheikhou Hmadou THIAM | IDEN Louga | Planificateur |
| M. Ibrahima LO | IDEN Linguere | Planificateur |
| M. Birane TINE | IDEN Kébémér | Inspecteur départemental |
| M. Djibril BA | IDEN Kébémér | Planificateur |
| M. Momath DRAME | IDEN Nioro du Rip | Inspecteur départemental |
| M. Souleymane DIARISSO | IDEN Nioro du Rip | Inspecteur départemental adjoint |
| M. Elhadji Malick SY | IDEN Nioro du Rip | Planificateur |
| M. Abdoulaye Alpha NIASSE | IDEN Guinguinéo | Planificateur |
| M. Alioune Sylla SECK | IDEN Kaolack Département | Inspecteur départemental |
| M. Ibrahima SENE | IDEN Kaolack Département | Planificateur |
| M. Ibrahima SEYDI | IDEN Kaolack Commune | Inspecteur départemental |
| M. Mamadou MANE | IDEN Kaolack Commune | Planificateur |

Ministère de l'Economie et des Finances

| | | |
|----------------------|------|----------------------|
| M. Massar WAGUE | DCEF | Directeur |
| Mme Fanta Seck SAKHO | DCEF | Chargée de programme |

Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique

| | | |
|---------------|-----|--|
| M. Mohamed BA | DCS | |
|---------------|-----|--|

Ambassade du Canada

| | | |
|----------------------|-------------------------------------------------------------|--|
| Mr. Ivan ROBERTS | Conseiller (coopération), Directeur Programme du Sénégal | |
| Mme Marie-Eve FORTIN | Deuxième secrétaire | |

Agence Française de Développement: AFD

| | | |
|-----------------------------|-------------------|--|
| M. Jean-Christophe PECRESSE | Directeur adjoint | |
| M. Ibrahima DIALLO | agent | |
| M. Daniel DUPETY | Consultant | |

USAID

| | | |
|-------------------|----------------|-------------|
| M. Rape Momar SOW | Education Team | Team Leader |
|-------------------|----------------|-------------|

KFW

| | | |
|------------------|---|--------------------------|
| Mme Marième KANE | - | Assistante de Programmes |
|------------------|---|--------------------------|

ONG

| | | |
|-------------------|----------------|-----------------------------------------------------------------|
| M. Diodio NDIAYE | ANAFI | Responsable administratif-financier et suivie des projets |
| M. Ibra SENE | CEDEP | Président |
| M. Ousmane DIALLO | Aide et Action | Coordinateur du bureau national |

Ambassade du Japon au Sénégal

| | | |
|--------------------|---------------------|--|
| M. Tomoyuki ONO | Premier secrétaire | |
| M. Takao AIKAWA | Deuxième secrétaire | |
| M. Kosei BANURA | Deuxième secrétaire | |
| Mme. Miyuki Hamada | | |

Bureau de la JICA au Sénégal

| | | |
|--------------------|----------------------------------|--|
| M. Hisatoshi OKUBO | Représentant résident | |
| M. Shinji UMEMOTO | Représentant résident adjoint | |
| M. Kazunao SHIBATA | Représentant résident adjoint | |
| M. Takao MARUYAMA | Adjoint au Représentant résident | |

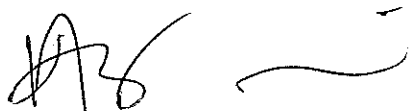
**PROCES VERBAL DES DISCUSSIONS
RELATIVES A
L'ETUDE PREPARATOIRE DU
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ACCUEIL ET
D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT SCOLAIRE
DANS L'ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE ET MOYEN
DANS LES RÉGIONS DE LOUGA ET KAOLACK
EN RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**

En réponse à la requête présentée par le gouvernement de la République du Sénégal (ci-après désignée « le Sénégal »), le gouvernement du Japon a décidé d'effectuer une étude préparatoire de la coopération pour le « Projet de renforcement des capacités d'accueil et d'amélioration de l'environnement scolaire dans l'enseignement élémentaire et moyen dans les régions de Louga et Kaolack » (ci-après désigné « le Projet ») et a confié la mise en œuvre de l'étude à l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (ci-après désignée « la JICA »).

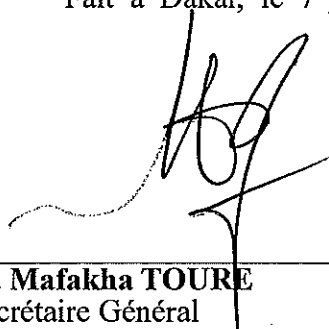
La JICA a envoyé au Sénégal une mission d'étude préparatoire dirigée par Monsieur Kazuhiro TAMBARA, Directeur de la 2^{ème} Section d'enseignement de base, Groupe d'enseignement de base, Département de développement humain de la JICA (ci-après désignée « la Mission »), qui y séjournera du 25 juin au 1^{er} août 2011.

A l'issue des discussions avec les différentes parties prenantes et de l'étude sur le terrain, les deux parties ont confirmé les principaux éléments indiqués dans l'Appendice.

Fait à Dakar, le 7 juillet 2011



M. Kazuhiro TAMBARA
Chef de Mission
Etude préparatoire
Agence Japonaise de Coopération
Internationale (JICA)
Japon



M. Mafakha TOURE
Secrétaire Général
Ministère de l'Enseignement Elémentaire,
du Moyen Secondaire et des Langues
Nationales
République du Sénégal



M. Massar WAGUE
Directeur de la Coopération Economique
et Financière
Ministère de l'Economie et des Finances
République du Sénégal

APPENDICE

1. Objectif du Projet

L'objectif du présent Projet est d'améliorer l'accès à l'enseignement de base et l'environnement scolaire de l'enseignement élémentaire et du moyen dans les régions de Louga et de Kaolack, à travers l'extension/remplacement des infrastructures scolaires et l'approvisionnement du mobilier scolaire.

2. Organisme responsable et organisme d'exécution du Projet du pays bénéficiaire

- 2.1. L'organisme responsable du Projet est la Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education (DPRE) du Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues Nationales du Sénégal.
- 2.2. L'organisme d'exécution du Projet est la Direction de l'Administration Générale et de l'Équipement (DAGE) du Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues Nationales du Sénégal. La Direction de la Construction Scolaire (DCS) et la Direction des Equipements Scolaires (DEqSc) dudit ministère collaboreront au Projet lors de sa mise en œuvre.

3. Sites faisant l'objet du Projet

- 3.1. Les sites faisant l'objet du Projet se situent dans les régions de Louga et de Kaolack.
- 3.2. Concernant les écoles cibles du Projet, la partie sénégalaise a consenti à ce que la sélection des sites soit faite par la partie japonaise parmi les établissements figurant dans la liste indiquée en **Annexe 1**, selon l'ordre de priorité mentionné dans ladite liste, et en fonction des résultats de l'analyse effectuée au Japon à la suite de la présente étude.

4. Composantes du Projet

- 4.1. A l'issue des discussions, les composantes suivantes ont été présentées comme requête définitive par la partie sénégalaise : salle de classe, bloc administratif, bloc d'hygiène et mobilier scolaire. Les deux parties ont consenti que la salle spécialisée et l'équipement scolaire ne font pas l'objet du Projet.
- 4.2. Les deux parties se sont mises d'accord pour donner la priorité à la construction de salles de classe et à l'approvisionnement du mobilier scolaire (tableau noir, table banc). D'autres composantes sollicitées par la partie sénégalaise (bloc d'hygiène et bloc administratif) seront examinés sur la base des résultats de l'étude des sites. En cas de nouvelle construction, le paquet complet (salle de classe et mobilier scolaire, y compris bloc d'hygiène et bloc administratif) sera à planifier.
- 4.3. Pour ce qui concerne les sites nécessitant un point d'eau et/ou le mur clôture, la partie sénégalaise prendra en charge leur construction.

4.4. La nécessité et le plan de mise en œuvre des composantes soft seront examinés suite aux résultats de l'étude.

5. Système de la coopération financière non remboursable du Japon

5.1. La partie sénégalaise a pris bonne connaissance du système de la coopération financière non remboursable pour le développement communautaire du Japon, mentionné dans les **Annexes 4, 5, 6 et 7**.

5.2. La partie sénégalaise prendra des mesures nécessaires comme mentionnées dans l'**Annexe 8** pour un bon déroulement du Projet, au cas où le Projet serait exécuté dans le cadre de l'Aide financière non remboursable du Japon.

6. Cadre de la mise en œuvre du Projet

La Mission a donné des explications sur le cadre de la mise en œuvre du Projet comme suit :

6.1. Après l'approbation de l'aide financière non remboursable par le Conseil des ministres au Japon, l'Echange de Notes (E/N) sera signé entre le gouvernement du Japon et le gouvernement du Sénégal, puis l'Accord de Don (A/D) entre la JICA et le gouvernement du Sénégal. L'Accord de Don (A/D) détermine les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre du Projet, telles que les conditions de paiement, les obligations du pays bénéficiaire et les conditions d'approvisionnement, etc.

6.2. Après la signature de l'Echange de Notes (E/N) et de l'Accord de Don (A/D), le gouvernement sénégalais conclura l'Accord d'Agent avec l'Agent d'approvisionnement japonais.

7. Comité consultatif

7.1. Les deux parties ont consenti à la mise en place du comité consultatif composé des représentants des organismes concernés sénégalais et de la JICA en vue d'un bon déroulement du Projet. Les membres de ce comité sont les suivants :

- (1) Représentants du Ministère de l'Enseignement Elémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues Nationales.
- (2) Représentants du Ministère de l'Economie et des Finances.
- (3) Représentants du Bureau de la JICA au Sénégal.

7.2. Le comité consultatif sera convoqué régulièrement afin de discuter tous les points suggérés en rapport avec le Projet, tels que l'état d'avancement, les points techniques à vérifier et ceux de l'approvisionnement.

8. Calendrier de l'étude (projet)

- 8.1. La Mission poursuivra l'étude jusqu'au 1^{er} août 2011 pour confirmer les spécifications techniques des composantes, vérifier l'état de présentation des attestations de la propriété des terrains, et collecter des informations nécessaires. Ces résultats seront rapportés dans les notes techniques.
- 8.2. Sur la base des résultats de l'étude au Sénégal, la Mission procédera à l'analyse au Japon jusqu'au mois de novembre environ. La JICA enverra au Sénégal une mission d'étude d'explication du projet de rapport de l'étude préparatoire vers le mois de décembre 2011.
- 8.3. Après la deuxième analyse au Japon, la Mission se rendra au Sénégal vers le mois d'avril 2012 afin d'expliquer le document de référence pour l'appel d'offres.
- 8.4. La Mission a expliqué que le calendrier mentionné ci-dessus pourrait être modifié en fonction du plan budgétaire du gouvernement du Japon, et la partie sénégalaise l'a accepté.

9. Autres points discutés

- 9.1. La partie sénégalaise devra gérer et maintenir de façon appropriée les infrastructures scolaires qui seront construits dans le cadre du Projet.
- 9.2. La partie sénégalaise s'est engagée à affecter des enseignants adéquatement après la mise en œuvre du Projet.
- 9.3. La partie sénégalaise s'est engagée à prendre des mesures de sécurité suffisantes en faveur des ressortissants japonais concernés du présent Projet.
- 9.4. La partie sénégalaise s'est engagée à fournir les données, les informations et les documents nécessaires pour la présente étude.
- 9.5. La partie sénégalaise s'est engagée à fournir les documents attestant l'attribution légale de terrains des écoles concernées (plan cadastral, acte de délibération ou attestation délivrée par la collectivité locale) auprès de la Mission ou du Bureau de la JICA au Sénégal avant le 23 juillet 2011.
- 9.6. Le per diem ainsi que les frais de transport et d'hébergement des personnels sénégalais pour la mise en œuvre de l'étude et du projet, seront pris en charge par la partie sénégalaise.
- 9.7. En ce qui concerne l'intitulé du projet, les deux parties se sont mises d'accord pour le changer, de « Projet de renforcement des capacités d'accueil d'amélioration d'environnement scolaire dans l'enseignement élémentaire et moyen dans les régions de Louga et Kaolack » en « Projet de construction de salles de classe pour l'enseignement élémentaire et moyen dans les régions de Louga et de Kaolack » en vue de l'adopter au mieux aux circonstances réelles.



- Annexe 1** : Liste des écoles demandées et ordre de priorité
- Annexe 2** : Plans de localisation des écoles demandées
- Annexe 3** : Critères de sélection des sites faisant l'objet du Projet
- Annexe 4** : Aperçu du système de coopération financière non remboursable pour le développement communautaire
- Annexe 5** : Schéma d'exécution de l'Aide financière non remboursable pour le développement communautaire
- Annexe 6** : Procédures relatives à l'exécution du projet sous le système de l'aide financière non remboursable pour le développement communautaire
- Annexe 7** : Circuit du fonds relatif à l'exécution du projet sous le système de l'aide financière non remboursable pour le développement communautaire
- Annexe 8** : Principales mesures à prendre par chaque gouvernement

Liste des Ecoles Retenues LOUGA

| ID | N° | IDEN | Collectivité locale | Etablissement |
|--------|----|----------|----------------------|---------------------|
| LO-08M | 1 | Linguère | Comm Dahra | CEM FA DE DAHRA |
| LO-09M | 2 | Linguère | CR Dodji | CEM KADJI MADIA |
| LO-10M | 3 | Linguère | CR Dodji | CEM DODJI |
| LO-11M | 4 | Linguère | CR Déaly | CEM DEALY |
| LO-12M | 5 | Linguère | Comm Dahra | CEM DAHRA COMMUNE |
| LO-13M | 6 | Linguère | CR Barkédji | CEM BARKEDJI |
| LO-01 | 7 | Linguère | Com Dahra | DAHRA MONTAGNE |
| LO-02 | 8 | Linguère | Com Linguère | LINGUERE 5 |
| LO-14M | 1 | Louga | Comm Louga | CEM TOUBA SERAS |
| LO-15M | 2 | Louga | CR Sakal | CEM BARALE |
| LO-16M | 3 | Louga | Comm Louga | CEM LOUGA COMMUNE 2 |
| LO-17M | 4 | Louga | Koki | CEM KOKI |
| LO-18M | 5 | Louga | CR Keur Momar Sarr | CEM KEUR MOMAR SARR |
| LO-19M | 6 | Louga | CR Pété Ouarack | CEM PETE OUARACK |
| LO-03 | 7 | Louga | Comm Louga | FA Montagne Nord |
| LO-04 | 8 | Louga | CR Nguer Malal | Nayobé |
| LO-20M | 1 | Kébémér | CR Darou Mousty | CEM KANENE NDIQB |
| LO-21M | 2 | Kébémér | CR Darou Mousty | CEM DAROU MOUSTY 2 |
| LO-22M | 3 | Kébémér | Comm Kébémér | CEM KEBEMER 2 |
| LO-23M | 4 | Kébémér | Comm Kébémér | CEM FA DE KEBEMER |
| LO-24M | 5 | Kébémér | CR Diokoul Diawrigne | CEM DIOKOUL |
| LO-25M | 6 | Kébémér | CR Sagatta Gueth | CEM SAGATTA GUETH |
| LO-05 | 7 | Kébémér | CR Ngourane | FA Ngourane |
| LO-06 | 8 | Kébémér | CR Ndande | Ndande 5 |
| LO-07 | 9 | Kébémér | CR Darou mousty | Mbéguéré |

NB: le Numero correspond a l'ordre de priorite dans chaque IDEN

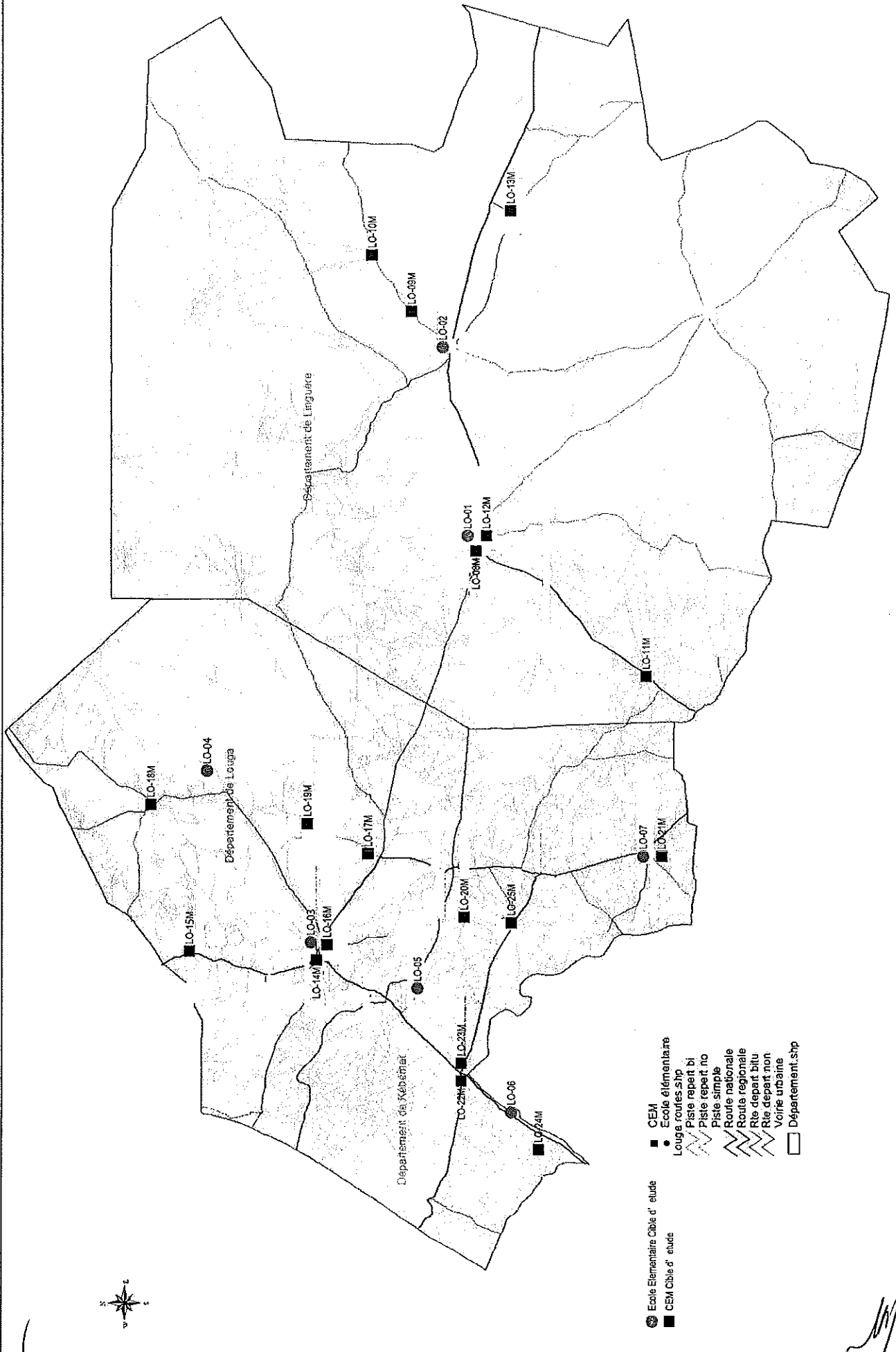
Liste des Ecoles Retenues KAOLACK

| ID | N° | IDEN | Collectivité locale | Etablissement |
|--------|----|----------------|---------------------|---------------------------|
| KA-01M | 1 | Kaolack-Départ | CR Thiaré | CEM THIARE |
| KA-02M | 2 | Kaolack-Départ | CR Keur Baka | CEM KEUR BAKA |
| KA-03M | 3 | Kaolack-Départ | CR Latmingué | CEM KOUMBAL |
| KA-04M | 4 | Kaolack-Départ | CR Ndiafate | CEM THIOFFIOR |
| KA-05M | 5 | Kaolack-Départ | COM NDOFFANE | CEM NDOFFANE |
| KA-06M | 6 | Kaolack-Départ | CR Ndiebel | CEM KEUR BAGNE DIOP |
| KA-07M | 7 | Kaolack-Départ | CR Latmingué | CEM KEUR ALY BASSINE |
| KA-08M | 1 | Guinguinéo | CR NDIAGO | CEM NDIAGO |
| KA-09M | 2 | Guinguinéo | CR NGATHIE | CEM NGATHIE |
| KA-10M | 3 | Guinguinéo | CR NGATHIE | CEM NGOLOUM |
| KA-11M | 4 | Guinguinéo | CR OUROUR | CEM FASS |
| KA-12M | 5 | Guinguinéo | CR OUROUR | CEM COLOBANE MANDE |
| KA-13M | 6 | Guinguinéo | CR GAGNICK | CEM OUROUR |
| KA-14M | 7 | Guinguinéo | CR KHELCOM | CEM SATE WALY |
| KA-15M | 8 | Guinguinéo | COM GUINGUINEO | NOUVEAU CEM DE GUINGUINEO |
| KA-16M | 1 | Nioro du Rip | GAINTH KAYES | CEM MISSIRAH NIORO |
| KA-17M | 2 | Nioro du Rip | GAINTH KAYES | CEM GAINTH KAYES |
| KA-18M | 3 | Nioro du Rip | MEDINA SABAKH | CEM KEUR AYIB POSTE |
| KA-19M | 4 | Nioro du Rip | COMMUNE NIORO | CEM DAROU SALAM |
| KA-20M | 5 | Nioro du Rip | PAOSKOTO | CEM DE GAPAKH |
| KA-21M | 6 | Nioro du Rip | PROKHANE | CEM KEUR MOUSSA FRONTIERE |
| KA-22M | 7 | Nioro du Rip | PAOSKOTO | CEM DE KABACOTO |
| KA-23M | 1 | Kaolack-com | Com Kaolack | CEM/ NDANGANE |
| KA-24M | 2 | Kaolack-Com | Com Kaolack | CEM CAMP DE GARDE |
| KA-25 | 3 | Kaolack-Com | Com Kaolack | FA SAM (Elémentaire) |

NB: le Numero correspond a l'ordre de priorite dans chaque IDEN

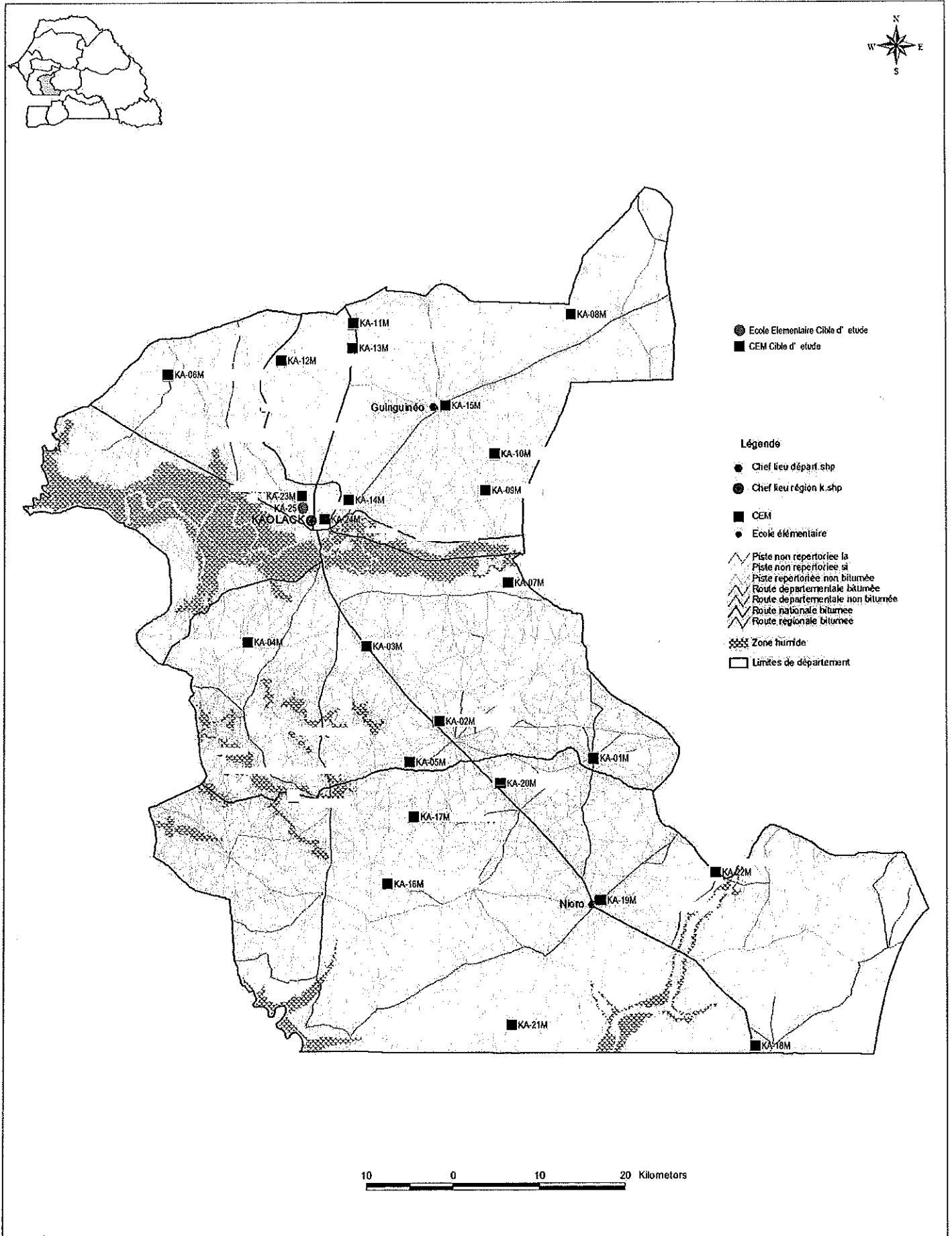


Localisation des sites d'intervention du Projet JICA VII





Localisation des sites d'intervention du projet JICA VII



Handwritten signature

Handwritten signature

Annexe 3 : Critères de sélection des sites faisant l'objet du Projet

- (1) Ecole/collège dont le besoin en salles de classe est confirmé;
- (2) Ecole/collège pour lequel la construction de salles de classe par d'autres bailleurs de fonds ou ONG n'est planifié;
- (3) Ecole/collège pour lequel les enseignants en nombre suffisant peuvent être affectés et dont les ressources financières pour la gestion d'établissement sont disponibles et la collaboration des acteurs d'écoles peut être obtenue pour la maintenance des infrastructures construites ;
- (4) Ecole/collège où une pièce attestant de l'attribution légale du terrain ou du droit d'utilisation du terrain est disponible ;
- (5) Ecole/collège dont les conditions topographiques sont favorables et la superficie est suffisante pour la construction de salles de classe ;
- (6) Ecole/collège où il n'y a pas de maisons d'occupation illégale et d'autre obstacle pour la construction ;
- (7) Ecole/collège dont la voie d'accès pour l'amenée du matériel et des matériaux de construction est en bonne condition ;
- (8) Ecole/collège où il n'y a pas de problème de sécurité ;
- (9) Ecole/collège dont les conditions géotechniques sont favorables;
- (10) Ecole/collège où il n'y a pas de risque de calamité naturelle.

Annexe 4 : Aperçu du système de coopération financière non-remboursable pour le développement communautaire

(Provisoire)

Le Gouvernement du Japon (ci-après dénommé « le GDJ ») est en train de mettre en place des réformes organisationnelles pour améliorer la qualité des opérations APD, et comme partie de cette réorganisation, la nouvelle réglementation de la JICA est entrée en vigueur à partir du 1^{er} Octobre 2008. Sur la base de la loi et la décision du Gouvernement du Japonais (ci-après dénommé « le GDJ »), la JICA est devenue l'Agence d'Exécution de l'Aide Non-Remboursable au Développement Communautaire (Ci-après dénommée « l'ADC »).

L'Aide Non-Remboursable pourvoit le Gouvernement du Pays bénéficiaire (ci-après dénommé « le Bénéficiaire ») de fonds non-remboursables pour obtenir des installations, des équipements et services (services d'ingénierie et de transport de produits, etc.) pour le développement économique et social du pays suivant les principes en accord avec les lois et les règlements applicables du Japon. L'Aide Non-Remboursable ne fait pas de dons matériels en tant que tels.

1. Procédures de l'ADC

L'ADC s'exécute selon les procédures suivantes :

| | |
|--------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Demande | Requête formulée par le pays bénéficiaire |
| Etude | Etude préparatoire conduite par la JICA |
| Evaluation et Approbation | Evaluation par le Gouvernement du Japon et la JICA, et Approbation par le Cabinet Ministériel du Japon |
| Détermination de la Mise en œuvre | Les Notes (Ci-après dénommés « E/N ») échangées entre les Gouvernements du Japon et du Pays bénéficiaire |
| Accord de Don (ci-après dénommé « l'A/D ») | Accord conclu entre la JICA et le Pays bénéficiaire |
| Exécution | Exécution du Projet sur la base de l'A/D |

Tout d'abord, une demande ou requête pour un Projet ADC est soumise par le Bénéficiaire et examinée par le Gouvernement du Japon (le Ministère des Affaires Etrangères) pour déterminer si le Projet est éligible pour l'ADC.

Deuxièmement, si la requête est jugée appropriée, le Gouvernement du Japon charge la JICA (Agence Japonaise de Coopération Internationale) de mener l'Etude Préparatoire, utilisant une firme japonaise de consulting.

Troisièmement, le Gouvernement du Japon et la JICA évaluent le Projet pour voir s'il convient à l'ADC du Japon, sur la base du rapport de l'Etude Préparatoire conduite par la JICA, et les résultats sont alors soumis au Cabinet ministériel du Japon pour approbation.

Quatrièmement, le Projet, une fois approuvé par le Cabinet, devient officiel avec les Echanges de Notes (E/N) signées par les Gouvernements du Japon et du Bénéficiaire.

Simultanément, l'Aide est rendu disponible par la conclusion de l'Accord de Don (Ci-après dénommé « A/D ») entre le Gouvernement du Pays bénéficiaire ou son autorité désignée et l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA). La JICA est désignée par le Gouvernement du Japon comme l'organisation responsable de l'exécution convenable de l'Aide.

L'Agent d'Approvisionnement (« l'Agent ») est désigné pour conduire les services d'approvisionnement des produits et services (y compris la gestion des fonds, la préparation des offres, les contrats et ainsi de suite) pour l'ADC au nom du Bénéficiaire. L'Agent est une entité impartiale et spécialisée et doit rendre les services suivant l'Accord d'Agent avec le Bénéficiaire. L'Agent est recommandé au Bénéficiaire par le Gouvernement du Japon et convenu par les deux Gouvernements dans le Procès Verbal Signé (« PV/S »).

2. Etude Préparatoire

1) Contenu de l'Etude

Le but de l'Etude Préparatoire (« l'Etude »), conduite par la JICA sur un Projet demandé (« le Projet »), est de produire un document de base nécessaire pour l'évaluation du Projet par le Gouvernement du Japon et la JICA. Le contenu de l'Etude est le suivant :

- (1) Confirmation du contexte, des objectifs et des avantages du Projet ainsi que la capacité institutionnelle des agences et communautés concernées du pays bénéficiaire, nécessaires à l'exécution du Projet.
- (2) Evaluation de l'opportunité du Projet à être exécuté suivant le système de l'Aide Non-Remboursable au Développement Communautaire d'un point de vue technique, social et économique ;
- (3) Confirmation des points convenus par les deux parties concernant le concept de base du Projet;

- (4) Préparation d'un concept sommaire du Projet;
- (5) Estimation des coûts du Projet; et
- (6) Préparation des documents de référence pour l'appel d'offres.

Le contenu de la requête originale par le Gouvernement du pays bénéficiaire n'est pas nécessairement approuvé dans sa forme initiale comme contenu du projet de l'Aide Non-Remboursable. Le concept de base du Projet est confirmé par rapport aux directives du système d'Aide Non-Remboursable du Japon.

La JICA demande au Gouvernement du pays bénéficiaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer son auto-dépendance dans l'exécution du Projet. De telles mesures doivent être garanties même si elles sortaient hors du cadre de la juridiction de l'organisation du pays bénéficiaire qui exécute en fait le Projet. Par conséquent, l'exécution du Projet est confirmée par toutes les organisations compétentes du pays bénéficiaire à travers les PV de Discussions.

2) Sélection des Consultants

Pour une bonne exécution de l'Etude, la JICA utilise les firmes de consultation reconnues. La JICA choisit les firmes sur la base des propositions soumises par celles intéressées. La firme choisie mènera une Etude Préparatoire et fera un rapport écrit, en se basant sur les termes de référence de la JICA. La firme de consultation utilisée pour l'Etude est désignée comme le Consultant japonais responsable (ci-après dénommé le « Consultant Japonais ») pour entreprendre la supervision des travaux de construction du Projet sous l'Agent afin de garder la consistance technique. Le Consultant japonais doit organiser une équipe compétente de supervision de la construction en utilisant les consultants locaux.

3) Résultat de l'Etude

Le rapport de l'Etude est révisé par la JICA. Après avoir confirmé l'opportunité et la faisabilité du Projet, la JICA demande au Gouvernement du Japon d'évaluer la réalisation du Projet.

3. Mise en œuvre de l'ADC après l'E/N et l'A/D

1) Exchange de Notes (E/N) et Accord de Don (A/D)

Une fois que le Projet est approuvé par le Cabinet des Ministres du Japon, l'E/N est signée entre le GDJ et le Gouvernement du pays bénéficiaire avec promesse

d'assistance, suivi de la conclusion de l'A/D entre la JICA et le Gouvernement du pays bénéficiaire pour définir les différents articles nécessaires à l'exécution du Projet, tels que les conditions de paiement, les responsabilités du Gouvernement du pays bénéficiaire, et les conditions d'approvisionnement.

2) Détails de procédure

Les détails de procédure sur les produits et services d'approvisionnement sous l'ADC seront convenus entre le bénéficiaire et la JICA au moment de la signature de l'A/D. Les points essentiels à convenir sont résumés comme suit :

- a) La JICA exécute le Don en payant le montant convenu dans l'E/N et prête une attention particulière pour assurer la responsabilité financière sur l'utilisation effective et convenable du Don pour le Projet.
- b) Les produits et services doivent être obtenus et fournis en accord avec les « Directives d'Approvisionnement de l'Aide au Développement du Japon (Type I-C) ».
- c) Le Gouvernement du pays bénéficiaire doit conclure un contrat de travail avec l'Agent.
- d) Le Gouvernement du pays bénéficiaire doit désigner l'Agent comme le représentant agissant au nom du Gouvernement du pays bénéficiaire pour tous les transferts de fonds à l'Agent.

3) Les Points Focaux des « Directives d'Approvisionnement de l'Aide Non-Remboursable du Japon (Type I-C) » de la JICA

a) L'Agent

L'Agent est une entité qui fournit des services d'approvisionnement de produits et services au nom du Bénéficiaire selon l'Accord d'Agent avec le Bénéficiaire. L'Agent est recommandé au Bénéficiaire par le Gouvernement du Japon et convenu entre les deux Gouvernements en PV/S.

b) Accord d'Agent

Le Bénéficiaire doit conclure un Accord d'Agent, dans les deux (2) mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'A/D, en accord avec le PV/S. L'étendue des services de l'Agent doit être clairement spécifiée dans l'Accord d'Agent.

c) Approbation de l'Accord d'Agent

L'Accord d'Agent qui est préparé en deux documents identiques, doit être soumis à

la JICA par le Bénéficiaire à travers l'Agent. La JICA confirme si l'Accord d'Agent est conclu en conformité avec l'E/N, l'A/D, et les Directives d'Approvisionnement de l'Aide Non-Remboursable au Développement Communautaire du Japon, et approuve l'Accord. L'Accord d'Agent qui est conclu entre le Bénéficiaire et l'Agent doit être effective après l'approbation sous forme écrite par la JICA.

d) Méthodes de paiements

L'Accord d'Agent doit stipuler que « pour tous les transferts de fond à l'Agent, le bénéficiaire désignera l'Agent pour agir au nom du bénéficiaire et émettra l'Autorisation de Déboursement Global « l'ADG ») pour faire le transfert de fond (Avances) du Compte d'Approvisionnement au Compte du Bénéficiaire. »

L'Accord d'Agent doit clairement préciser que le paiement à l'Agent doit se faire en yen japonais à partir des Avances et que le paiement final à l'Agent doit être fait lorsque le Montant total Restant est inférieur à 3% de l'Aide et de ses intérêts courus sans les frais de l'Agent.

e) Produits et Services Eligibles pour l'Approvisionnement

Les Produits et services à procurer doivent être choisis parmi ceux définis dans l'A/D.

f) Firme de Consultants

En principe, la firme de consultants (personnes physiques ou personnes juridiques, y compris des universités, ONGs et d'autres avec expertise et expériences) qui seront recrutés pour l'exécution de la conception détaillée et la supervision des travaux pour le Projet/ le Programme, pourront être des nationaux japonais recommandés par la JICA pour assurer la cohérence technique avec l'étude préparatoire et les autres études concernées et réalisées avant la signature de l'A/D.

g) Entreprises de Construction & de Fourniture

En principe, seuls les Entreprises de travaux de construction de nationalité du pays bénéficiaire pourraient contracter en tant qu'entreprises de construction à condition que l'entreprise satisfasse les conditions spécifiées dans les dossiers d'appel d'offre.

h) Méthode d'Approvisionnement

Au moment de la mise en œuvre de l'approvisionnement, une attention particulière



doit être accordée afin d'éviter une injustice entre les soumissionnaires éligibles pour l'approvisionnement des produits et services. A cette fin, une soumission compétitive devrait être employée en principe.

i) Dossiers d'Appel d'Offre

Les dossiers d'appel d'offre devraient contenir toutes les informations nécessaires pour permettre aux soumissionnaires de préparer des offres valides pour les services et produits à être procuré par l'ADC. Les droits et obligations du Bénéficiaire, de l'Agent et des Fournisseurs de produits et services doivent être stipulé dans les dossiers d'appel d'offre préparés par l'Agent. En plus de cela, les dossiers d'appel d'offre seront préparés en consultation avec le Bénéficiaire.

j) Examen de Pré-qualification des Soumissionnaires

L'Agent peut mener un examen de pré-qualification des soumissionnaires avant l'offre de sorte à ce que l'appel d'offre soit étendu seulement aux entreprises éligibles. L'examen de pré-qualification devra être fait seulement en considérant si tous les soumissionnaires potentiels ont la capacité de réaliser les dits-contrats sans faille. Dans ce cas, les points suivants devraient être pris en compte :

- (1) Expérience et Résultats passés obtenus dans des contrats similaires ;
- (2) Fondement des biens et propriété ou la crédibilité financière; et
- (3) Existence de bureaux, etc. à spécifier dans les dossiers d'appel d'offre.

k) Evaluation de l'Offre

L'évaluation de l'offre devrait être faite sur la base des conditions spécifiées dans les dossiers d'appel d'offres. Ces offres, conformes en substance aux spécifications techniques, et répondant aux autres stipulations des dossiers de l'offre, seront jugées en principe sur la base des prix soumis, et le soumissionnaire qui offrira le moindre coût sera attributaire.

L'Agent doit préparer un rapport détaillé d'évaluation de l'offre clarifiant les raisons du choix de l'offre retenue et la disqualification des autres et le soumettre au bénéficiaire pour obtenir sa confirmation avant de signer le contrat avec l'attributaire. L'Agent doit faire un rapport détaillé d'évaluation des offres, avant toute décision finale d'attribution, donnant les raisons d'acceptation ou de rejet des offres.

l) Approvisionnement supplémentaire

Si l'on découvre un approvisionnement supplémentaire après soumission compétitive et/ou sélective et/ou une négociation directe de contrat, et que le Bénéficiaire aimerait un approvisionnement supplémentaire, l'Agent est autorisé de faire un approvisionnement supplémentaire, en suivant les points mentionnés ci-dessous :

(1) Approvisionnement des mêmes produits et services

Lorsque les produits et services à obtenir en plus sont identiques à l'offre initiale et qu'une soumission compétitive est jugée désavantageuse, l'approvisionnement supplémentaire peut être exécuté par un contrat direct avec l'attributaire de l'offre initiale.

(2) Autres Approvisionnements

Lorsque les produits et services autres que ceux mentionnés ci-dessus en (1) doivent être obtenus, l'approvisionnement devrait être exécuté à travers une soumission compétitive. Dans ce cas, les produits et services pour l'approvisionnement supplémentaire doivent être choisis parmi ceux en accord avec l'E/N et l'A/D.

m) Conclusion des Contrats

Afin de procurer des produits et services en accord avec l'A/D, l'Agent doit conclure des contrats avec les entreprises choisies par soumission ou autres méthodes.

n) Termes de Paiement

Le contrat doit clairement spécifier les termes de paiement. L'Agent doit faire le paiement à partir des « Avances », contre dépôt de documents nécessaires par l'Entreprise sur la base des conditions spécifiées dans le contrat, après que les obligations de l'Entreprise aient été accomplies. Lorsque les services font l'objet d'approvisionnement, l'Agent peut payer en avance une certaine portion du montant du contrat aux entreprises à condition que de telles entreprises soumettent la garantie d'avance de paiement, égale au montant du paiement de l'avance par l'Agent.

4) Principales Mesures à prendre par le Gouvernement du Pays bénéficiaire

(a) Dans l'exécution d'un Projet d'Aide Non-Remboursable, il est requis au pays bénéficiaire d'entreprendre les mesures nécessaires suivantes :

(1) Obtenir des superficies de terrain nécessaires pour la mise en œuvre du Projet et déblayer les sites ;

(2) Fournir des installations pour la distribution de l'électricité, de l'eau et le drainage et autres installations accessoires nécessaires à la mise en œuvre du Projet hors du site en référence au point (a) ci-dessus ;

(3) Assurer le dédouanement rapide et assister au transport à l'intérieur du pays bénéficiaire et en cela assister au transport interne des produits ;

(4) S'assurer que les taxes douanières, les taxes internes et autres prélèvements fiscaux qui pourraient faire l'objet d'imposition dans le pays bénéficiaire pour l'achat des composantes aussi bien que l'emploi de l'Agent soient exonérées/supportées par son autorité désignée sans utiliser l'Aide et ses intérêts courus ;

(5) Accorder aux nationaux japonais et/ou aux nationaux de pays tiers, y compris ceux qui sont employés par l'Agent, dont les services seront nécessaires pour la fourniture des composantes, les facilités nécessaires pour leurs entrées et séjours dans le pays bénéficiaire, afin qu'ils puissent effectuer leur travail. (Le terme "nationaux" lorsque utilisé dans l'A/A signifie les personnes physiques japonaises ou les personnes morales japonaises contrôlées par des personnes physiques japonaises pour les nationaux japonais, et les personnes physiques ou morales des pays tiers pour les nationaux des pays tiers.);

(6) S'assurer que les installations et les composantes sont entretenues et utilisées convenablement et efficacement pour la réalisation du Projet;

(7) Supporter tous les frais, autres que ceux couverts par l'Aide et ses intérêts courus, nécessaires à la réalisation du Projet; et

(8) Accorder une pleine considération sociale et environnementale dans la réalisation du Projet.

(b) Sur demande de la JICA, le bénéficiaire doit fournir à la JICA toutes les informations nécessaires sur le Projet.

(c) Par rapport à l'expédition et l'assurance maritime des produits procurés par le Projet, le Bénéficiaire doit s'abstenir d'imposer des restrictions de tout genre qui pourraient empêcher une libre et juste compétition entre les compagnies d'assurance.

(d) les produits procurés par le Projet ne doivent pas être exportés ou réexportés à partir du pays bénéficiaire.

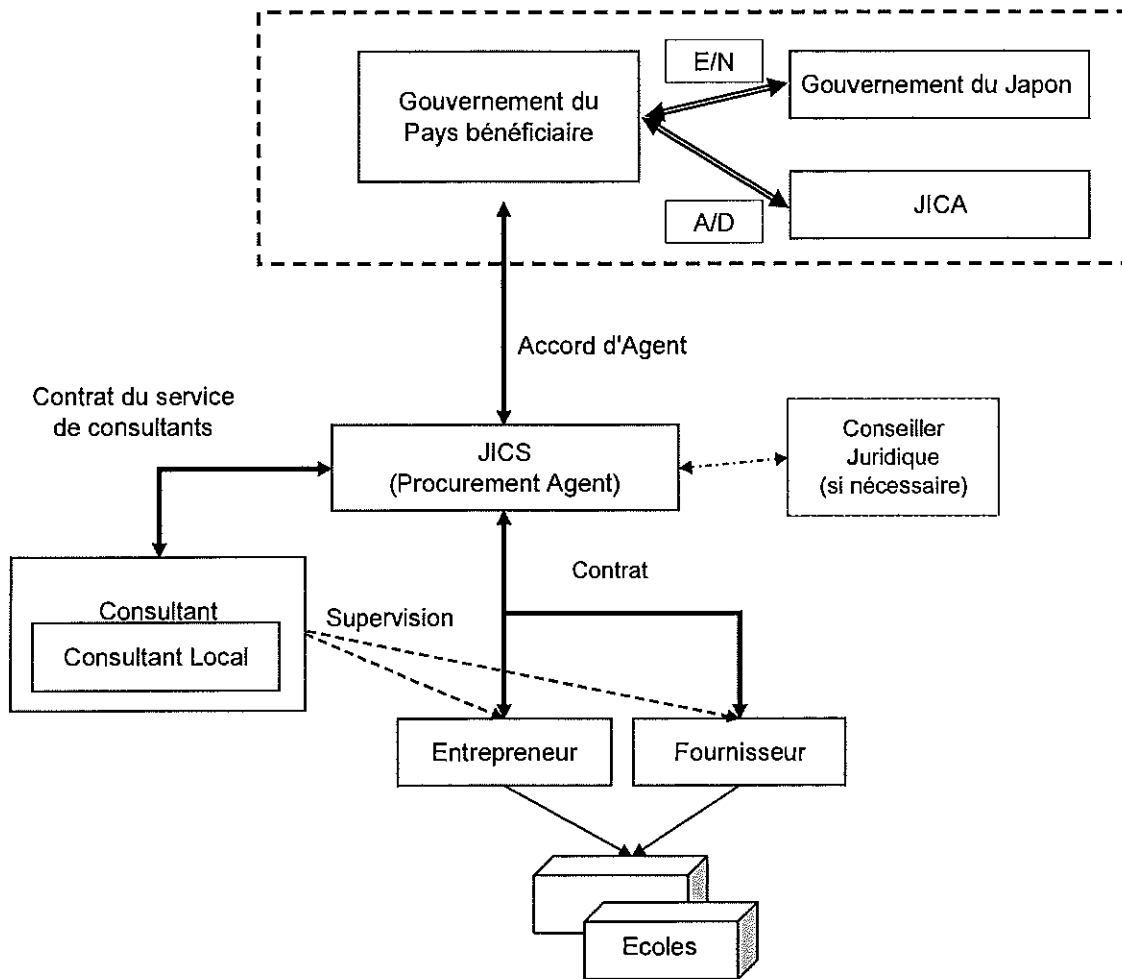
(e) le Bénéficiaire doit s'assurer qu'aucun membre du Gouvernement n'entreprenne aucune part du travail des nationaux japonais et/ou du travail des nationaux de tiers pays pour l'achat des composantes.

Ad

24

11

ANNEXE 5 Schéma d'exécution de l'aide financière non-remboursable du pour le développement
communautaire du Japon
après l'E/N (Echange de Notes) et l'A/D (Accord de Don)



Annexe 6 : Procédures relatives à l'exécution du projet sous le système de l'aide financière non-remboursable pour le développement communautaire

| Etape | Flux et Travaux | Gouvernement bénéficiaire | Gouvernement Japonais | JICA | JICS(Agent) | Consultant | Entrepreneur | Autres |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| | | | | | | | | |
| Demande | Requête | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | | |
| | Sélection du Projet → Evaluation de T/R → Etude d'identification du Projet (T/R : Termes de Référence) | | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | |
| (Elaboration & Préparation du Projet) | Etude de terrain 1: Définir la portée du Projet → Etude de terrain: Interview au Ministère de l'Énergie, Coût du projet, Rapport des Travaux → Décision sur les dispositions d'étapes avancées | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| | Etude de terrain 2: Explication du Rapport préliminaire → "Plan d'ensemble" Sous-traitance CL, Minist. Toile: Préparat. Dossiers d'Appel d'Offres | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| | Etude de terrain 3: Explication du brouillon des Dossiers d'Appel d'Offres → Rapport Final | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Evaluation & Approbation | Evaluation du Projet | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | |
| | Consultation inter-ministérielle | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | |
| | Présentation des Notes préliminaires | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | |
| | Approbation par le Cabinet | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | |
| Exécution | EN (EN : Exchange de Note) | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | |
| | AD (AD : Accord de Don) | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | |
| | Arrangement bancaire | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | Accord d'Agent → Vérification | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | | | |
| | Délivrance de l'ADG (ADG : Autorisation de Déploiement Global) | <input checked="" type="checkbox"/> | | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | Contrat de Consultant | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| | Plan détaillé & Dossiers d'Appel d'Offres → Approbation du Gouvernement bénéficiaire → Préparation de l'Offre | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| | Soumission & Evaluation | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| | Contrat pour Construction/ Approvisionnement | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| | Construction/ Approvisionnement → Certificat d'achèvement du Gouvernement bénéficiaire | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| | Fonctionnement → Etude post-Evaluation | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | |
| Ex-Post-Evaluation → Suivi | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | |

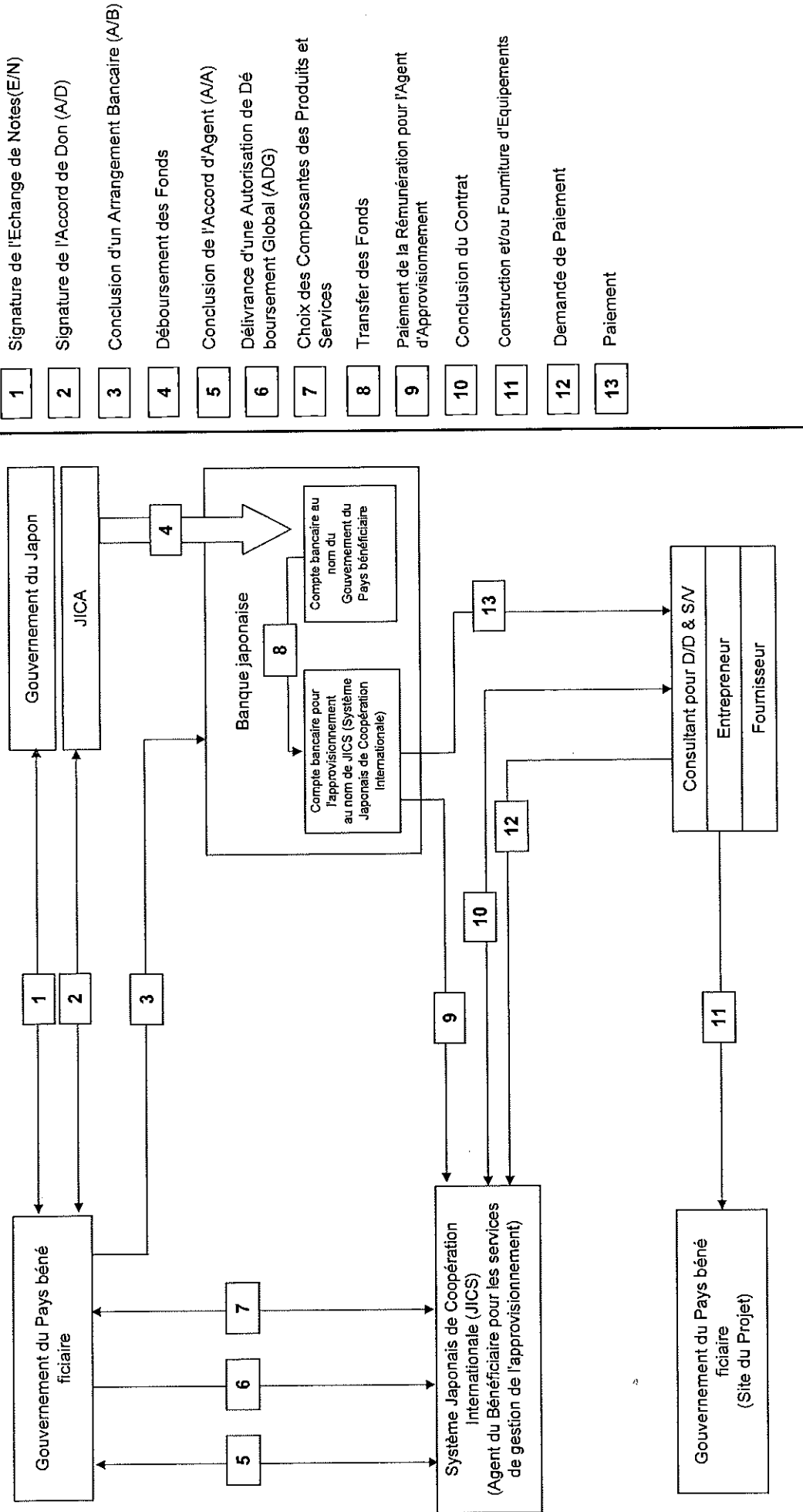
* L'étude de terrain 3 et la procédure d'évaluation seront mises en œuvre simultanément.

★ Banque japonaise

Handwritten signature/initials

Handwritten mark

ANNEXE 7 : Circuit du fonds relatif à l'exécution du projet sous le système de l'aide financière non remboursable pour le développement communautaire



Handwritten signature

Handwritten signature

ANNEXE 8 : Principales mesures à prendre par chaque gouvernement

| No. | Eléments | à couvrir par le Don | à couvrir par la partie bénéficiaire |
|-----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------------------|
| 1 | Obtenir une superficie de terrain suffisante | | ● |
| 2 | Démolition des installations, défrichage, mise à niveau et récupération du terrain si nécessaire | | ● |
| 3 | Construction de portails et des clôtures autour du terrain | | ● |
| 4 | Construction de parc de stationnement | | ● |
| 5 | Construction de la route | | |
| | 1) A l'intérieur du site | ● | |
| | 2) A l'extérieur du site | | ● |
| 6 | Construction de bâtiment | ● | |
| 7 | Fournir les installations pour la distribution d'électricité, l'eau courante, l'égout et les autres installations accessoires : | | |
| | 1) Electricité | | |
| | a. La ligne de distribution jusqu'au site | | ● |
| | b. Le câblage de branchement et le câblage interne sur le site | ● | |
| | c. Le circuit principal et transformateur | ● | |
| | 2) Alimentation en eau | | |
| | a. Conduite principale d'eau courante urbaine jusqu'au site | | ● |
| | b. Système d'alimentation sur le site (réservoir de réception et château d'eau) | ● | |
| | 3) Drainage | | |
| | a. Conduite principale urbaine d'égout (pour évacuer l'eau de pluie, les eaux d'égout etc. du site) | | ● |
| | b. Système d'égout sur le site (pour les eaux d'égout, les déchets ordinaires, l'eau de pluie etc.) | ● | |
| | 4) Alimentation en gaz | | |
| | a. Conduite principale de gaz jusqu'au site | | ● |
| | b. Système d'alimentation sur le site | ● | |
| | 5) Téléphone | | |
| | a. Ligne téléphonique de jonction jusqu'au répartiteur d'entrée (MDF) du bâtiment | | ● |
| | b. MDF et extension après le répartiteur | ● | |
| | 6) Mobilier et équipement | | |
| | a. Meuble général | | ● |
| | b. Equipements du projet | ● | |
| 8 | Prise en charge des commissions de la banque japonaise pour les services bancaires basés sur les arrangements bancaires (A/B): | | ● |
| 9 | Assurer le dédouanement rapide et assister au transport à l'intérieur du pays bénéficiaire et en cela assister au transport interne des produits | | ● |
| 10 | Assurer que les taxes douanières, les taxes internes et autres prélèvements fiscaux qui pourraient faire l'objet d'imposition dans le pays bénéficiaire pour l'achat des composantes aussi bien que l'emploi de l'Agent soient exonérés/supportés par son autorité désignée sans utiliser l'Aide et ses intérêts courus. | | ● |
| 11 | Accorder aux nationaux japonais et/ou aux nationaux de pays tiers, y compris ceux qui sont employés par l'Agent, dont les services seront nécessaires pour la fourniture des composantes, les facilités nécessaires pour leurs entrées et séjours dans le pays bénéficiaire, afin qu'ils puissent effectuer leur travail. (Le terme "nationaux" lorsque utilisé dans l'A/D signifie les personnes physiques japonaises ou les personnes morales japonaises contrôlées par des personnes physiques japonaises pour les nationaux japonais, et les personnes physiques ou morales des pays tiers pour les nationaux des pays tiers.); | | ● |
| 12 | Assurer que les installations et les composantes sont entretenues et utilisées convenablement et efficacement pour la réalisation du Projet | | ● |
| 13 | Supporter tous les frais, autres que ceux couverts par le Don et ses intérêts courus, nécessaires à la réalisation du Projet. | | ● |
| 14 | Accorder une pleine considération sociale et environnementale dans la réalisation du Projet. | | ● |

(A/B : Arrangement Bancaire, A/D : Accord de Don)

PROCES-VERBAL DES DISCUSSIONS
RELATIVES A L'ETUDE SUR LE TERRAIN II
(MISSION D'EXPLICATION DU PROJET DE RAPPORT DU CONCEPT SOMMAIRE)
POUR LE PROJET DE CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSE
POUR L'ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE ET MOYEN
DANS LES REGIONS DE LOUGA ET DE KAOLACK
EN REPUBLIQUE DU SENEGAL

En réponse à la requête présentée par le gouvernement de la République du Sénégal (ci-après désignée « le Sénégal »), le gouvernement du Japon a décidé d'effectuer une étude du concept sommaire pour le Projet de construction de salles de classe pour l'enseignement élémentaire et moyen dans les Régions de Louga et de Kaolack (ci-après désigné « le Projet »), et a confié la mise en œuvre de l'étude à l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (ci-après désignée « la JICA »).

La JICA a envoyé au Sénégal une mission d'étude du concept sommaire pour le Projet, de juin à août 2011, afin d'effectuer les discussions et l'étude des sites concernés. La JICA a ainsi établi le projet de rapport de l'étude préparatoire du Projet après l'évaluation technique au Japon des résultats de l'étude.

La JICA a ensuite envoyé au Sénégal une mission d'explication du projet de rapport du concept sommaire (ci-après désignée « la Mission ») dirigée par Monsieur Kazunao SHIBATA, Chef de Bureau à la JICA/Sénégal pour la période du 11 au 22 décembre 2011, afin d'expliquer le contenu dudit projet de rapport à la partie sénégalaise, et d'entendre leur avis sur le contenu.

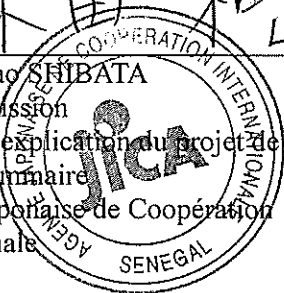
A l'issue des discussions, les deux parties ont confirmé les principaux points mentionnés dans l'Appendice.

Fait à Dakar, le 22 décembre 2011

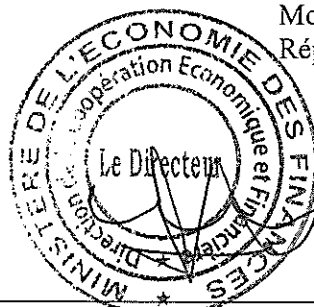
Pour le Ministre
et par Délégation
Le Secrétaire Général

柴田 和道

M. Kazunao SHIBATA
Chef de Mission
Mission d'explication du projet de rapport du
concept sommaire
Agence Japonaise de Coopération
Internationale



Mafakha TOURE
Secrétaire Général
Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du
Moyen Secondaire et des Langues Nationales
République du Sénégal



M. Massar WAGUE
Directeur de la Coopération Economique et
Financière
Ministère de l'Economie et des Finances
République du Sénégal

APPENDICE

1. Contenu du rapport de l'étude préparatoire (projet)

La partie sénégalaise a donné son accord de principe à l'égard du contenu du rapport de l'étude préparatoire (projet), expliqué par la Mission, et l'a accepté.

2. Système de l'aide financière non remboursable du Japon

La Mission a expliqué le système d'aide financière non remboursable au développement communautaire du Japon ainsi que les travaux et prestations à la charge de la partie sénégalaise, qui sont mentionnés dans les annexes 4, 5, 6, 7 et 8 du Procès-verbal des discussions que les deux parties ont signé le 7 juillet 2011, et la partie sénégalaise l'a compris.

3. Calendrier de l'étude

La JICA achèvera l'élaboration du rapport définitif de l'étude préparatoire sur la base des résultats des présentes discussions, et le présentera au gouvernement du Sénégal avant la fin du mois de mai 2012.

4. Confidentialité

Les deux parties ont confirmé que tous les documents et les informations concernant ce Projet ne devront pas être divulgués à des personnes tierces autres que celles concernées par le Projet, avant la fin du processus d'appel d'offres.

5. Installations et équipements faisant l'objet du Projet

La Mission a expliqué le contenu des installations et des équipements faisant l'objet du Projet (Annexe 1), et la partie sénégalaise l'a accepté.

6. Composante soft

Les deux parties se sont mises d'accord sur la mise en œuvre de la composante soft relative à la gestion et à la maintenance des infrastructures qui seront aménagées dans le cadre du Projet.

7. Coût approximatif du Projet

La Mission a donné des explications sur le coût approximatif du Projet (Annexe 2). Les deux parties ont confirmé que ce coût ne doit pas être divulgué à des personnes tierces autres que celles concernées du Projet avant la sélection définitive des entrepreneurs. La Mission a expliqué que ce coût est une estimation et qu'il pourrait être modifié, et la partie sénégalaise l'a accepté.

8. Travaux et prestations à la charge de la partie sénégalaise

La Mission a donné des explications sur le contenu des travaux et des prestations qui devront être exécutés à la charge de la partie sénégalaise pour la mise en œuvre du Projet (Annexe 3) ainsi que le calendrier d'exécution des travaux (Annexe 4). La partie sénégalaise s'est engagée à assurer le budget nécessaire pour l'exécution de ces travaux et prestations et à les effectuer sans faute selon le calendrier.

9. Respect de la gestion et la maintenance

La partie sénégalaise s'est engagée à affecter, avant la fin des travaux de construction, les personnels à recruter nouvellement, qui sont nécessaires pour la mise en œuvre du Projet. La partie sénégalaise s'est également engagée à exécuter sans retard l'établissement du système de gestion et de maintenance et l'obtention et l'attribution du budget nécessaire à cette fin.

10. Calendrier d'exécution du Projet

La Mission a expliqué que la période de l'approbation définitive du Projet par le Gouvernement du Japon n'est pas encore arrêtée, et que le calendrier d'exécution du Projet sera informé à la partie sénégalaise dès qu'il aura été déterminé.

11. Autres

- (1) La procédure de la soumission du (des) contrat(s) devra être réalisée conformément aux directives de l'approvisionnement dans le cadre de la coopération financière non-remboursable de la JICA en prenant en référence la procédure de la soumission des travaux de construction de la partie sénégalaise. Ainsi, en ce qui concerne l'organisme d'exécution du Projet du pays bénéficiaire, la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement (DAGE) du Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen - Secondaire et des Langues Nationales (MEEMSLN) sera le principal interlocuteur de la partie sénégalaise. Le Projet collaborera avec la Direction des Constructions Scolaires (DCS) et la Direction des Equipements Scolaires (DEqSc) du MEEMSLN lors de sa mise en œuvre.
- (2) En ce qui concerne l'intitulé du projet, les deux parties se sont mises d'accord pour le changer. Le projet sera désormais intitulé « Projet de Construction de Salles de Classe pour l'Enseignement Moyen dans les Régions de Louga et Kaolack » en remplacement de « Projet de Construction de Salles de Classe pour l'Enseignement Élémentaire et Moyen dans les Régions de Louga et de Kaolack » en vue de l'adapter au mieux aux circonstances réelles.

ANNEXE 1 : Liste des installations et du mobilier scolaire faisant l'objet du Projet

ANNEXE 2 : Coût approximatif du Projet

ANNEXE 3 : Travaux et prestations à la charge de la partie sénégalaise

ANNEXE 4 : Calendrier d'exécution du Projet (Provisoire)

ANNEXE 1 : Liste des installations et du mobilier scolaire faisant l'objet du Projet

« Installations faisant l'objet du Projet : par école »

CEM dans la Région de Louga

| Ordre de priorité | N° de Réf. | IDEN | Nom d'école | Nbr de SDC à construire | Bloc admini-stratif | Nbr de cabines Latrines |
|-------------------|------------|----------|----------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|
| 1 | Lo-08M | LINGUERE | CEM FA DE DAHRA | 15 | 1 | 16 |
| 2 | Lo-09M | | CEM KADJI MADIA | 7 | 1 | 8 |
| 2 | Lo-10M | | CEM DODJI | 4 | 1 | 6 |
| 1 | Lo-14M | LOUGA | CEM TOUBA SERAS | 14 | 1 | 14 |
| 2 | Lo-15M | | CEM BARALE | 14 | 1 | 14 |
| 3 | Lo-16M | | CEM LOUGA COMMUNE II | 17 | 1 | 18 |
| 1 | Lo-20M | KEBEMER | CEM KANENE NDIQB | 9 | 1 | 10 |
| 2 | Lo-21M | | CEM DAROU MOUSTY II | 13 | 1 | 14 |
| 3 | Lo-23M | | CEM FA KEBEMER | 14 | 1 | 14 |

| | | | | | | |
|--|---------------------------------------|--|--|-----|---|-----|
| | Total des CEM dans la Région de Louga | | | 107 | 9 | 114 |
|--|---------------------------------------|--|--|-----|---|-----|

CEM dans la Région de Kaolack

| Ordre de priorité | N° de Réf. | IDEN | Nom d'école | Nbr de SDC à construire | Bloc admini-stratif | Nbr de cabines Latrines |
|-------------------|------------|---------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|
| 1 | KA-01M | KAOLACK DEPARTEMENT | CEM THIARE | 15 | 1 | 16 |
| 2 | KA-02M | | CEM KEUR BAKA | 17 | 1 | 18 |
| 2 | KA-03M | | CEM KOUMBAL | 20 | 1 | 20 |
| 1 | KA-08M | GUINGUINEO | CEM NDIAGO | 11 | 1 | 12 |
| 2 | KA-09M | | CEM NGATHIE | 10 | 1 | 10 |
| 2 | KA-10M | | CEM NGOLOUM | 7 | 1 | 8 |
| 1 | KA-16M | NIORO DU RIP | CEM MISSIRAH NIORO | 9 | 1 | 10 |
| 1 | KA-17M | | CEM GAINTH KAYES | 10 | 1 | 10 |
| 1 | KA-18M | | CEM KEUR AYIB POSTE | 11 | 1 | 12 |
| 1 | KA-23M | KAOLACK COMMUNE | CEM NDANGANE | 13 | 1 | 14 |
| 2 | KA-24M | | CEM CAMP DE GARDE | 8 | 1 | 8 |

| | | | | | | |
|--|-----------------------------------------|--|--|-----|----|-----|
| | Total des CEM dans la Région de Kaolack | | | 131 | 11 | 138 |
|--|-----------------------------------------|--|--|-----|----|-----|

ck

MF

« Mobilier scolaire »

Le mobilier suivant sera aménagé dans chaque salle.

| | Bloc | Salle | Mobilier : le chiffre dans la parenthèse signifie la quantité |
|-----|------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------|
| CEM | Bâtiment de salles de classe | Salle de classe | Table-banc (pour 2 élèves) grande modèle (23), Table (1), Chaise (1) |
| | Bloc administratif | Bureau de principal | Bureau (1), Chaise (5), Armoire B (1) |
| | | Magasin | Armoire A (4) |
| | | Salle des professeurs | Table (12), Chaise (24) Armoire B (4) |
| | | Salle de surveillants | Table (7), Chaise (7), Armoire A (6), Armoire B (4) |

de
f

de

ANNEXE 2 : Coût approximatif du Projet

Cette partie n'est pas mentionnée en

(2) Frais à la charge de la partie sénégalaise : 379,6 millions de FCFA (environ 67,8 millions de yens)

Détails des frais à la charge de la partie sénégalaise

| Année | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Total | montant en yens japonais |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-------------|-------------|-------------|--------------------------|
| Aménagement des terrains (défrichage, abatage d'arbres et d'arbustes, déplacement/installation du portail d'entrée et des installations, enlèvement/rétablissement/installation de la clôture) | | 973 920 | 144 015 200 | 222 598 000 | 367 587 120 | 65 581 218 |
| Travaux de branchement et de mise en place des installations d'électricité | | 200 000 | 400 000 | | 600 000 | 107 046 |
| Travaux de mise en place des installations d'alimentation en eau | | 200 000 | 900 000 | | 1 100 000 | 196 251 |
| Frais d'exécution de la composante soft (1) | | 287 000 | 432 000 | 384 000 | 1 103 000 | 196 786 |
| Frais d'exécution relative à la construction des infrastructures (2) | 132 500 | 832 500 | 1 035 000 | 192 500 | 2 192 500 | 391 164 |
| Commission bancaire | 7 175 607 | | | | 7 175 607 | 1 280 200 |
| TOTAL | 7 308 107 | 2 493 420 | 146 782 200 | 223 174 500 | 379 758 227 | 67 752 665 |

(1) Estimé comme les frais de transport relatif à l'atelier, etc.

(2) Estimé les frais relatifs au comité, l'accompagnement à la visite mensuelle des sites, à l'inspection de l'avancement des travaux (indemnités en cas de déplacement entre régions)

Il est à noter que le chiffre ci-dessus est un montant approximatif calculé et estimé par la partie japonaise sur la base des informations collectées dans le cadre de l'étude sur le terrain exécutée en juillet 2011.

(3) Conditions d'estimation

- 1) Date de calcul : Juillet 2011
- 2) Taux de change : 1US\$ = 82,49 yens
1 FCFA) = 0,17841 yens
1 euro = 117,03 yens
- 3) Période des travaux et d'approvisionnement :
La période des travaux est comme mentionnée au calendrier d'exécution des travaux.
- 4) Autres : L'estimation des coûts devra être exécutée conformément au système de l'aide financière non remboursable du Gouvernement du Japon.

ANNEXE 3 : Travaux et prestations à la charge de la partie sénégalaise

Les travaux et prestations pris en charge par le gouvernement sénégalais, pour l'exécution du Projet dans le cadre de l'Aide non remboursable au développement communautaire du Japon, sont les suivants.

- 1) Préparation des terrains nécessaires pour la mise en œuvre du Projet, et obtention du droit de construction des bâtiments par le Ministère de l'Enseignement élémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues Nationales.
- 2) Exécution des travaux de démolition et d'enlèvement des infrastructures existantes et des obstacles, ainsi que le remblai et le nivellement des sites avant la mise en œuvre du Projet (toutefois, les travaux de démolition et d'enlèvement des obstacles se situant dans les endroits où la construction des infrastructures est prévue par ce Projet seront pris en charge par la partie japonaise, pour la réalisation des travaux sans retard. Voir le tableau ci-dessous.).
- 3) Mise en œuvre des travaux d'extérieur, tels que la construction et la réparation de la clôture, l'installation du portail d'entrée, les travaux paysagers, et d'autres travaux connexes après l'achèvement des travaux de construction.
- 4) Exécuter, avant l'achèvement des travaux de construction, les travaux de branchement de l'électricité dans les sites, ainsi que les travaux d'installation du système d'eau potable, d'assainissement et de la ligne téléphonique.
- 5) Prise en charge des commissions de notification de l'Autorisation de Paiement (A/P) et des commissions de paiement, sur la base de l'arrangement bancaire avec la banque au Japon.
- 6) Prise des mesures nécessaires pour un bon déroulement de l'importation et du dédouanement des matériels et matériaux utilisés dans le cadre du Projet.
- 7) Prise des mesures nécessaires pour faciliter l'entrée et le séjour au Sénégal des personnes morales et physiques qui concernent le Projet, conformément à l'Accord d'Agent et à d'autres contrats conclus avec l'Agent d'Approvisionnement.
- 8) Exonération des droits de douane, des taxes intérieures et d'autres levées fiscales imposées au Sénégal à l'égard des personnes morales et physiques qui concernent le Projet.
- 9) Exonération des droits de douane, des taxes intérieures et d'autres levées fiscales imposées au Sénégal à l'égard des produits et services fournis sur la base de l'Accord d'Agent et à des autres contrats conclus avec l'Agent d'Approvisionnement.

10) Prise en charge des frais de dédommagement provoqués par la non exécution des travaux à la charge de la partie sénégalaise.

11) Utilisation et maintien, de façon appropriée et efficace, des infrastructures et des équipements qui seront fournis dans le cadre du Projet.

12) Prise en charge de tous les frais autres que ceux qui sont couverts par l'aide financière non remboursable au développement communautaire du Japon dans le cadre du Projet.

Les travaux à exécuter par la partie sénégalaise dans chaque site sont les suivants.

1^{er} Groupe

| | CODE | IDEN | Nom d'école | Travaux de terrassement | Abattage / Déracinement des arbres et buissons | Travaux de raccordement des réseaux électrique / potable | Divers | Note |
|------|--------|-----------|----------------------|-------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| LOT1 | Lo-14M | LOUGA | CEM TOUBAS SERAS | | | | Déplacement du portail d'entrée de l'école primaire/ Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | Lo-20M | KEBEMER | CEM KANENE NDIJOB | | Buissons (21m) | Électricité/ Eau potable | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | Lo-21M | KEBEMER | CEM DAROU MOUSTY2 | | | | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | Lo-23M | KEBEMER | CEM FA DE KEBEMER | | 3 arbres | | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| LOT2 | Lo-08M | LINGUIERE | CEM FA DE DAHRA | | | | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | Lo-09M | LINGUIERE | CEM KADJI MADIA | | | | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | Lo-10M | LINGUIERE | CEM DODJI | | | | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | Lo-15M | LOUGA | CEM BARALE | | | | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | Lo-16M | LOUGA | CEM LOUGA COMMUNE II | Déblais/Remblais (72m) | Buissons (30m) | Électricité/ Eau potable | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |

2^{ème} Groupe

| | CODE | IDEN | Nom d'école | Travaux de terrassement | Abattage / Déracinement des arbres et buissons | Travaux de raccordement des réseaux électrique / potable | Divers | Note |
|-------|--------|---------------------|----------------------|-------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LOT 3 | KA-03M | KAOLACK DEPARTEMENT | CEM KOUNBAL | | | Eau potable | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | Déplacement du tuyau d'eau potable est à la charge de la partie japonaise. |
| | KA-08M | GUINGUINEO | CEM NDIAGO | | | Électricité/ Eau potable | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | Déplacements du bâtiment avec antenne et d'un panneau solaire sont à la charge de la partie japonaise. |
| | KA-09M | GUINGUINEO | CEM NGATHIE | | | | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | KA-10M | GUINGUINEO | CEM NGOLOUM | | | | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | KA-23M | KAOLACK COMMUNE | CEM NDIANGANE | | | Électricité/ Eau potable | Déplacement de la porte de passage du stade/ Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | KA-24M | KAOLACK COMMUNE | CEM CAMP DE GARDE | | | Électricité/ Eau potable | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | Démolition partielle de la clôture pour construire la porte de travaux et remise en état d'origine sont à la charge de la partie japonaise. |
| LOT 4 | KA-01M | KAOLACK DEPARTEMENT | CEM THIARE | | | Eau potable | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | KA-02M | KAOLACK DEPARTEMENT | CEM KEUR BAKA | | | Eau potable | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | KA-16M | NIORO DU RIP | CEM MISSIRAH NIORO | | | Eau potable | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | KA-17M | NIORO DU RIP | CEM GANTH KAYES | | 1 arbre et buissons (23m) | Électricité/ Eau potable | Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |
| | KA-18M | NIORO DU RIP | CEM KEUR A YIB POSTE | | | Eau potable | Déplacement d'un abattoir/ Constructions du mur de clôture et portail d'entrée de l'école | |

dy

Jo

[Signature]

Handwritten initials/signature

ANNEXE 4 : Calendrier d'exécution du Projet (provisoire)

| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | | |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|--|--|
| Etape de mise en œuvre | No. de mois après la conclusion de l'Accord d'Agent | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | No. de mois pour les travaux de construction | | | | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | | |
| | Conseil des ministres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | E/N - A/D | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Accord d'Agent | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Accord du service de consultation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bâtiments | Préparation et approbation du dossier d'appel d'offre | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Annnonce de la soumission ~ passation de contrat(s) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Travaux de construction | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Equipements (mobiliers) | Soumission - passation de contrat(s) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Approvisionnement en équipements (mobiliers) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Durée d'exécution des services par JICS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Préparation 1 mois
Site pilote 1.5 mois
Travaux 10 mois
Inspection 1 mois

Suivi du chantier

La livraison des mobiliers se fait en 1 mois après la réception du bâtiment par JICS.

Handwritten initials/signature

Handwritten initials/signature

Annexe 5 Plan de la Composante Soft

LE PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ACCUEIL ET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT SCOLAIRE DANS L'ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE ET MOYEN DANS LES RÉGIONS DE LOUGA ET KAOLACK EN RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Plan de la composante soft

1. Contexte dans lequel la composante soft est planifiée

1-1. Résultats des composantes soft mises en œuvre dans le passé et défis

Au Sénégal, 5 projets de construction d'écoles élémentaires et/ou des collèges ont été réalisés à ce jour. Le 6^{ème} projet (le « projet de construction de salles de classe aux écoles élémentaires et collèges dans les régions de Dakar et Thiès » (ci-après désigné comme le « projet de Dakar/Thiès ») est en cours de réalisation. Pour les 4^{ème} et 5^{ème} projets, la composante soft a été mise en œuvre pour la gestion et la maintenance des installations scolaires. Les activités, les résultats et les défis sont extraits ci-dessous.

(1) Projet de construction de salles de classe de l'enseignement élémentaire (2001)

1) Activités

Une organisation s'est créée au niveau de chaque établissement pour la gestion et la maintenance des installations scolaires. Sur l'initiative de cette organisation, ont été réalisées les activités suivantes dans le but d'établir un système qui permette de mettre en œuvre les activités de sensibilisation spontanées et continues en matière de gestion et de maintenance des installations scolaires ainsi que d'hygiène : i) établissement des directives, matériels didactiques et curriculum de formation en matière d'utilisation, de gestion et de maintenance des installations scolaires, ii) formation au profit des enseignants et iii) formation auprès des élèves par les enseignants et facilitateurs.

2) Résultats

Ont été constatés une efficacité remarquable et un impact sur le comportement de la communauté vis-à-vis de l'école à savoir la mise en œuvre spontanée et continue des activités de gestion et maintenance des installations et d'amélioration de condition d'hygiène tout en impliquant les habitants locaux.

3) Défis

L'institutionnalisation de l'organisation n'a pas été aboutie. Les organisations de décentralisation éducative telles que les Inspections d'Académies (ci-après désigné les « IA ») et les Inspections Départementales de l'Education Nationale (ci-après désignées les « IDEN ») ainsi que les collectivités locales ne s'impliquent pas très activement aux activités ci-dessus, ce qui n'a pas conduit à un large développement.

(2) Projet de construction des salles de classe pour écoles élémentaires et moyen ((Phase 5, 2006)

1) Activités

Les activités suivantes ont été mises en œuvre avec pour objectifs la « mise en œuvre activement des

activités de la gestion et de la maintenance et celles en matière de maintien de l'environnement d'hygiène des écoles sur l'initiative du CGE¹ » et l' « augmentation de participation de la communauté aux activités de la gestion et de la maintenance et celles en matière de maintien d'hygiène des écoles.

- i) Mise en œuvre de la formation au profit de l'organisme d'exécution de la composante soft
- ii) Etablissement du manuel et matériels de formation
- iii) Etude de l'état actuel
- iv) Tenue du séminaire de démarrage
- v) Création du comité de gestion d'école
- vi) Organisation de l'atelier d'établissement et de mise en œuvre du plan de gestion d'école
- vii) Evaluation intermédiaire
- viii) Présentation des résultats intermédiaires
- ix) Evaluation à l'achèvement des activités
- x) Etude d'impact
- xi) Elaboration des manuels sur la gestion et la maintenance et les activités d'hygiène des installations scolaires

2) Résultats

On peut citer les résultats obtenus comme suit :

- le jeu de manuels de formation a été élaboré axant sur la pratique,
- les comités de gestion des 45 écoles cibles ont été organisés,
- le plan de gestion et de maintenance des installations scolaires et des activités d'hygiène a été élaboré au niveau des écoles cibles et les activités concrètes ont été mises en œuvre, et
- les « manuels de gestion et de maintenance des installations scolaires et des activités d'hygiène » sur lesquels les leçons apprises par les activités antérieures sont reflétées.

De plus, dans chaque école, l'occasion de discuter sur les activités scolaires a augmenté par rapport au passé ce qui fait que les activités de gestion et de maintenance des installations et d'amélioration de l'environnement d'hygiène ont été réalisées sur l'initiative de chaque école.

3) Défis

L'établissement durable du cycle d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation du plan de direction d'école est resté comme défis à l'issue de la composante soft. Pendant la mise en œuvre des activités, le responsable départementale (inspecteur) se chargeait de la création du comité de gestion d'école et du suivi de la situation de mise en œuvre des activités. Cependant, il a été révélé qu'il est important de mettre en place le système de suivi ne dépendant pas seulement à l'inspecteur de l'IDEN.

1-2. Défis auxquels confrontent les écoles faisant l'objet de l'étude pour le présent Projet

Le présent Projet ayant pour cibles les régions de Louga et Kaolack a pour l'objectif d'aménager les installations scolaires de base dans les collèges cibles et d'améliorer l'accès à l'éducation élémentaire et l'environnement éducatif par la création de salles de classe et l'extension des collèges existants.

Les sites faisant l'objet du Projet sont au total 20 collèges dont 9 dans la région de Louga et 11 dans la région de Kaolack. Les composants de la coopération sont l'aménagement de salles de classe, de bloc

¹ Sont appelés le « Comité de Gestion d'Ecole » pour les écoles élémentaires et le « Comité de Gestion d'établissement » pour les collèges

administratif, de bloc de toilettes et des mobiliers scolaires i.e. tableau noir, table et chaise d'une part, et la mise en œuvre de la composante soft en matière de gestion et de maintenance des installations à aménager par le présent Projet, d'autre part.

L'étude préliminaire sur le système de direction, de gestion et de maintenance des installations a révélé la situation actuelle et les défis comme suit :

(1) Situation actuelle

1) Nettoyage

Dans certains collèges, la répartition des rôles entre les garçons et les filles est nette : le nettoyage des salles de classe et des toilettes se fait par les filles, le nettoyage de la cour demandant plus d'efforts physiques se fait principalement par les garçons (partiellement par les deux). Mais dans la plupart des cas, les élèves avec l'aide des habitants locaux nettoient régulièrement, et ce sans problème particulier. Cependant, son mode d'exécution nécessite une amélioration, étant donné les faits suivants : le nettoyage est entièrement confié aux habitants des environs (prestations payantes) et les élèves n'en occupent pas du tout, ou le recours partiel aux prestataires, le nettoyage des toilettes imposé aux élèves comme une punition, des déchets éparpillés, etc.

2) Conscience de base sur la gestion et la maintenance

Il a été confirmé dans chaque collège que l'on est conscient que « la gestion i.e. nettoyage, gestion et maintenance du collège se fait par les personnes concernées (par soi-même ». Toutefois, la différence du degré de conscience est constatée entre les établissements en fonction du leadership de principal, etc. ce qui est mentionné dans le paragraphe 4) plus bas.

3) Budget pour la direction, la gestion et la maintenance des installations scolaires

Les budgets suivants sont alloués pour la direction, la gestion et la maintenance.

- i) budget du Ministère de l'Education Nationale,
- ii) appui financier par la collectivité locale,
- iii) frais d'inscription à l'entrée scolaire par les élèves et la cotisation annuel par les élèves/parents (l'achat des matériels de nettoyage et la préparation mineure des mobiliers scolaires, de la porte et de la serrure/clé, etc. sont payés par ce fonds)

4) CGE

Le CGE est mis en place dans tous les collèges dont la sélection des membres se fait de façon démocratique. Ce CGE se charge des activités telles que l'établissement, la mise en œuvre et le rapport du plan annuel, et ce sur la base des fonds cotisés par les élèves qu'il gère et supervise. En particulière, chaque collège se conforme à la loi portant sur la création, la composition et les activités du CGE et stipulant les détails y afférent. Cependant, la différence est constatée entre les établissements en matière de degré de conscience sur l'importance de la gestion et la maintenance, de volonté vis-à-vis des activités, d'état de sensibilisation des élèves, de situation d'exécution du suivi dans les établissements. Par conséquent, il y a des améliorations à faire.

(2) Défis

1) Vulnérabilité du système

La plupart des collèges étant nouveaux, ils n'ont pas d'expérience de la gestion et de la maintenance de l'établissement scolaire par le CGE². De plus, dans la moitié des collèges les cycles sont incomplets. Si ce type de collège fait l'objet du présent Projet, les installations seront aménagées physiquement pour pouvoir accueillir tous les cycles dans un futur proche. Or, il sera nécessaire d'élargir progressivement la taille du CGE. On peut dire que le système de gestion et de maintenance de collège est vulnérable et est en voie de développement.

2) Inexpérimenté dans la gestion et la maintenance des installations propres

En rapport avec ce qui précède, les collèges ne possédant pas les propres bâtiments scolaires³, n'ont pas d'expérience de gestion et de maintenance des installations. La situation actuelle est que collèges louent les locaux et même s'ils en possèdent, ce sont les bâtiments provisoires dispersés dans plusieurs sites (certains souffrent de la vétusté). Par conséquent, les personnes concernées de ces collèges ne sont pas conscientes de la notion de « notre collège ». Le nettoyage et la gestion et la maintenance y sont difficiles et l'amélioration des activités laisse à désirer. Quant aux toilettes, un peu moins de la moitié des collèges ayant fait l'objet de l'étude dans la région de Louga en disposent et seulement 1/4 des collèges dans la région de Kaolack⁴.

Il est supposé que les collèges cibles se confrontent aux défis lors de la gestion et la maintenance des propres installations nouvelles (il est nécessaire de mettre en place à nouveau le système de gestion et de maintenance).

3) Maintenance des installations

L'achat des matériels de nettoyage et la réparation mineure sont payés par les budgets susmentionnés. Cependant, les travaux plus complexes tels que la réparation des fenêtres cassées, la peinture des murs sont laissés en suspens du au fait principalement que les budgets actuels (les fonds du CGE) ne peuvent pas les couvrir.

1-3. Nécessité de la mise en œuvre de la composante soft

Pour que les installations à aménager par le présent Projet soient utilisées pendant longtemps grâce à la gestion et la maintenance adéquates en prenant en compte les défis identifiés par la composante soft des projets antérieurs et les défis susmentionnés pour le présent Projet, il faut promouvoir les points suivants :

1) Nettoyer quotidiennement les installations y compris les toilettes pour les utiliser d'une façon hygiénique. Sensibiliser à nouveau les personnes concernées à l'importance des mesures préventives permettant la diminution de la détérioration au minimum. Approfondir les connaissances sur les installations pour le saisi suffisant du mode de maintenance ainsi que celles concernant les mesures à prendre en cas de défauts.

² Parmi 50 établissements scolaires ayant fait l'objet de la requête, 28 ont été créés après l'année scolaire 2007-2008 (dont 20 ont été créés après l'année scolaire 2009-2010). Sur les 22 établissements enquêtés par l'équipe d'étude, 14 ont vu mettre en place le CGE après l'année 2007-2008 (dont 9 ont été créés après l'année 2009-2010).

³ Les collèges sont ouverts mais leurs bâtiments sont de location ou dépendent des locaux provisoires (qui ne disposent pas d'installations propres). 32 collèges sur 50 ayant fait l'objet de la requête sont de ce type.

⁴ Les établissements scolaires disposant des toilettes: Région de Louga: 8 collèges sur 18, 4 écoles élémentaires sur 7, Région de Kaolack: 5 collèges sur 24. Le collège faisant l'objet de l'étude (un seul) dans la région de Kaolack ne dispose pas de toilette.

2) Inciter les intérêts des IA, IDEN, collectivités locale concernées pour la gestion et la maintenance de collèges et du comité de gestion existant de la communauté et consolider les relations entre eux. Chercher à enrichir les soutiens financiers.

3) Renforcer le système de mise en œuvre de suivi périodique en matière de gestion d'hygiène des installations et de gestion et de maintenance y compris les mesures préventives.

De plus, il est primordial de mettre en œuvre la composante soft de sorte que les installations à aménager par le présent Projet soient gérées et maintenues durablement et ce uniquement par les personnes concernées du collège.

1-4. Effet conjugué avec d'autres projets concernés

Au Sénégal, le Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire, Phase 2 (ci-après désigné le « PAES 2 ») est en cours de réalisation sur une période de 4 ans allant de septembre 2010 jusqu'à août 2014. Le PAES Phase 1 (ci-après désigné le « PAES ») se déroule dans toutes les écoles élémentaires de la région de Louga et le modèle de direction de l'école par le CGE fonctionnel s'est établi. Dans le cadre du PAES 2, la vulgarisation de la gestion et de la maintenance est attendue à l'échelon national sur la base du modèle du PEAS 1 et du projet pilote de la région de Fatick.

Le présent Projet vise les collèges. Dans la région de Louga qui est également cible du présent Projet, comme toutes les écoles élémentaires du pays ont fait l'objet du PAES et du PAES 2, il se peut que les élèves ayant terminé la scolarisation dans ces écoles dont le CGE est activé viennent aux collèges cibles de cette même région. De plus, dans le cadre du PAES et du PAES 2, les formations ont été organisées avec pour formateurs les IA et les IDEN. Ces mêmes IA et IDEN ont été en charge du suivi. Par conséquent, les expériences et connaissances du PAES et du PAES 2 seront mises en valeur en faisant impliquer les IA et les IDEN dans les activités du présent Projet. En même temps, dans le cas où les volontaires japonais pour la coopération internationale (ci-après désignés les « JOCV ») seraient affectés au niveau des organisations concernées telles que le comité de l'instruction publique, il y a lieu de partager les informations de façon convenable avec eux.

Par ailleurs, en ce qui concerne les manuels sur la gestion et la maintenance des installations scolaires à utiliser dans le cadre du « Projet de Dakar/Thiès » précédant, les modifications nécessaires seront apportées sur les manuels élaborés au cours des deux projets du passé de la coopération financière non remboursable. Les manuels pour le présent Projet seront ceux pour le « Projet de Dakar/Thiès » mais encore plus révisés en cas de besoins de plus d'amélioration. En outre, les informations relatives au mode de maintenance et aux mesures préventives telles que les mesures à prendre en cas de défauts des travaux et des avaries pendant l'utilisation par la vérification de l'état de l'inspection des défauts du « Projet de Dakar/Thiès ». De ce qui précède, il sera possible que le présent Projet crée des effets conjugués par la collaboration organique de la coopération du Japon et d'autres pays y compris les projets du passé d'une part, et qu'il contribue à améliorer globalement l'éducation du Sénégal.

2. Objectifs de la composante soft

Les objectifs ci-dessous sont fixés dans le cadre de la présente composante soft.

| | |
|---------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif amont | Les installations aménagées seront entretenues en bon état. |
| Objectif de la composante | La conscience sur la gestion et la maintenance envers les installations aménagées sera améliorée. |

3. Résultats de la composante soft

Les résultats escomptés par rapport aux objectifs ci-dessus sont les suivants.

Résultat 1: La connaissance sur la gestion et la maintenance des installations aménagées est créée et le nettoyage et la gestion seront mis en œuvre quotidiennement.

Résultat 2 : Les relations entre les IA, les IDEN, les collectivités locales concernées, le comité de gestion existant dans la communauté et les organismes externes sont renforcées, d'une part, et les fonds pour assurer la gestion et la maintenance des installations sera augmentés, d'autre part.

Résultat 3 : Le suivi se fait périodiquement sur la gestion d'hygiène et la gestion et la maintenance des installations.

4. Modes de vérification du degré d'atteinte des résultats

En conséquence, il sera nécessaire ou demandé d'améliorer le mode de gestion et de maintenance dans chaque établissement à travers la composante soft, notamment sur les points mentionnés ci-dessous.

- 1) Concernant le nettoyage, vu le non établissement de la subjectivité des élèves dans les certains collèges et des déchets entraînés, des problèmes de gestion de déchets sont constatés (non utilisation de la poubelle, etc.). De plus, il sera demandé de veiller quotidiennement à la prévention de la détérioration des installations, étant donné que la maintenance n'est pas assurée pour la détérioration importante qui nécessite une somme considérable, et pour les collèges, telles dépenses ne sont pas faciles.
- 2) A cet effet, il est nécessaire d'approfondir le degré d'intérêt et d'intervention vis-à-vis du collège de la part de la communauté et des organisations concernées, et de développer le fonds de soutien de l'établissement, en tenant compte d'une part des cas de réparation des dégâts dont l'intervention serait impossible avec le budget actuel du CGE, et d'autre part en vue d'approfondir les connaissances en matière de collège des personnes concernées y compris la communauté locale.
- 3) Etant donné que les collèges nouvellement construits font partie des établissements ciblées, et que le nombre d'infrastructures et d'élèves augmentera avec la mise en œuvre du Projet, la taille du CGE et ses activités augmenteront également. Il faudra donc renforcer son système pour y répondre. D'autre part, on constate la différence de la situation des activités du CGE entre les établissements avec leur communauté locale, à cause du degré de leadership de principale. Il est donc nécessaire de corriger telle différence, de mettre en œuvre régulièrement le suivi de la situation de la gestion et de la maintenance y compris le nettoyage susmentionné pour renforcer son système, et la pérennisation des activités concernées.

Concernant les objectifs en chiffre des indicateurs, les résultats de l'étude à l'achèvement de la composante soft seront comparés avec les résultats de l'étude de base prévue au démarrage des

activités, après la concrétisation de certains éléments chiffrables.

Les modes de vérification des activités et du degré de réalisation de chaque résultat obtenu sont les suivants.

| Résultats | Activités | Moyen de vérification d'atteinte de l'objectif |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. La connaissance sur la gestion et la maintenance des installations aménagées est créée et le nettoyage et la gestion seront mis en œuvre quotidiennement. | <p>1-1. Revue du manuel existant et amélioration selon la nécessité</p> <p>1) Revoir les manuels ayant été élaborés pour les activités de la composante soft du passé qui seront améliorés pour s'utiliser dans le cadre du « Projet de Dakar/Thiès ». Ces manuels existants traitent les articles suivants : 1) problèmes d'hygiène et environnementaux et mesures à prendre, 2) structure des toilettes, 3) création du CGE, 4) détails des installations, avaries susceptibles de se produire et mode de maintenance à cet effet, etc. Par ailleurs, les points à améliorer dans les manuels pour le « Projet de Dakar/Thiès » sont à l'examen : modification du contenu sur la base de la différence structurelle, remplacement des illustrations, omission des articles portant sur la création du CGE (la CGE étant déjà créé).</p> <p>2) Sur la base du 1) ci-dessus, les mesures préventives seront incluses. De plus, les personnes concernées y compris le comité de gestion existant dans la communauté discuteront de mentionner dans les manuels les points tels que la répartition des rôles homme-femme et les choix communs. Par la suite, les mentions supplémentaires nécessaires y seront apportées sur la base des résultats de discussion.</p> <p>1-2. Mise en œuvre de la formation sur la structure des installations</p> <p>1) Structure des bâtiments scolaires</p> <p>2) Structure des toilettes</p> <p>1-3. Mise en œuvre de la formation relative à l'hygiène de base</p> <p>1) Examiner le contenu de la formation et élaborer le plan pour le présent Projet sur la base du manuel ci-dessus et tout en vérifiant les défis et les leçons du « Projet de Dakar/Thiès ».</p> <p>2) Conformément au point 1) ci-dessus, mettre en œuvre la formation dans les 6 blocs (6 endroits) de la région de Louga (1^{er} groupe).</p> <p>3) Récapituler les défis et les leçons de la région de Louga et reconfirmer le contenu de la formation de la région de Kaolack.</p> <p>4) Mettre en œuvre la formation dans les 8 blocs (8 endroits) de la région de Kaolack (2nd groupe).</p> <p>1-4. Mise en œuvre des séances de formation sur la gestion et la maintenance préventives</p> <p>1) De même que pour 1-2 ci-dessus, examiner le contenu de formation pour le présent Projet sur la base des manuels existants et des défis et leçons du « Projet de Dakar/Thiès » pour établir le plan.</p> <p>2) Conformément au point 1) ci-dessus, mettre en œuvre</p> | <p>1-1.</p> <p>1) Vérifier selon l'état de revue des manuels et la nécessité ou non de la révision.</p> <p>2) En cas d'amélioration des manuels dans 1), vérifier les manuels révisés qui sont les résultats des activités.</p> <p>Eléments communs des points ci-dessus : Vérifier l'utilisation efficace des manuels par le suivi, etc.</p> <p>1-2. Voir « Commun pour chaque formation » ci-dessous.</p> <p>1-3.</p> <p>1) et 3) Document de plan de formation en matière d'hygiène de base (y compris la version révisée selon la nécessité)</p> <p>2) et 4) Vérifier, avec le rapport de suivi, la fréquence et l'état de nettoyage, la méthode de gestion de déchets (vérifier si le nettoyage se fait selon le plan élaboré par chaque collège et la propreté, à l'aide de la réponse dans le fiche de contrôles du suivi.</p> <p>1-4.</p> <p>1) et 3) Document de plan des cours en matière de gestion et maintenance préventives (y compris la version révisée selon la nécessité). Vérifier l'état d'utilisation des infrastructures et du mobilier avec le rapport de suivi (vérifier l'existence ou non de la conscience : transformation de l'idée et de l'attitude de « réparer après la casse » en celles de « prévenir la casse » pour aménager la base de l'utilisation agréable et de longue durée, ce qui permettra la réduction des coûts.</p> |

| | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>les séances de formation dans les 6 blocs du 1^{er} groupe.</p> <p>3) Récapituler les défis et leçons de la région de Louga pour reconfirmer le contenu de formation à réaliser dans la région de Kaolack.</p> <p>4) Mettre en œuvre les séances de formation dans les 8 blocs du 2nd groupe.</p> <p>1-5. Identification de moyens de faire face aux défauts relevés par l'inspection (le cas échéant).</p> <p>1) Partager les résultats de l'inspection des défauts et les leçons du projet précédant dans la région de Dakar</p> <p>2) Prendre des mesures sur la base des résultats de l'inspection des défauts dans la région de Louga</p> <p>3) Partager des résultats de l'inspection des défauts et leçons dans la région de Louga avec la région de Kaolack</p> | <p>Commun pour chaque formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste des participants (situation de participation de chaque position -IA, IDEN et des collectivités locales concernées - parmi ceux qui sont prévus de participer) et assurer le taux de présence stable. • Enquête (comparaison des résultats de l'étude de base avant le démarrage et ceux de après l'achèvement des activités (degré de compréhension du contenu de la formation - à long terme, est attend la facilitation de la maintenance est attendue, et l'état d'exécution – vérifier la réduction de la fréquence et le degré de la casse, ainsi que des mesures prises en cas de casse). |
| <p>2. Les relations entre les IA, les IDEN, les collectivités locales concernées, le comité de gestion existant dans la communauté et les organismes externes sont renforcées, d'une part, et les fonds pour assurer la gestion et la maintenance des installations sera augmentés, d'autre part.</p> | <p>2-1. Mise en œuvre de la formation relative à l'établissement du plan de gestion et de maintenance annuel</p> <p>1) Revoir le plan existant annuel au sein de chaque collège.</p> <p>2) Extraire des problèmes en ce qui concerne l'établissement du plan de gestion et de maintenance annuel</p> <p>3) Réviser le plan de gestion et de maintenance annuel</p> <p>2-2. Mise en œuvre de la formation relative à l'établissement du plan de gestion et de maintenance à moyen terme</p> <p>1) Identifier l'importance de l'établissement du plan de gestion et de maintenance à moyen terme</p> <p>2) Etablir le plan de gestion et de maintenance à moyen terme</p> | <p>2-1. Commun</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste des participants • Plan annuel de gestion et de maintenance (version révisée) • Enquête (comparaison des résultats d'étude de ligne de base et de suivi (Vérifier l'état d'amélioration des problèmes du plan annuel existant dans chaque collège, et la situation de la mise en œuvre du plan) <p>2-2.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste des participants • Plan de gestion et de maintenance à moyen terme • Enquête (comparaison des résultats de l'étude de base avant le démarrage et ceux de après l'achèvement des activités (Vérifier l'état de situation de l'élaboration du plan de gestion/maintenance sur le plan de moyen terme permet de préparer les tâches à effectuer toutes les quelques années comme la peinture des portes/fenêtres/charpente métallique ou le remplacement d'ampoule, et de préparer petit à petit les travaux exigés chaque cinq ans et plus comme la peinture des murs intérieur et extérieur)) |

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>2-3. Mise en œuvre de la formation portant sur le mode d'extension des fonds</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Reconfirmer les ressources budgétaires actuelles concernant les points 3-1 et 3-2 ci-dessus. 2) Renforcer les appuis par les organismes externes (i.e. collectivités locales) et examiner la possibilité de promotion vis-à-vis d'autres organismes externes. 3) Pratiquer les activités ci-dessus. <p>2-4. Partager les informations sur l'avancement de construction des installations et informations sur les installations elles-mêmes entre les personnes concernées.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Fournir tous les mois aux IA et IDEN les informations sur les installations en cours de construction. | <p>2-3.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste des participants • Simulation • Enquête (comparaison des résultats de l'étude de base avant le démarrage et ceux de après l'achèvement des activités (vérifier le développement ou non des ressources financières et le montant total du budget)). • Liste des participants à la réunion périodique du CGE et procès-verbal (vérifier le degré d'amélioration de la présence des représentants des organisations extérieures concernées). <p>2-4.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Enquête et entretien avec le principal (vérifier la réaction à l'information partagée - si les personnes concernées du collège saisissent l'état d'avancement de la construction des infrastructures pour qu'ils puissent s'attacher à de nouvelles salles de classe (l'objectif est atteint ou non)). |
| <p>3. Le suivi se fait périodiquement sur la gestion d'hygiène et la gestion et la maintenance des installations.</p> | <p>3-1. Etablissement du système de suivi</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Former une équipe de suivi dans chaque établissement 2) Etablir le plan de suivi en ce qui concerne le nettoyage et la gestion et la maintenance de l'établissement (points de suivi, fréquence). 3) Effectuer le suivi périodiquement. | <p>3-1.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Fiche de la composition de l'équipe 2) Document de plan de suivi au sein de chaque établissement 3) Rapport de suivi (vérifier aussi l'état d'amélioration du système de gestion et de maintenance grâce au renforcement du système de contrôle par le suivi). Concernant le leadership de principal, les ONG locales extrait des cas exemplaires puis les faire partager entre les établissements pour atténuer la différence entre les collèges. |

5. Activités de la composante soft

(1) Personnes concernées

- Région de Louga : 9 collèges
- Régions de Kaolack : 11 collèges

Les personnes cibles sont les suivants: principaux, enseignants, élèves, CGE y compris les

représentants des associations des parents d'élèves (ci-après appelé l' « APE »⁵), et membre des APE, habitants locaux, personnes concernées de la collectivité locale ayant la responsabilité vis-à-vis du fonctionnement, de la gestion et de la maintenance des collèges comprenant le comité de gestion existant dans la communauté.

Les activités seront mises en œuvre par groupe et bloc ci-dessous. Les détails sont expliqués plus bas.

1) 1^{er} groupe : Régions de Louga

| IDEN | Bloc | Collectivité locale | ID | Collège |
|------------------------|------|---------------------|--------|---------------------|
| Linguère 3 collèges | 1 | Comm Dahra | Lo-08M | CEM FAde Dahra |
| | 2 | CR Dodji | Lo-09M | CEM Kadji Madia |
| | | | Lo-10M | CEM Dodji |
| Louga 3 collèges | 3 | Com Louga | Lo-14M | CEM Touba Seras |
| | | | Lo-16M | CEM Louga Commune 2 |
| | 4 | CR Sakal | Lo-15M | CEM Barale |
| Kébémér 3 collèges | 5 | CR Darou Mousty | Lo-20M | CEM Kanene Ndiob |
| | | | Lo-21M | CEM Darou Mousty 2 |
| | 6 | Com Kébémér | Lo-23M | CEM FA de Kébémér |

2) 2nd groupe : Région de Kaolack

| IDEN | Bloc | Collectivité locale | ID | Collège |
|--------------------------------------|------|---------------------|--------|---------------------|
| Département de Kaolack 3 collèges | 1 | CR Thiaré | KA-01M | CEM Thiaré |
| | 2 | CR Keur Baka | KA-02M | CEM Keur Baka |
| | 3 | CR Latmingué | KA-03M | CEM Koumbal |
| Guinguinéo 3 collèges | 4 | CR Ndiago | KA-08M | CEM Ndiago |
| | 5 | CR Ngathié | KA-09M | CEM Ngathié |
| | | | KA-10M | CEM Ngoloum |
| Nioro du Rip 3 collèges | 6 | Gainth Kayes | KA-16M | CEM Missirah Nioro |
| | | | KA-17M | CEM Gainth Kayes |
| | 7 | Médina Sabakh | KA-18M | CEM Keur Ayib Poste |
| Kaolack-Com | 8 | Com Kaolack | KA-23M | CEM Ndangane |
| | | | KA-24M | CEM Camp de garde |

(2) Période prévue de mise en œuvre

La composante soft sera mise en œuvre sur la période allant de la fin-avril 2013 après démarrage des travaux de construction dans la région de Louga jusqu'au mois de juillet 2015 qui est le moment intermédiaire après la fin de l'inspection des travaux et l'inspection des défauts.

(3) Structure de la mise en œuvre

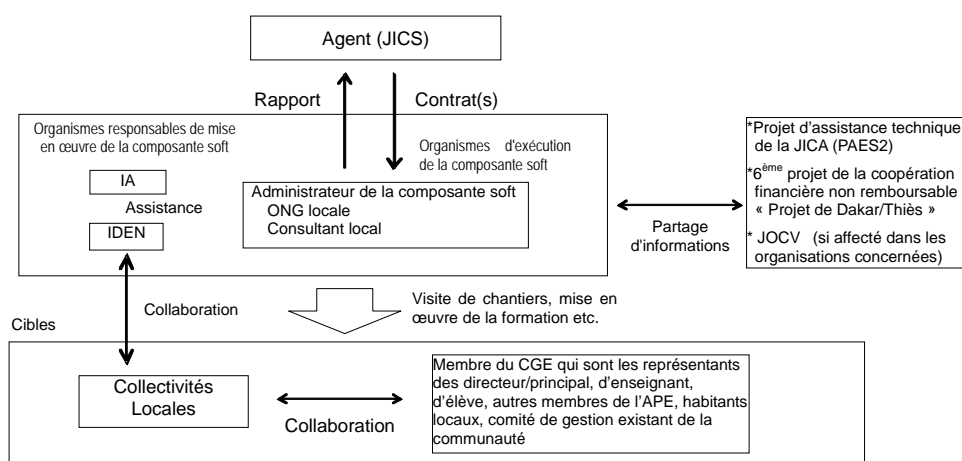
La composante soft devra être mise en œuvre sous l'initiative des Inspections d'Académie (IA) des régions de Louga et de Kaolack. Cependant les 7 Inspections Départementales de l'Education

⁵ Association des Parents d'Elèves

Nationale (IDEN) dans lesquelles les collègues ciblés par le présent Projet se situent assisteront les IA du fait qu'elles connaissent mieux les zones des collègues cibles. Un consultant japonais supervisera en tant qu' « Administrateur de la composante soft », l'ensemble d'activités dont la mise en œuvre est confiée à une ONG locale et à un consultant local qui collaborent dans la réalisation de ces activités.

Comme mentionné ci-avant, le présent Projet sera mis en œuvre dans les mêmes régions pendant la période d'activités du PAES2 et du « projet de Dakar/Thiès » également, il faudra procéder à l'échange d'informations de façon convenable.

Le schéma suivant montre la structure de mise en œuvre.



(4) Contenu d'activités

Les divisions et l'aperçu des activités sont les suivants. Par ailleurs, les items et nombres de chaque activité sont les mêmes que ceux mentionnés dans le 4. « moyen de vérification de degré d'atteinte d'objectifs » (partiellement en rapport avec ce qui est mentionné.)

1) Etape de démarrage

| | |
|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Période (prévue) | Après démarrage de la construction du 1 ^{er} groupe |
| Durée | Environ 3 semaines vers avril-mai 2013 |
| Lieu | Région de Louga |
| Organisme d'exécution | Administrateur de la composante soft, ONG locale, Consultant local |
| Personnes/entités cibles | IA, IDEN (administrateur de la composante soft, ONG locale, consultant local) |
| Objectif | Confirmation des activités générales |
| Contenu d'activités | <p>1-1. Revue du manuel existant, amélioration selon les besoins, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> Revoir les manuels existants et les réviser selon la nécessité (examiner les points à considérer i.e. le volet en matière de différents rôles des hommes et les femmes, etc. Le travail de revue et de révision se fait principalement par la tripartie (l'administrateur de la composante soft, l'ONG locale et le consultant local), mais en ce qui concerne le contenu des manuels, les IA et les IDEN sont invités à la table de discussion. En outre, les opinions du président du comité de gestion existant seront confirmées.) (→Résultat 1, Résultat 2 (augmenter l'occasion de participer). Vérifier les objectifs, les détails et la répartition des rôles des activités de la composante soft. |

| | |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Vérifier le contenu des séances de formations futures (vérification des défis et leçons du « Projet de Dakar/Thiès, réflexion de ces défis et leçons sur les activités futures). • Mise en œuvre de l'étude des données de base (y compris la détermination des indicateurs). |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

2) Etape de visite de chantier de construction /de mise en œuvre de divers cours

| | |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Période | Après achèvement de l'étape 1) ci-dessus et lors de la construction des bâtiments scolaires et des toilettes |
| Durée (prévue) | 1 ^{er} groupe : vers mai-juin 2013 2 nd groupe : vers mai-juin 2014 |
| Lieu | La composante soft sera mise en œuvre par bloc. 1 ^{er} groupe : 6 endroits dans la région de Louga 2 ^{ème} groupe : 8 endroits dans la région de Kaolack |
| Organisme d'exécution | ONG locale, consultant local (Les IA et IDEN fournissent les facilités pour la communication aux collègues et les collectivités locales sous leur autorité). |
| Personnes/entités cibles | Les Directeur/principal, les enseignants, les élèves (les représentants de chacun d'entre eux participent à la visite du chantier et à la séance de formation portant sur la gestion d'hygiène et la gestion et la maintenance préventives et la structure des installations), les CGE y compris les représentants de l'APE et autres, les autres membres de l'APE, les habitants locaux, les personnes concernées des collectivités locales assumant la responsabilité de la gestion et la maintenance de du collège y compris le comité de gestion existant de la communauté. |
| Objectif | Renforcement de la compréhension de l'importance de la gestion d'hygiène et de la gestion de maintenance des installations. Acquisition des connaissances de base en matière de gestion d'hygiène et de gestion et maintenance des installations. |
| Contenu d'activités | <p>1-2. Mise en œuvre de la formation portant sur la structure des installations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Visite du chantier de construction y compris les toilettes • Mise en œuvre de la formation portant sur la structure des installations (en plus de la visite ci-dessus). <p>1-3. Mise en œuvre de la formation sur l'hygiène de base</p> <p>1-4. Mise en œuvre de la formation sur la gestion et la maintenance préventives</p> <p>1-5. Confirmation des mesures à prendre en cas des défauts décelés par l'inspection des défauts</p> <p>2-1. Mise en œuvre de la formation sur l'établissement du plan annuel de gestion et de maintenance</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revue du plan annuel, mise en œuvre de la formation sur l'établissement du plan annuel de gestion et de maintenance (→Résultat 2) <p>2-2. Mise en œuvre de la formation sur l'établissement de gestion et de maintenance à moyen terme (→Résultat 2)</p> <p>2-3. Mise en œuvre de la formation sur le mode d'extension des fonds (→Résultat 2)</p> <p>Par ailleurs, la formation sur le suivi sera mise en œuvre à cette étape en tant que préparation préliminaire pour l'établissement du système de suivi (toutes les activités susmentionnées →Résultat 1).</p> |

3) Etape d'activités par collège

| | |
|----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Période | Après achèvement de la 1 ^{er} stade de l'étape 2) ci-dessus. |
| Durée (prévue) | 1 ^{er} groupe : vers juin 2013- novembre 2013 (comprenant la période des vacances d'été) 2 nd groupe : vers mai 2014- novembre 2014 (comprenant la période des vacances d'été) |
| Lieu | Dans chaque collège 1 ^{er} groupe : 9 collèges de la région de Louga 2 nd groupe : 11 collèges de la région de Kaolack |
| Organisme | Les CGE, les personnes concernés autres que les membres des CGE, les habitants |

| | |
|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| d'exécution | locaux, les personnes concernées des collectivités locales assumant la responsabilité de la gestion et la maintenance de le collège y compris le comité de gestion existant de la communauté (la composante soft est mise en œuvre grâce au soutien indirect de l'ONG locale. Les IA et les IDEN fournissent les facilités pour la communication aux collèges et aux collectivités locales sous leur autorité). |
| Objectif | Pratique des acquisitions des formations organisées par chaque collège |
| Contenu d'activités | <p>2-1. Mise en œuvre de la formation sur l'établissement du plan annuel de gestion et de maintenance</p> <ul style="list-style-type: none"> Revue du plan annuel, établissement du plan de gestion et de maintenance annuel et à moyen terme et son application (inciter la participation périodique des collectivités locales aux réunions du CGE portant sur l'extension des fonds pour activer l'acquisition des fonds) (→Résultat 2) <p>2-2. Mise en œuvre de la formation sur l'établissement du plan de gestion et de maintenance à moyen terme (→Résultat 2)</p> <p>2-3. Mise en œuvre de la formation sur le mode d'extension des fonds (→ Résultat 2)</p> <p>2-4. Partager les informations sur l'état d'avancement de la construction des installations et sur les installations elles-mêmes entre les personnes concernées</p> <ul style="list-style-type: none"> Partager les informations sur l'état d'avancement des travaux de construction et sur les installations elles-mêmes avec les collectivités locales tutelles et les habitants locaux (les informations seront fournies par l'ONG locale) (→Résultat 2) <p>3-1. Mise en place du système de suivi</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisation de l'équipe de suivi dans chaque collège ⁶ (→Résultat 3) Etablir les points à vérifier lors du suivi et le plan de suivi y compris la fréquence (→Résultat 3) Mise en œuvre du suivi (→Résultat 3) |

4) Etape de suivi

| | |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Période | <p>(1) A l'approche de la fin de construction</p> <p>(2) 1^{er} groupe : Après l'inspection des défauts dans la région de Dakar 2nd groupe : Après l'inspection des défauts dans la région de Louga</p> <p>(3) 1^{er} groupe : Après l'inspection des défauts dans la région de Louga 2nd groupe : Au moment intermédiaire après l'inspection des travaux et jusqu'à l'inspection des défauts dans la région de Kaolack</p> |
| Durée (prévue) | <p>(1) 1^{er} groupe : Vers novembre 2013 2nd groupe : Vers novembre 2014</p> <p>(2) 1^{er} groupe : Vers avril-mait 2014 2nd groupe : Vers février 2015</p> <p>(3) 1^{er} groupe : Vers janvier - février 2015 2nd groupe : Vers juillet 2015</p> |
| Lieu | <p>La composante soft sera mise en œuvre par bloc.</p> <p>1^{er} groupe : 6 endroits dans la région de Louga 2nd groupe : 8 endroits dans la région de Kaolack</p> |
| Organisme d'exécution | ONG locale (les IA et les IDEN fournissent les facilités pour la communication aux collèges et collectivités locales sous leur autorité.) |

⁶ Composition de l'équipe de suivi : En général, la CGE prend l'initiative de confirmer l'état des installations de chaque collège. Pour le présent Projet, l'équipe de suivi sera composée non seulement de cette CGE mais également des habitants locaux, le comité de gestion existant de la communauté, des personnes concernées de la collectivité locale pour réaliser conjointement le suivi, et ce dans le but de renforcer le système de suivi dans chaque collège pour mieux impliquer et s'intéresser à l'administration et à la gestion et la maintenance des collèges par les personnes concernées en dehors de ceux directement liés (grâce aux leçons apprises des projets du passé, on a pris conscience qu'il est important de construire l'appui de la part de l'administration.

| | |
|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Personne/entité cibles | Les CGE, les personnes concernées des collèges autres que les membres de CGE, les habitants locaux, les personnes concernées des collectivités locales assumant la responsabilité de la gestion et la maintenance du collège y compris le comité de gestion existant de la communauté. Quant au suivi (FU2), 2 personnes par collège (directeur/principal et représentant du CGE) et les responsables des IA et des IDEN. |
| Objectif | Suivi des activités (FU). Faire en sorte que les activités diverses concernant la gestion et la maintenance du collège s'établissent dans chaque région et chaque collèges cibles. Suivre ces activités à plusieurs reprises dans le cadre de la composante soft du présent Projet pour qu'elles soient mises en œuvre de façon continue et durable et consolider la base. |
| Contenu d'activités | <p><u>Suivi (1)</u> 1-2. Mise en œuvre de la formation sur la structure des installations, 1-3. Mise en œuvre de la formation sur l'hygiène de base, 1-4. Mise en œuvre de la formation sur la gestion et la maintenance préventives</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification de l'état de mise en œuvre de la gestion d'hygiène et de la gestion et maintenance des installations (y compris la gestion et la maintenance préventives (→Résultat 1) <p>2-1. Mise en œuvre de la formation sur l'établissement du plan annuel de gestion et de maintenance, 2-2. Mise en œuvre de la formation sur l'établissement du plan de gestion et de maintenance à moyen terme</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification de l'état de mise en œuvre du plan annuel de gestion et de maintenance et celui à moyen terme (partiellement) (y compris l'état d'extension des fonds) (→Résultat 2) <p>3-1. Mise en œuvre du suivi périodique (3, 3-1)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification de l'état de mise en œuvre du suivi (→Résultat 3). • Extraire des cas exemplaires sur le leadership de principal des collèges, et les faire partager (→Résultat 3). <p><u>Suivi (2) Explication en ronde</u> 2-4. Partage des informations sur l'état d'avancement de la construction des installations et sur les installations elles-mêmes entre les personnes concernées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comme étape préparatoire, sera mise œuvre la visite de l'inspection des défauts à mener dans la région de Dakar par l'ONG locale et le consultant local dans le cadre du « Projet de Dakar/Thiès » et les cas à mettre en valeur pour le présent Projet seront récapitulés pour le 1^{er} groupe. • Pour le 1^{er} groupe, présenter les cas du « Projet de Dakar/Thiès » et les mesures à prendre. L'audition sera réalisée sur la situation de mise en œuvre du plan annuel de gestion et de maintenance, de celui à moyen terme (partiellement) au niveau de chaque collège concerné (y compris la situation de l'extension des fonds) (les rondes d'explication seront menées en 2 jours pour les 9 collèges cibles réparties dans les 8 endroits) (→ Résultats 1 et 2) • Pour le 2nd groupe, présenter les résultats de l'inspection des défauts menée dans la région de Louga, la situation des séances de suivi (FU3) du 1^{er} groupe ainsi que les mesures à prendre. L'audition sera réalisée sur la situation de mise en œuvre du plan annuel de gestion et de maintenance, de celui à moyen terme (partiellement) au niveau de chaque collège concerné (y compris la situation de l'extension des fonds) (les rondes d'explication seront menées en 3 jours pour les 11 collèges cibles réparties dans les 10 endroits) (→ Résultats 1 et 2) <p><u>Suivi (3) Séances de suivi (FU3)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Procéder à la vérification finale des acquisitions des séances de formation à ce jour et de la situation de mise en œuvre de celles-ci y compris la confirmation de l'état de l'inspection des défauts et les mesures à prendre (→ Résultats 1,2 et 3). • Procéder à la vérification finale de la situation de mise en œuvre du plan annuel de gestion et de maintenance et de celui à moyen terme (y compris la situation de l'extension des fonds) (→Résultat 2). • Elaborer les objectifs et le plan de mise en œuvre pour poursuivre les activités ci-dessus au niveau de chaque collège. |

| | |
|--|-------------------------------------------------------------------|
| | • Mettre en œuvre l'étude de données à l'achèvement des activités |
|--|-------------------------------------------------------------------|

Comme énoncé ci-dessus, les activités seront mises en œuvre par bloc divisé. Plus concrètement, la visite du chantier de construction, les séances de formation et le suivi (1) et (3) seront réalisés au sein d'un collège pilote. La composition finale de blocs sera déterminée en concertation avec les IA et les IDEN à l'étape de démarrage. Quant au collège pilote, il sera sélectionné en fonction de l'avancement de construction.

(5) Rôle de chaque partie prenante

Les rôles à jouer par chaque partie prenante constituant la structure de mise en œuvre ci-dessus sont les suivants.

| Nom de partie prenante | | Rôles |
|---------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Agent d'approvisionnement | | <ol style="list-style-type: none"> 1. Accord de service de consultation avec le Consultant japonais 2. Rapport au maître d'ouvrage |
| Consultant japonais | Administrateur de la composante soft (Japonais) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Préparation préliminaire <ol style="list-style-type: none"> 1-1 Recrutement de l'ONG locale et du consultant local 1-2 Examen des manuels existants 1-3 Préparation du questionnaire pour l'étude des données de base (tant pour le démarrage que l'achèvement des activités). 2. Assistance au démarrage d'activités <ol style="list-style-type: none"> 2-1 Partage du contenu d'activités de la composante soft, et vérification de la répartition des tâches, etc. 2-2 Assistance à l'amélioration (modification) des manuels existants 2-3 Vérification et partage d'informations de la situation de la composante soft mise en œuvre dans le cadre du « projet de Dakar/Thiès » 2-4 Assistance à la mise en œuvre de la visite du chantier et de la formation (2 fois d'essai, y compris l'étude des données de base) 2-5 Rapport, conseils pour les activités ultérieures 3. Gestion de l'avancement, élaboration des rapports <ol style="list-style-type: none"> 3-1 Gestion d'avancement lors de l'étape de mise en œuvre de la visite du chantier ou de la formation. 3-2 Gestion d'avancement pendant les étapes d'activités au niveau de chaque collège concernée. 3-3 Gestion d'avancement lors de l'étape du suivi (1), (2) (pour 1^{er} et 2nd groupes) 3-4 Etablissement du rapport intermédiaire (pour 1^{er} groupe) 3-5 Gestion d'avancement lors de l'étape du suivi (3) (pour 1^{er} et 2nd groupes) (y compris l'étude de données à l'achèvement des activités). 3-6 Etablissement du rapport final (pour les deux régions) 4. Vérification du résultat <ol style="list-style-type: none"> 4-1 Vérification de l'avancement 4-2 Participation aux séances du suivi (3) dans la région de Kaolack sur la base de la situation de l'inspection des défauts menée dans la région de Louga (2 endroits) 4-3 Rapport final |

| | |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ONG locale | <ol style="list-style-type: none"> 1. Démarrage des activités <ol style="list-style-type: none"> 1-1 Partage du contenu d'activités de la composante soft, et vérification de la répartition des tâches, etc. 1-2 Revue et modifications en cas de besoins des manuels existants avec l'administrateur de la composante soft et le consultant local 1-3 Préparation du questionnaire pour l'étude des données de base (tant pour le démarrage que l'achèvement des activités). 2. Mise en œuvre de la visite du chantier et des séances de formation <ol style="list-style-type: none"> 2-1 Informer les collectivités locales et les collèges concernés avec appui des IA et des IDEN 2-2 Mise en œuvre de la formation relative à l'hygiène de base ainsi qu'à la gestion et la maintenance préventives (y compris l'étude de données de base). 2-3 Mise en œuvre de la formation relative à la revue du plan annuel et à l'établissement du plan de gestion et de maintenance annuel et à moyen terme 2-4 Mise en œuvre de la formation relative au mode d'extension des fonds. 2-5 Explication au niveau de chaque collège sur les activités. 3. Vérification de la situation d'avancement des activités au niveau de chaque collège concerné. <ol style="list-style-type: none"> 3-1 Récapituler les informations obtenues par le consultant chargé de la supervision des travaux et les fournir aux IA et aux IDEN (tous les mois) 3-2 Vérification de la situation d'utilisation des informations ci-dessus. 4. Mise en œuvre des séances du suivi (1) <ol style="list-style-type: none"> 4-1 Informer les collectivités locales et les collèges concernés avec appui des IA et des IDEN 4-2 Re-vérification du contenu enseigné lors des séances de la formation (vérification de la situation de pratique) 4-3 Vérification de la situation d'avancement du nouveau plan (annuel et à moyen terme) ainsi que d'activités pour l'extension de fonds. 5. Mise en œuvre des séances du suivi (2) (explication en ronde) <ol style="list-style-type: none"> 5-1 (Préparations préliminaires) <p>Pour le 1er groupe : Inspection de l'état de l'inspection des défauts dans la région de Dakar dans le cadre du « Projet de Dakar/Thiès » pour récapituler les cas à mettre en valeur pour le présent Projet.</p> <p>Pour le 2nd groupe : Mise au point des résultats de l'inspection des défauts dans la région de Louga et de la situation du suivi (FU) lors de l'inspection des défauts dans cette même région (à partager).</p> 5-2 Informer les collectivités locales et les collèges concernés avec appui des IA et des IDEN 5-3 Pour le 1^{er} groupe : Présentation des cas du « Projet de Dakar/Thiès » et des mesures à prendre. Mettre en œuvre l'audit sur la situation de mise en œuvre du plan annuel de gestion et de maintenance et de celui à moyen terme au niveau de chaque collège (partiellement) (y compris l'état d'extension des fonds) (ronde en 2 jours pour les 9 collèges cibles réparties dans les 8 endroits). <p>Pour le 2nd groupe : Présentation des résultats de l'inspection des défauts menée dans la région de Louga, de l'état des séances de suivi(FU3) du 1^{er} groupe ainsi que les mesures à prendre. Mettre en œuvre l'audit sur la situation de mise en œuvre du plan annuel de gestion et de maintenance et de celui à moyen terme au niveau de chaque collège (partiellement) (y compris l'état d'extension des fonds) (ronde en 3 jours pour les 11 collèges cibles réparties dans les 10 endroits)</p> 5-4 Vérification de la situation d'avancement du nouveau plan (annuel et à moyen terme) ainsi que d'activités pour l'extension de fonds. 6. Mise en œuvre des séances du suivi (1) <ol style="list-style-type: none"> 6-1 Informer les collectivités locales et les collèges concernés avec appui des IA et des IDEN 6-2 Procéder à la vérification finale du contenu des séances de formation y compris l'état de l'inspection des défauts confirmé et les mesures à prendre, d'une part, et donner des conseils, d'autre part. <p>Pour le 2nd groupe : vérification intermédiaire des points ci-dessus</p> 6-3 Etablir les objectifs pour continuer les activités et le plan de mise en œuvre dans chaque collège |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|------------------|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p>6-4 Extraire des cas exemplaires sur le leadership de principal des collègues, et les faire partager</p> <p>6-5 Mettre en œuvre de l'étude de données de base à l'achèvement des activités.</p> <p>7. Rapport</p> <p>7-1 Faire des rapports périodiques sur les points 2 au 6 à l'administrateur de la composante soft.</p> |
| Consultant local | | <p>1. Démarrage des activités</p> <p>1-1 Partage du contenu d'activités de la composante soft, et vérification de la répartition des tâches etc.</p> <p>1-2 Modification des manuels existants avec l'administrateur de la composante soft et l'ONG locale (il sera en charge principalement des plans ou dessins relatifs à la structure des bâtiments, ou les illustrations)</p> <p>2. Mise en œuvre de la visite du chantier et des séances de formation</p> <p>2-1 Formation sur la structure des bâtiments de salles de classe et des toilettes</p> <p>2-2 Formation sur les points à retenir relatifs au nettoyage, à la gestion et à la maintenance des installations y compris les toilettes.</p> <p>3. Assistance à la mise en œuvre des séances de suivi (FU) (2) (explication en ronde)</p> <p>3-1 (Préparations préliminaires)</p> <p>Pour le 1er groupe : Inspection de l'état de l'inspection des défauts dans la région de Dakar dans le cadre du « Projet de Dakar/Thiès » et récapituler les cas à mettre en valeur pour le présent Projet.</p> <p>Pour le 2nd groupe : Mise au point des résultats de l'inspection des défauts dans la région de Louga et de la situation du suivi (FU) lors de l'inspection des défauts dans cette même région.</p> <p>3-2 Pour le 1er groupe : Assister l'ONG local lors de la présentation des cas du « Projet de Dakar/Thiès » et des mesures à prendre.</p> <p>Pour le 2nd groupe : Assister l'ONG local lors de la présentation des cas du « Projet de Dakar/Thiès » et des mesures à prendre dans la région de Louga.</p> <p>3-3 En rapport avec ce qui précède, donner l'explication sur les mesures à prendre contre la défektivité de chaque installation après l'inspection des défauts et au moment intermédiaire.</p> <p>4. Assistance à la mise en œuvre des séances de suivi (3)</p> <p>4-1 Procéder à la vérification finale du contenu des séances de formation y compris l'état de l'inspection des défauts confirmé et les mesures à prendre, d'une part, et donner des conseils, d'autre part.</p> |

| Nom de partie prenante | | Rôles |
|------------------------|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Metteur en œuvre | IA/IDEN | <p>1. Compréhension de l'ensemble d'activités</p> <p>1-1 Vérification du contenu d'activités de la composante soft et de la répartition des tâches, etc.</p> <p>1-2 Vérification du contenu des manuels</p> <p>1-3 Participation à la visite du chantier et aux séances de formation</p> <p>1-4 Participation aux séances du suivi (1), (2) et (3)</p> <p>2. Fourniture de facilités pour l'ensemble d'activités</p> <p>2-1 Assistance à la prise de contact et à la communication avec les collègues et les collectivités locales concernées. Assistance à la mise en œuvre de l'étude de données au démarrage et à l'achèvement des activités. Assistance à l'extrait des cas exemplaires sur le leadership de principal.</p> <p>3. Distribution et gestion des informations sur les installations en cours de construction</p> <p>3-1 Distribuer les informations fournies par l'ONG locale sur les installations en cours de construction (collèges existants) aux collègues concernés.</p> <p>3-2 Distribuer les informations fournies par l'ONG locale sur les installations en cours de construction (collèges de nouvelle création) aux collectivités locales concernées.</p> <p>3-3 Vérification de partage d'informations distribuées par les personnes concernées.</p> |

| Nom de partie prenante | | Rôles |
|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Organismes et personnes ciblées | Collectivité locale | <ul style="list-style-type: none"> Participation à la visite du chantier et aux séances de formation Partage d'informations sur les installations en cours de construction (collèges de nouvelle création) avec les habitants locaux. Assistance à l'établissement et à la mise en œuvre du plan de gestion et de maintenance annuel et à moyen terme. Participation à la réunion de CGE. Participation aux activités relatives au suivi. Mise en œuvre du suivi. |
| | Ecole (directeur/principal, enseignants) | <ul style="list-style-type: none"> Participation à la visite du chantier et aux séances de formation. Partage d'informations sur les installations en cours de construction (collèges existants) avec la collectivité locale, le CGE, les autres membres de l'APE et les habitants locaux. Revue du plan annuel Etablissement et mise en œuvre du plan de gestion et de maintenance annuel et à moyen terme. Participation aux activités de suivi. Mise en œuvre du suivi. |
| | Représentant d'élèves (autre que les membres du CGE), CGE, autres membres de l'APE et habitants locaux | <ul style="list-style-type: none"> Participation à la visite du chantier et aux séances de formation. Etablissement et mise en œuvre du plan de gestion et de maintenance annuel et à moyen terme. Participation aux activités de suivi. Mise en œuvre du suivi. |

(6) Plan de mobilisation

La mobilisation du personnel (homme/mois) de chaque étape est comme suit (voir le calendrier d'exécution du point 7 ci-après).

| Personnel | Mois-homme |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Administrateur de la composante soft (japonais) | Au Japon 22(1,10 mois-homme)(calculé sur la base de 20 jours/mois) Sur place 46(1,53 mois-homme) (calculé sur la base de 30 jours/mois) |
| ONG locale (en charge d'activités de sensibilisation) | 150 (5,00 mois-homme) |
| Consultant local (en charge du domaine technique) | 76 (2,53 mois-homme) |
| Total | 10.16 M/M mois-homme |

1) Période d'envoi et détails d'activités de l'administrateur de la composante soft (japonais)

| | Contenu d'activités | Travaux au Japon | Travaux sur place |
|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|
| 1 | Préparation préliminaire | | |
| | 1-1 Recrutement de l'ONG locale et du consultant local | — | |
| | 1-2 Examen des manuels existants, préparation du questionnaire pour l'étude de données de base (prise en compte lors de l'étude de données à l'achèvement des activités) | 5 | |
| 2 | Assistance au démarrage d'activités | | |
| | Aller-retour (Tokyo→Dakar→Tokyo) | | 5 |

| | | | |
|-----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|
| | Déplacement à l'intérieur du Sénégal | | 2 |
| 2-1 | Vérification du partage du contenu d'activités de la composante soft, et de la répartition des tâches etc. | | |
| | Discussion avec le MEEMSLN et avec l'Agent et le projet de coopération technique | | 1 |
| | Discussion avec l'ONG locale et le consultant local | | 1 |
| | Discussion avec les IA et les IDEN de Kaolack, distribution du questionnaire pour l'Etude de données de base, partage d'information avec JOCV (s'il y en a). | | 1 |
| | Discussion avec les IA et les IDEN de Louga, distribution du questionnaire pour l'Etude de données de base, partage d'information avec JOCV (s'il y en a). | | 1 |
| 2-2 | Assistance à l'amélioration (modification) des manuels existants | | |
| | Travaux de modification | | 3 |
| | Impression, reliure etc. | | 1 |
| 2-3 | Vérification de la situation et partage d'informations de la composante soft dans le cadre du « projet de Dakar/Thiès ». | | |
| | Visite et interview de quelques écoles construites dans le cadre du « projet de Dakar/Thiès ». | | 1 |
| 2-4 | Assistance à la mise en œuvre de la visite du chantier et de la formation (d'essai)(au niveau de 2 sites) | | |
| | Etablissement du calendrier, arrangement logistique | | 2 |
| | Préparation | | 2 |
| | Participation à la visite et à la formation | | 2 |
| 2-5 | Rapport, conseils pour les activités ultérieures | | |
| | Mise en ordre des informations etc. | | 3 |
| | Rapport au MEPEMSLN et à l'Agent d'Approvisionnement, échange d'opinions avec le projet d'assistance technique | | 1 |
| | Echange d'opinions avec l'Agent et le projet de coopération technique, succession des travaux à l'ONG locale et au consultant local | | 1 |
| 3 | Gestion de l'avancement et établissement des rapports | | |
| 3-1 | Gestion d'avancement lors de l'étape de mise en œuvre de la visite ou de la formation (pour les 1 ^{er} et 2 nd groupes). | 3 | |
| 3-2 | Gestion d'avancement pendant les étapes d'activités au niveau de chaque collègue concerné (pour les 1 ^{er} et 2 nd groupes). | 4 | |
| 3-3 | Gestion d'avancement lors de l'étape du suivi (1), (2) (explication en ronde) (pour les 1 ^{er} et 2 nd groupes). | 4 | |
| 3-4 | Etablissement du rapport intermédiaire (pour 1 ^{er} groupe) | 1 | |
| 3-5 | Gestion d'avancement lors de l'étape du suivi (3) (explication en ronde) (pour les 1 ^{er} et 2 nd groupes, y compris l'étude de données à l'achèvement des activités). | 4 | |
| 3-6 | Etablissement du rapport final | 1 | |
| 4 | Confirmation du résultat | | |
| | Aller-retour (Tokyo→Dakar→Tokyo) | | 5 |
| | Déplacement à l'intérieur du Sénégal | | 3 |
| 4-1 | Vérification de l'avancement | | |
| | Discussion avec l'ONG locale et le consultant local | | 1 |
| | Partage d'informations avec la JOCV à Louga (le cas échéant) (il sera compris dans le jour de déplacement) | | |
| | Discussion avec les IA et les IDEN de Louga | | 1 |
| | Vérification de l'avancement de la région de Louga (visite du collègue) | | 2 |
| | Partage d'informations avec la JOCV à Kaolack (le cas échéant) (il sera compris dans le jour de déplacement) | | |
| | Discussion avec les IA et les IDEN de Kaolack | | 1 |
| 4-2 | Participation aux séances du suivi (3) (pour le 2 nd groupe) | | |
| | Assistance à la préparation et vérification des séances du suivi | | 1 |

| | | | | |
|--|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|
| | | Accompagnement aux séances du suivi (3) (y compris la vérification de la situation à mis parcours et l'étude de données à l'achèvement des activités | | 2 |
| | 4-3 | Rapport final | | |
| | | Mise en ordre des informations etc. | | 2 |
| | | Rapport au MEPEMSLN | | 1 |
| | Total | | 22 | 46 |

2) Détails du nombre de jours d'affectation de l'ONG locale (en charge d'activités de sensibilisation)

| Etape d'activités | Contenu | No. de jours | Détails |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| (Visite du chantier et séances de formation dans la région de Louga (2 fois sur 6 sont mises en œuvre comme essai) | | 20 | Mener des activités avec l'administrateur de la composante soft |
| Louga 1 ^{er} groupe | (Visite du chantier et séances de formation (4 fois restant sur 6) | 12 | 3 pour la prise de contact avec les personnes concernées (ré-explication en détail concernant le calendrier de la prochaines visite et formation) ⁷ , 3 pour la préparation de la visite et des séances de formation ⁸ , récupération du questionnaire de l'étude des données de base, 4 pour la mise en œuvre de la visite et des séances de formation (2 fois déjà réalisées avec l'administrateur), 2 pour le déplacement. |
| | Vérification de la situation d'avancement des activités au niveau de chaque collègue (pendant environ 6 mois) | 18 | 6 pour la prise de contact (communication) avec les personnes concernées, 12 pour le déplacement (de deux jours x 6) |
| | Mise en œuvre des séances du suivi (1) (6 fois) | 10 | 1 pour la prise de contact (communication) avec les personnes concernées, 1 pour la préparation et 6 pour la mise en œuvre des séances du suivi (y compris l'extrait des cas exemplaires sur le leadership de principal et ses partages), 2 pour le déplacement |
| | Accompagnement de l'inspection des défauts à Dakar | 2 | |
| | Récapitulation des leçons de Dakar | 1 | |

⁷ La prise de contact est prévue de se faire à Dakar en principe pour les régions de Louga et de Kaolack.

⁸ Les préparations diverses sont prévues de se faire dans les régions cibles du Projet en principe pour les régions de Louga et de Kaolack.

| | | | |
|-----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Mise en œuvre des séances du suivi (2) (explication en ronde) (8 rondes pendant 2 jours) | 6 | 1 pour la prise de contact (communication) avec les personnes concernées, 1 pour la préparation, 3 pour les rondes d'explication (pour les collèges cibles dans la Com Louga, l'IDEN Louga s'en occupe au sein de l'IA Louga. Pour les autres collèges, les responsables des IDEN seront invités dans les collèges les plus proches de chaque IDEN). 2 pour le déplacement. |
| | Mise en œuvre des séances du suivi (3) (6 fois) (y compris la vérification de l'état d'avancement de l'inspection des défauts) | 10 | 1 pour la prise de contact (communication) avec les personnes concernées, 1 pour la préparation, 6 pour les séances de suivi (y compris l'étude de données à l'achèvement) et 2 pour le déplacement. |
| | Etablissement de rapport etc. | 3 | |
| Kaolack 2 nd groupe | Visite du chantier de construction et séances de formation (8 fois) | 16 | 3 pour la prise de contact avec les personnes concernées (ré-explication en détail concernant le calendrier de la prochaines visite et formation), 3 pour la préparation de la visite et des séances de formation, 8 pour la mise en œuvre de la visite et des séances de formation et 2 pour le déplacement |
| | Vérification de la situation d'avancement des activités au niveau de chaque collège (pendant environ 6 mois) | 18 | 6 pour la prise de contact (communication) avec les personnes concernées, 12 pour le déplacement (de deux jours x 6) |
| | Mise en œuvre des séances du suivi (1) (8 fois) | 12 | 1 pour la prise de contact (communication) avec les personnes concernées, 1 pour la préparation et 8 pour la mise en œuvre des séances du suivi, 2 pour le déplacement |
| | Mise en œuvre des séances du suivi (2) (explication en ronde) (10 rondes pendant 3 jours) | 7 | 1 pour la prise de contact (communication) avec les personnes concernées, 1 pour la préparation, 3 pour les rondes d'explication (pour les collèges cibles dans la Com Kaolack, l'IDEN Com Kaolack s'en occupe au sein de l'IA Kaolack. Pour les autres collèges, les responsables des IDEN seront invités dans les collèges les plus proches de chaque IDEN). 2 pour le déplacement. |
| | Mise en œuvre des séances du suivi (3) (8 fois) (y compris la vérification de la situation intermédiaire) | 12 | 1 pour la prise de contact (communication) avec les personnes concernées, 1 pour la préparation, 8 pour les séances de suivi et 2 pour le déplacement. |
| | Etablissement de rapport etc. | 3 | |
| | Total | | 150 |

3) Détails du nombre de jours de d'affectation du consultant local (en charge du domaine technique)

| Etape d'activités | Contenu | No. de jours | Détails |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Visite du chantier et formation dans la région de Louga (2 fois sur 6 sont mises en œuvre comme essai) | | 20 | Mener des activités avec l'administrateur de la composante soft |
| Louga 1 ^{er} groupe | (Visite du chantier et formation (4 fois restant sur 6)) | 9 | 3 pour la préparation, 4 pour les séances de visite et 2 pour le déplacement |
| | Accompagnement de l'inspection des défauts à Dakar | 2 | |
| | Récapitulation des leçons de Dakar | 1 | |
| Louga 1 ^{er} groupe | Mise en œuvre des séances du suivi (2) (explication en ronde) (8 rondes pendant 2 jours) | 5 | 1 pour la préparation, 2 pour les rondes d'explication (pour les collèges cibles dans la Com Louga, l'IDEN Louga s'en occupe au sein de l'IA Louga. Pour les autres collèges, les responsables des IDEN seront invités dans les collèges les plus proches de chaque IDEN). 2 pour le déplacement. |
| | Mise en œuvre des séances du suivi (3) (6 fois) (y compris la vérification de l'état d'avancement de l'inspection des défauts) | 9 | 1 pour la préparation, 6 pour les séances de suivi et 2 pour le déplacement. |
| Kaolack 2 nd groupe | Mise en œuvre de la visite du chantier de construction et des séances de formation (8 fois) | 13 | 3 pour la préparation, 8 pour les séances de visite et 2 pour le déplacement |
| | Mise en œuvre des séances du suivi (2) (explication en ronde) (10 rondes pendant 3 jours) | 6 | 1 pour la préparation, 3 pour les rondes d'explication (pour les collèges cibles dans la Com Kaolack, l'IDEN Com Kaolack s'en occupe au sein de l'IA Kaolack. Pour les autres collèges, les responsables des IDEN seront invités dans les collèges les plus proches de chaque IDEN). 2 pour le déplacement. |
| | Mise en œuvre des séances du suivi (3) (8 fois) (y compris la vérification de la situation intermédiaire) | 11 | 1 pour la préparation, 8 pour les séances de suivi (y compris l'étude de données à l'achèvement) et 2 pour le déplacement. |
| Total | | 76 | |

6. Mode de recrutement du personnel pour la mise en œuvre de la composante soft

Il convient de confier la mise en œuvre de la composante soft à l'ONG local ayant des connaissances approfondies sur la situation actuelle du Sénégal qui déploie des activités de promotion et d'appui telles que le développement communautaire, la participation des habitants, la sensibilisation, la mise en œuvre de la formation, etc. Au Sénégal, plusieurs ONG réalisant lesdites activités existent. Pour la composante soft du présent Projet, une ONG ayant de riches expériences dans le domaine sera recrutée. Quant au consultant, sera recruté un consultant de la construction local ayant habilité d'expliquer aux parties prenantes la méthode de visite du chantier et de maintenance des installations ainsi que la structure des installations sans

difficulté, et ce du point de vue de la construction.

Les candidats de l'ONG à recruter, on peut prévoir les ONG ayant collaboré dans les activités de la composante soft des projets réalisés dans le cadre de la coopération financière non remboursable du Japon et d'autres donateurs, ou celles ayant travaillé pour les projets de l'assistance technique y compris le PAES et le PAES2.

Quant au consultant de construction, il faut qu'il possède des informations relatives aux installations à aménager par le présent Projet et qu'il soit capable de donner l'explication sur le mode de maintenance précis. Pour ce faire, il est important que le consultant à recruter établisse une relation étroite avec le consultant japonais en charge de l'assistance à l'appel d'offres et de la supervision des travaux. Par conséquent, il est souhaitable de confier la composante soft au même consultant chargé de la supervision de conception pour le Projet.

Dans le cadre du système de la coopération financière non remboursable pour le développement communautaire, en général, l'Agent d'Approvisionnement ayant conclu un contrat avec le pays bénéficiaire gère l'ensemble des activités du projet et recrute les ressources locales. Mais pour la composante soft du présent Projet, du fait que les activités spéciales susceptibles de donner le maximum d'effets seront mises en œuvre sur une période limitée (à l'étape d'aménagement des installations et pendant l'inspection des défauts), le coût de sous-traitance aux ressources locales restera le minimum nécessaire. Par conséquent, si l'Agent d'Approvisionnement recrute un consultant de façon habituelle par l'avis et l'évaluation de celui-ci, il y aura une inégalité entre le coût de sous-traitance et celui nécessaire pour l'approvisionnement.

De ce qui précède, le consultant japonais sera chargé de la mise en œuvre et de la gestion de la composante soft dans le cadre de la supervision des travaux de sorte à corriger cette inégalité et il recrutera les ressources locales. Le consultant japonais, ayant menée une étude de préliminaire et établi le présent plan de la composante soft, est ainsi capable de superviser et de mettre en œuvre la composante soft de la planification jusqu'à sa réalisation d'une façon cohérente.

7. Calendrier d'exécution de la composante soft

Voir l'Annexe 1 ci-joint.

8. Résultats à remettre de la composante soft

(1) Documents

- Manuels révisés (si c'est le cas)
- Plan de gestion et de maintenance annuel et à moyen terme
- Informations sur l'état d'avancement de construction fournies aux IA et aux IDEN
- Enquête (destinée aux participants à la formation et à la séance de suivi : comparaison avant et après la mise en œuvre de la composante soft)

(2) Rapports

Les rapports à soumettre et la table des matières (avant-projet) sont les suivants :

| Rapport | Table des matières (avant-projet) |
|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Rapport intermédiaire (rapport d'activités dans la région de | 1. Modification de manuels 1-1 Points à améliorer dans les manuels existants 1-2 Manuels après la modification |

| | |
|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Louga) | 1-3 Situation d'impression et de distribution 2. Visite du chantier de construction/séances de formation 2-1 Calendrier d'activités et état d'installations lors de la visite 2-2 Liste des participants 2-3 Contenu de la formation 2-4 Commentaires des participants 3. Activités au niveau de chaque collège concerné 3-1 Informations fournies aux IA et aux IDEN 3-2 Situation de partage d'informations au niveau de chaque collège (ou collectivité locale) 3-3 Système de suivi 4. Séances du suivi (1), (2) et (3) 4-1 Calendrier d'activités 4-2 Liste des participants 4-3 Contenu des séances 4-4 Leçons apprises par le « Projet de Dakar/Thiès » 4-5 Leçons apprises par la région de Louga 4-6 Etat d'élaboration du plan de gestion et de maintenance annuel à a moyen terme 4-7 Résultat de l'enquête des participants (impressions et opinions) 5. Recommandations pour les activités dans la région de Kaolack |
| Rapport final (résumé des activités dans les deux régions) | 1. De même que les points 1 à 4 ci-dessus (à l'exception du point 4-5 « Leçons apprises par la région de Kaolack au moment intermédiaire ») 2. Autres Echange d'informations avec le projet de coopération technique, etc. |

9. Obligations de l'organisme d'exécution du pays bénéficiaire

(1) Obligations pendant la période de mise en œuvre de la composante soft

1) Mise en œuvre de chaque activité et participation à ces activités

Il est nécessaire que les IA et les IDEN prennent l'initiative pour la mise en œuvre de la présente composante soft en donnant des instructions aux collèges concernés pour que ces dernières puissent solliciter la participation des parties prenantes (quant aux collèges de nouvelles création, les IA et les IDEN sont priées de solliciter leur participation directement). Comme la composant soft implique non seulement les directeur/principal, les enseignants, les élèves et les CGE mais également les habitants locaux et les collectivités locales, il faut veiller à ce que la liaison et l'arrangement pour la mise en œuvre des activités pendant la période de sa mise en œuvre. De plus, les IA et les IDEN suivront périodiquement les activités de la composante soft de manière à ce que les personnes concernées participent positivement aux activités même après l'achèvement des activités.

Les rôles des diverses parties prenantes dans chaque étape sont les suivants.

| Personnes concernées | Etape de démarrage | Etape de visite de chantier et de la formation (réaliser dans un collège de chaque bloc) | Etape d'activités au niveau de chaque collège concernée (réaliser au niveau des collèges concernés) | Etape du suivi (réaliser dans un collège de chaque bloc) |
|-------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| IA, IDEN (Les CEM sont placés sous) | Vérification du contenu de la composante soft, vérification | <ul style="list-style-type: none"> • Vérification des activités • Communication aux | <ul style="list-style-type: none"> • Vérification des activités • Communication aux collectivités locales et | <ul style="list-style-type: none"> • Vérification des activités • Communication aux collectivités |

| | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| l'autorité des IA mais les IDEN étant plus proches physiquement de ces CME, elles jouent le rôle d'assistante) | de la répartition de tâches, participation | collectivités locales et aux collèges • Participation | aux collèges • Envoi des informations sur l'avancement de la construction aux collèges ou aux collectivités locales • Vérification de la situation de partage d'informations | locales et aux collèges • Participation |
| Collectivité locale | — | • Participation | • Partage d'informations sur l'état d'avancement de la construction • Participation à l'établissement et à la mise en œuvre du plan de gestion et de maintenance annuel et à moyen terme | • Participation |
| Ecole | — | • Participation • Communication et liaison avec la collectivité locale, le CGE, l'APE ou les habitants locaux. | • Partage d'informations sur l'état d'avancement de la construction • Etablissement et mise en œuvre du plan de gestion et de maintenance annuel et à moyen terme • Communication et liaison avec le CGE, l'APE ou les habitants locaux. | • Participation • Communication et liaison avec la collectivité locale, le CGE, l'APE ou les habitants locaux. |
| CGE, APE et habitants locaux | — | • Participation | • Partage d'informations sur l'état d'avancement de la construction • Participation à l'établissement et à la mise en œuvre du plan de gestion et de maintenance annuel et à moyen terme | • Participation |

2) Assurance des frais pour les activités

Chaque partie prenante devra prévoir les frais nécessaires pour participer à chaque activité.

En principe, chaque personne concernée doit prendre l'initiative dans la direction et la gestion et la maintenance mais pour l'assurance des coûts nécessaire, il faut que les deux pays vérifient conjointement et mentionnent les charges à encourir par la partie sénégalaise sur le procès-verbal.

Les frais supposés pour chaque activité sont les suivants.

| | Etape de démarrage | Etape de visite de chantier et de la formation (réaliser dans un collège de chaque bloc) | Etape d'activités au niveau de chaque collège concerné (réaliser au niveau des collèges concernés) | Etape du suivi (réaliser dans un collège de chaque bloc) |
|----------|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| IA, IDEN | Frais de déplacement | Frais de déplacement et allocation journalière jusqu'au collège où la visite ou la formation a lieu (se conformer aux règlements et à la coutume du Sénégal). | Non nécessaires | Frais de déplacement et allocation journalière jusqu'au collège où la visite ou la formation a lieu (se conformer aux règlements et à |

| | | | | |
|------------------------------|---|----------------------------------------------------------------------------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------|
| | | | | la coutume du Sénégal). |
| Collectivité locale | — | Frais de déplacement jusqu'au collège où la visite ou la formation a lieu. | Non nécessaires | Frais de déplacement jusqu'au collège où la visite ou la formation a lieu. |
| Ecole | — | Frais de déplacement jusqu'au collège où la visite ou la formation a lieu. | Non nécessaires | Frais de déplacement jusqu'au collège où la visite ou la formation a lieu. |
| CGE, APE et habitants locaux | — | Frais de déplacement jusqu'au collège où la visite ou la formation a lieu. | Non nécessaires | Frais de déplacement jusqu'au collège où la visite ou la formation a lieu. |

(6) Obligations après la mise en œuvre des activités de la composante soft

1) Suivi

Les IA et les IDEN sont priées de donner des conseils ou d'effectuer le suivi pour que les personnes concernées sensibilisées par les activités de la présente composante soft puissent s'orienter vers la direction où on peut s'attendre à atteindre l'objectif du Projet ou l'objectif global.

En particulière, comme la composante soft comprend l'inspection des défauts dans la région de Louga et la période après l'inspection des travaux allant jusqu'au moment intermédiaire de l'inspection des défauts dans la région de Kaolack, il est important que les personnes concernées vérifient conjointement l'état des installations 1 an ou 6 mois après la construction des collèges de nouvelle création. Ceci permettra aux parties prenantes de partager les mêmes consciences non seulement sur les défauts de construction mais également sur les problèmes d'utilisation des installations dans chaque collège.

A travers les séances de suivi périodiques et continues, il y a lieu d'inciter chaque collège à mettre en œuvre les acquisitions des activités de la composante soft, d'une part, à prendre des mesures appropriées à l'état de chaque collège révélé par l'inspection des défauts, et à remédier aux points à améliorer ultérieurement dans chaque collège, d'autre part.

2) Assurer les frais pour la gestion et la maintenance des collèges

Les frais pour la gestion et la maintenance des collèges sont couverts par le budget du MEPMSLN, la subvention des collectivités locales et la cotisation par les élèves. Même si les collectivités locales ont la responsabilité de la gestion et de la maintenance des collèges avec la décentralisation, les montants de la subvention varient d'une collectivité à l'autre. Les collectivités locales et les habitants locaux devront s'intéresser à la gestion des collèges pour aider vivement la recherche des sources de financement pour les frais tout en comprenant la nécessité de la gestion et de la maintenance.

Fin de texte

Annexe 6 Documents Obtenus

| No. | Titre | Format | Original/ Copie | Issué par: | Année de Parution |
|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Décret N° 2002-652 du 2 juillet portant création, organisation et fonctionnement des structures de gestion du Programme décennal de l' Education et de la formation (PDEF) | Document en papier | copie | Ministere de l'Education Nationale | 2002 |
| 2 | Loi N° 2004-37 Modifiant et complétant la loi d'orientation de l' Education Nationale n° 91-22 du 16 février 1991 | Document en papier | copie | Ministere de l'Education Nationale | 2004 |
| 3 | Plan National de Développement de l' Education et de la Formation pour la 3e phase du PDEF | Dossier info | copie | Ministere de l'Education Nationale | 2009 |
| 4 | Lettre de Politique Generale pour le Secteur de l'Education et de la Formation | Dossier info | copie | Ministere de l'Education Nationale | 2009 |
| 5 | Lettre circulaire portant interdiction des frais d' inscription et de transfert dans l' Enseignement Élémentaire | Document en papier | copie | Ministere de l'Education Nationale | 2010 |
| 6 | Annuaire Statistique National Année Scolaire 2009/2010 | Document en papier | original | Ministere de l'Education Nationale | 2010 |
| 7 | Décret n° 2011-625 Relatif à la création des Centres Régionaux de Formations des Personnels de l' Education (CRFPE) | Document en papier | copie | Ministere de l'Education Nationale | 2011 |
| 8 | Une Décennie d' Invitesissement dans l' Education: Le Bilan | Document en papier | original | DPRE | 2008 |
| 9 | STAT FLASH Année Scolaire 2008-2009 | Document en papier | original | DPRE | 2009 |
| 10 | Rapport National sur la Situation de l' Education 2010 | Document en papier | original | DPRE | 2010 |
| 11 | Synthèse des Programmes de Construction Scolaire de 2006 à 2011 dans les Régions de Kaolack et Louga | Dossier info | copie | DPRE | 2011 |
| 12 | Budget Ecoles IDEN 2011 | Document en papier et dossier info | copie | DAGE | 2011 |
| 13 | Evolution de Budget Ecoles par Région (2008-2011) | Dossier info | copie | DAGE | 2011 |
| 14 | CDSMT Secteur Education et Formation (2011/2013) | Document en papier | original | DAGE | 2011 |
| 15 | Prix Unitaire Articles Mallette Pedagogique | Dossier info | copie | DAGE | 2011 |
| 16 | Grille Salaires | Dossier info | copie | DAGE | - |
| 17 | Prgramme Officiels (Enseignement Moyen) | Dossier info | copie | DEMSG | 2010 |
| 18 | Specifications Techniques du Materiel Didactique | Document en papier | copie | DEMSG | 2010 |
| 19 | Nombre d'heures d'enseignements hebdomadaires par disciplines dans l'enseignement moyen | Dossier info | copie | DEMSG | 2011 |
| 20 | Cadre Logique et Plan d'Action de PRDE Draft 3 | Dossier info | copie | IA de Louga | 2009 |
| 21 | Données statistiques sur l' Education dans la Région de Louga (2006/07-2010/11) | Document en papier et dossier info | copie | IA Louga | 2011 |
| 22 | Plan Régional de Développement de l' Education (PRDE) 3ème phase de la région de Kaolack | Document en papier | copie | IA de Kaolack | 2009 |
| 23 | Données statistiques sur l' Education dans la Région de Kaolack (2006/07-2010/11) | Dossier info | copie | IA de Kaolack | 2011 |
| 24 | Données statistiques sur l' Education dans le Departement de Kébémér (2006/07-2010/11) | Document en papier | copie | IDEN de Kébémér | 2011 |
| 25 | Plan Départemental de Développement de l' Education (PDDE) de Louga 2009-2011 | Document en papier | copie | IDEN de Louga | 2009 |
| 26 | Données statistiques sur l' Education dans le Departement de Louga (2006/07-2010/11) | Document en papier | copie | IDEN de Louga | 2011 |
| 27 | Plan Départemental de Développement de l' Education (PDDE) de Louga 2009-2012 Draft | Document en papier | copie | IDEN de Linguère | 2009 |
| 28 | Données statistiques sur l' Education dans le Departement de Linguère (2006/07-2010/11) | Document en papier | copie | IDEN de Linguère | 2011 |
| 29 | Plan Départemental de Développement de l' Education (PDDE) de Kaolack Commune 2009-2011 | Dossier info | copie | IDEN Kaolack Commune | 2009 |
| 30 | Données statistiques sur l' Education dans le Departement de Kaolack Commune (2006/07-2010/11) | Document en papier | copie | IDEN Kaolack Commune | 2011 |
| 31 | Pan Départemental de Développement de l' Education (PDDE) de Kaolack Département | Document en papier | copie | IDEN Kaolack Département | 2009 |
| 32 | Données statistiques sur l' Education dans le Departement de Kaolack Département (2006/07-2010/11) | Document en papier | copie | IDEN Kaolack Département | 2011 |
| 33 | Plan Départemental de Développement de l' Education (PDDE) de Nioro Du Rip 2009-2011 | Dossier info | copie | IDEN Nioro du Rip | 2009 |
| 34 | Données statistiques sur l' Education dans le Departement de Nioro du Rip (2006/07-2010/11) | Document en papier | copie | IDEN Nioro du Rip | 2011 |
| 35 | Plan Départemental de Développement de l' Education (PDDE) de Guinée | Dossier info | copie | IDEN Guinée | 2009 |
| 36 | Iden Guinée Statistiques des CEM (2006/07-2010/11) | Dossier info | copie | IDEN Guinée | 2011 |
| 37 | Les Guides de Projet d' Amélioration de l' Environnement Scolaire Phase II (PAES2) | Document en papier | original | PAES2 | 2011 |
| 38 | USAID Education | Dossier info | copie | USAID | 2009 |
| 39 | Evaluation Fin de Projet CAREES | Dossier info | copie | Agence Canadienne de Développement International | - |
| 40 | Rapport d' Activité 2009, Rapport Annuel 2009, et Rapport d' Activités Afrique 2008-2009 | Document en papier | original | Aide et Action | - |
| 41 | Brochure de Conseil, Etudes, et Développement D'entreprises (Ceden) | Dossier info | copie | Ceden | - |
| 42 | Dossier d'appel d' offres (Banque Mondiale (Fast Track)) | Dossier info | copie | AGETIP | - |